

Secrétariat du Conseil du trésor

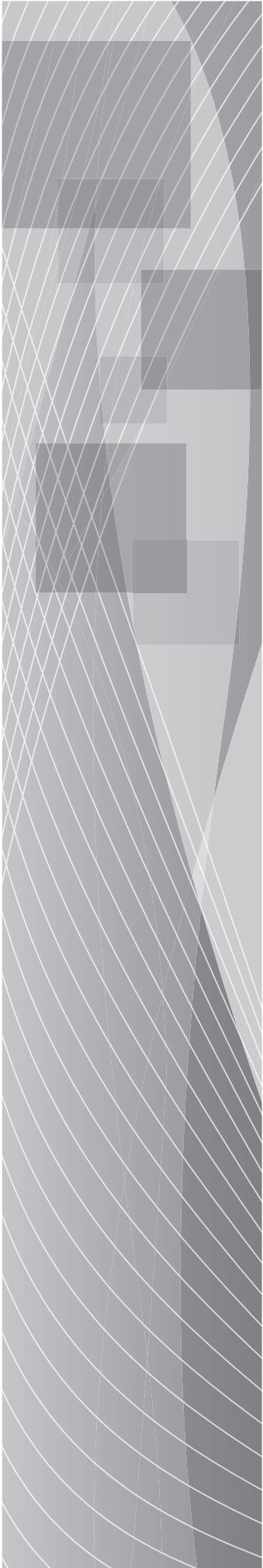
VOLUME 2

Étude des crédits

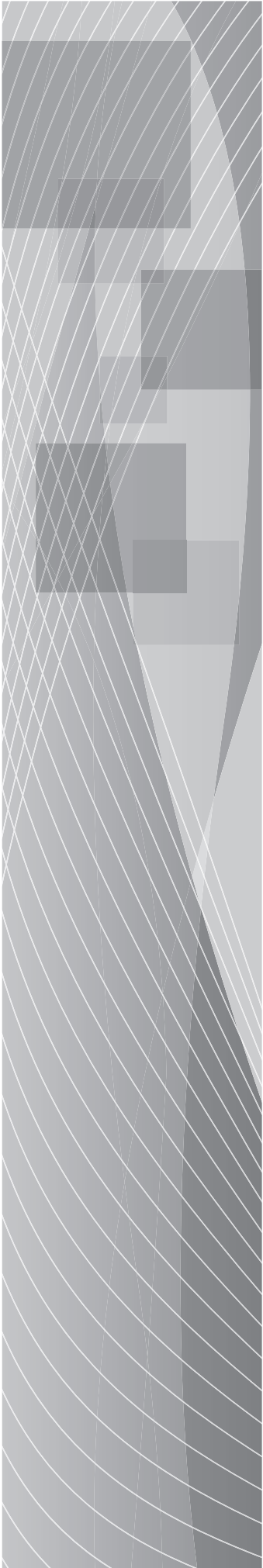
2017-2018

Demandes de renseignements
généraux et particuliers

Québec 



Demandes de renseignements
particuliers



Opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demandes de renseignements particuliers
de l’opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
1	Indiquer les sommes dépensés pour 2016-2017 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2	Pour chacune des 5 dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.
3	État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2017, budget accordé en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
4	Suivi des mesures annoncées le 18 mars 2013 concernant le logiciel libre : a) État de situation du Centre d'expertise en logiciel libre : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2017, budget accordé en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018; b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre; c) État de situation au 31 mars 2017 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le courriel électronique gouvernemental; d) État de situation au 31 mars 2017 de chacun des quatre projets phares développés depuis la création du Centre d'expertise en logiciel libre, notamment le projet de déploiement de 40 postes avec suite bureaucratique libre au ministère de l'Immigration; e) État de situation au 31 mars 2017 du remplacement des logiciels propriétaires utilisés dans certaines formations collégiales et universitaires; f) Nombre de rencontres du comité de gouverne du logiciel libre, mis en place pour émettre des recommandations quant aux projets prioritaires en fonction des besoins gouvernementaux et à l'état d'avancement des projets phares des ministères concernés; date de résultats de chaque rencontre; g) Résultats et états de situation au 31 mars 2017 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.
5	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2016-2017, ainsi que les résultats.
6	Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère depuis le 24 avril 2014 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujetti à la Loi sur la fonction publique.
7	Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2016-2017. Fournir une ventilation par ministère.
8	Total des sommes économisées en 2014-2015 par les mesures administratives en matière de contrôle de dépenses imposée aux ministères, aux organismes budgétaires, aux organismes autres que budgétaires, aux fonds spéciaux, aux activités administratives des réseaux de la Santé et de l'Éducation et aux sociétés d'État, et réalisées par des gains de productivité représentant 2 % de la masse salariale et 3 % des dépenses de fonctionnement imposées. Fournir une ventilation par ministère, organisme, fonds, réseau et société d'État.
9	Total des sommes économisées pour les années 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse des subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme.
10	Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.
11	Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.
12	Nombre d'employés temporaires qui ont eu le statut de permanents, par année depuis 2004.
13	Ventilation détaillée de l'effectif permanent dans la fonction publique au 1er mars 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016.
14	Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.
15	Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.

#	Demandes de renseignements particuliers
16	Pour l'année 2016-2017, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a. Le nombre d'employés ayant obtenu en 2016-2017 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
17	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget d'un ministère nécessaire pour maintenir le niveau de service d'une année à l'autre).
18	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2016-2017, par année financière.
19	Nom de chacun des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information et leur date d'entrée en fonction.
20	Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2016-2017.
21	Liste des organismes ayant soumis en 2016-2017 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.
22	Comparaison des écarts salariaux en 2016-2017 entre les médecins, les spécialistes et les omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.
23	Copie des contrats d'embauche des personnes qui négocient présentement au nom du gouvernement la prochaine entente de rémunération des médecins du Québec avec la FMSQ et la FMOQ. Nombre d'heures facturées jusqu'à présent par ces personnes. Nombre de rencontres avec la FMSQ et la FMOQ.
24	Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, le budget final prévu, et l'évolution du budget final au cours des 5 dernières années.
25	Indiquer le nombre d'ETC embauchés par le Protecteur du citoyen pour mettre en œuvre la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics.
26	Indiquer le niveau d'effectif dont dispose chaque ministre en vertu de l'article 12 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.
27	Indiquer tout manquement constaté en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.
28	Détail de l'utilisation des crédits octroyés pour 2016-2017 aux éléments 1, 2 et 3 du programme 5 - Fonds de suppléance.
29 CSPQ P32	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par chacun des organismes et des ministères au développement et à la mise en place de services électroniques et informatiques. Fournir une ventilation par organisme et ministère..
30 CSPQ P33	Total du montant dépensé en informatique pour le secteur public québécois en 2016-2017. Fournir une ventilation par ressource, externe et interne.
31 CSPQ P34	Montant accordé aux dix plus gros fournisseurs informatiques du secteur public québécois. Indiquer le nom de chacun de ces fournisseurs.
32 CSPQ P35	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des firmes québécoises. Fournir une ventilation par firme.
33 Transport P46	Taux de réalisation des investissements planifiés en transports en commun. Taux pour le réseau routier. Explication quant à la différence entre les deux.
34 Transport P47	Proportion, pour les cinq dernières années, des investissements réalisés entre le transport collectif et le transport routier au PQI.
35 Transport P48	Qu'arrive-t-il aux crédits budgétaires des projets routiers et de transport en commun qui ne sont pas réalisés au cours de l'année (et pourquoi)?

#	Demandes de renseignements particuliers
36 Transport P49	Projets ou sommes prévues (étude ou planification) au précédent PQI pour les secteurs routiers et transport en commun qui sont retirés cette année. Projets ajoutés dans ces deux secteurs par rapport à l'an dernier.
37 Transport P50	Parmi les projets routiers « à l'étude » du PQI, lesquels mèneront à une augmentation de la capacité routière et à une augmentation du parc d'actifs à entretenir?
38 Transport P51	Crédits affectés, par programme, au transport en commun depuis 2010 et prévus pour 2017-18, ventilés en fonction des sources de revenus.
39 PAGI P52	Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs du MTMDET, par rapport à l'an dernier.
40 PAGI P53	Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs (transports en commun) financés à 100% ou 75% par les programmes du MTMDET, par rapport à l'an dernier.
41 PAGI P54	Taux d'actifs en mauvais état dans le transport collectif et dans le transport routier.
42 Transport fédéral P55	Concernant le Fonds d'infrastructure du transport en commun du gouvernement fédéral, liste complète des projets déposés par le gouvernement du Québec à la phase 1 du programme fédéral.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 1 - Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI

Indiquer les sommes dépensés pour 2016-2017 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 3 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 2 - Services électroniques

Pour chacune des 5 dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.	
EXERCICE FINANCIER	MONTANT
2016-2017 ¹⁾	38 521 000 \$
¹⁾ Correspond au montant prévu, les résultats réels seront connus ultérieurement.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 3 - Centre spécialisés en RI - Rimouski et Chicoutimi

État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2016, budget accordé en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette demande sera transmise par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 4 - Mesures concernant le logiciel libre

Suivi des mesures annoncées le 18 mars 2013 concernant le logiciel libre : a) État de situation du Centre d'expertise en logiciel libre : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2017, budget accordé en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018; b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre; c) État de situation au 31 mars 2017 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'une appel d'offres ouvert pour le courriel électronique gouvernemental; d) État de situation au 31 mars 2017 de chacun des quatre projets phares développés depuis la création du Centre d'expertise en logiciel libre, notamment le projet de déploiement de 40 postes avec suite bureaucratique libre au ministère de l'Immigration; e) État de situation au 31 mars 2017 du remplacement des logiciels propriétaires utilisés dans certaines formations collégiales et universitaires; f) Nombre de rencontres du comité de gouverne du logiciel libre, mis en place pour émettre des recommandations quant aux projets prioritaires en fonction des besoins gouvernementaux et à l'état d'avancement des projets phares des ministères concernés; date de résultats de chaque rencontre; g) Résultats et états de situation au 31 mars 2017 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.

- a) **État de situation du Centre d'expertise en logiciel libre (CELL) : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2017, budget accordé en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018;**
1. Transfert du CELL du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) au Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) au 1er avril 2016.
 2. Nombre d'employés au 28 février 2017 : 7
 3. Budget accordé en 2016-2017 : Correspond au budget de fonctionnement attribué pour la rémunération des effectifs.
- b) **Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre;**
Le comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité a été dissout à la suite de la livraison du Cadre commun d'interopérabilité du Gouvernement du Québec publié en avril 2014.
- c) **État de situation au 31 mars 2017 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le courriel électronique gouvernemental;**
Le 7 octobre 2016, le CSPQ a procédé au lancement d'une première offre en infonuagique portant sur la messagerie électronique. Cette offre fait suite à un appel d'intérêt mené précédemment. Des ententes ont pu être conclues, elles prennent en compte des solutions commerciales ainsi que des solutions en logiciel libre. L'offre en infonuagique en messagerie électronique est ainsi rendue disponible à l'ensemble des ministères et organismes par l'entremise du CSPQ. Ce dernier s'engage à maintenir un tel processus d'appel d'intérêt afin de maximiser la concurrence et de permettre que d'autres entreprises puissent offrir leurs services.
- d) **État de situation au 31 mars 2017 de chacun des quatre projets phares développés depuis la création du Centre d'expertise en logiciel libre, notamment le projet de déploiement de 40 postes avec suite bureaucratique libre au ministère de l'Immigration;**
- Des projets phares ont été créés dans les ministères suivants : Immigration et Communautés culturelles, Culture et Communications, Éducation, Loisir et Sport, ainsi que Finances et Économie.
 - Ces projets sont considérés comme terminés depuis 2015.
 - La réalisation du projet pilote au ministère de l'Immigration a permis de conclure que les logiciels libres présentés ne pouvaient répondre aux besoins en gestion de portefeuille du ministère.
- e) **État de situation au 31 mars 2017 du remplacement des logiciels propriétaires utilisés dans certaines formations collégiales et universitaires;**
Les interventions du CELL au SCT sont celles prévues aux mesures 19 et 20 de la Stratégie gouvernementale en TI (mesure 19 : Considérer plus systématiquement le logiciel libre – mesure 20 : Créer un catalogue des logiciels libres utilisés au gouvernement). Les mandats sont dorénavant essentiellement des mandats d'orientations et de bonnes pratiques. En ce sens, aucune action ne vise systématiquement le remplacement des logiciels propriétaires utilisés. Chaque organisme public demeure responsable de procéder à une analyse rigoureuse des solutions offertes, libres ou sous forme de licences, en prenant notamment en compte ses besoins ainsi que le coût total d'acquisition.
- f) **Nombre de rencontres du comité de gouverne du logiciel libre, mis en place pour émettre des recommandations quant aux projets prioritaires en fonction des besoins gouvernementaux et à l'état d'avancement des projets phares des ministères concernés; date de résultats de chaque rencontre;**
Aucune.
La prise en charge au SCT a permis de rehausser la gouvernance et à ce titre le sujet du logiciel libre a pu être discuté lors de plusieurs rencontres de différentes instances notamment : Forum des dirigeants des grands organismes, octobre 2016, Forum des gestionnaires des technologies de l'information, octobre 2016, et lors des rencontres avec différents dirigeants de l'information au cours de la dernière année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 4 - Mesures concernant le logiciel libre

Suivi des mesures annoncées le 18 mars 2013 concernant le logiciel libre : a) État de situation du Centre d'expertise en logiciel libre : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2017, budget accordé en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018; b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre; c) État de situation au 31 mars 2017 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'une appel d'offres ouvert pour le courriel électronique gouvernemental; d) État de situation au 31 mars 2017 de chacun des quatre projets phares développés depuis la création du Centre d'expertise en logiciel libre, notamment le projet de déploiement de 40 postes avec suite bureaucratique libre au ministère de l'Immigration; e) État de situation au 31 mars 2017 du remplacement des logiciels propriétaires utilisés dans certaines formations collégiales et universitaires; f) Nombre de rencontres du comité de gouverne du logiciel libre, mis en place pour émettre des recommandations quant aux projets prioritaires en fonction des besoins gouvernementaux et à l'état d'avancement des projets phares des ministères concernés; date de résultats de chaque rencontre; g) Résultats et états de situation au 31 mars 2017 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.

g) **Résultats et états de situation au 31 mars 2017 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.**

Afin d'accroître la concurrence sur les marchés publics, un plan d'action gouvernemental (*Passeport Entreprises*) a été lancé en octobre 2015. Ce plan vise à améliorer l'accès des entreprises aux contrats de l'État ainsi que les pratiques et les processus contractuels.

Le Règlement sur les contrats des organismes public en matière de technologies de l'information (TI) est entré en vigueur le 1^{er} juin 2016. Ce règlement comporte des règles contractuelles mieux adaptées à la réalité des TI qui permettent aux organismes publics de choisir les meilleures stratégies d'acquisition en fonction de leurs besoins.

Le règlement introduit notamment un concept de coût total d'acquisition qui permet aux organismes publics de mieux prendre en considération l'ensemble des coûts liés à une acquisition sur sa durée de vie utile (par exemple, les coûts d'installation, d'entretien, de soutien, de configuration de licences, d'évolution, d'interopérabilité, de formation, de migration de données, etc.). Un tel concept permet notamment de mieux comparer les solutions offertes en vue de faire le meilleur choix, et de mettre en compétition les fournisseurs de logiciels libres et de logiciels propriétaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires.
Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2016-2017, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif	— de conseiller le gouvernement sur les mesures à mettre en œuvre afin d'alléger le fardeau réglementaire et administratif des entreprises; — d'identifier les problèmes et les besoins des entreprises en ce qui a trait au fardeau imposé par la réglementation et les formalités administratives; — de suggérer des domaines réglementaires et administratifs à traiter en priorité; — d'effectuer le suivi de la mise en œuvre des recommandations et des mesures des plans d'action, des stratégies ou des rapports adoptés par le gouvernement en matière d'allègement réglementaire et administratif des entreprises; — de proposer des moyens de diffuser les résultats atteints auprès de la population, en particulier de la communauté des affaires, en ce qui a trait à la réduction du fardeau imposé aux entreprises par la réglementation et les formalités administratives s'y rattachant; — de faire rapport annuellement au Conseil des ministres de l'état d'avancement de des travaux du Comité.	Coprésidentes Ministre responsable des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Allègement réglementaire et du Développement économique régional Vice-présidente principale et porte-parole nationale, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) Membres Présidente-directrice générale, Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), Président-directeur général, Conseil du patronat du Québec (CPQ), Secrétaire général associé, Secrétariat aux priorités et aux projets stratégiques, ministère du Conseil exécutif (MCE), Sous-ministre, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), Secrétaire, Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), Président-directeur général, Revenu Québec (RQ), Président, Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ), Président-directeur général, Conseil québécois du commerce de détail (CQCD), Sous-ministre, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).	Aucun	Deux rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité de concertation en recrutement et en promotion	Ce comité vise, entre autres, à : — Échanger sur les sujets liés à la gestion de la main-d'œuvre, notamment la dotation des emplois, la tenue de concours, les étudiants et stagiaires, les occasionnels, la promotion sans concours ainsi que la diversité et l'accès à l'égalité en emploi; — Transmettre l'information pertinente sur les projets en cours et le cadre réglementaire; — Recueillir les commentaires sur les projets ou les modifications réglementaires envisagées; — Former les intervenants sur les sujets traités par la Direction de la gestion de la main-d'œuvre	Conseiller en gestion des ressources humaines attiré dans les différents ministères ou organismes	Aucun	Deux rencontres
Table sur l'aide au développement économique (TADE)	Simplifier les procédures pour les entreprises et améliorer l'efficacité des programmes. Responsable : Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI)	La table est composée des sous-ministres associés des ministères suivants : Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation(MESI), Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs(MFFP), Ministère des Finances du Québec(MFQ), Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale(MTESS), Ministère des Affaires municipales et des Régions(MAMOT), Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles(MERN), Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec(MAPAQ), Ministère du Tourisme(MTO), Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports(MTMDet), Secrétariat du Conseil du Trésor(SCT).	Aucun	Six rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table interministérielle sur l'action internationale	Donner suite aux recommandations de la Commission de la révision permanente des programmes(CRPP) visant l'élaboration d'un portrait et d'un examen de la cohérence des interventions gouvernementales dans le domaine de l'action internationale. Responsable : Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)	Le comité est composé de représentants des ministères suivants : Ministère des Relation internationales et de la Francophonie(MRIF), Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation(MESI), Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec(MAPAQ), Ministère du Conseil exécutif(MCE), Ministère de la Culture des Communications(MCC), Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques(MDDELCC), Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur(MEES), Ministère de l'Immigration, de la Diversité et l'Inclusion(MIDI), Ministère du Tourisme(MTO), Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports(MTMDDET), Société du Plan Nord(SPN), Secrétariat du Conseil du trésor(SCT).	Aucun	Une rencontre
Forum des gestionnaires en ressources financières (FGRF)	Promouvoir l'échange, le développement, la concertation et l'action dans le but d'améliorer la gestion des ressources financières des ministères et organismes du gouvernement du Québec.	- Directeurs (trices) des ressources financières des ministères et organismes.	Aucun	Quatre rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Centre d'assistance des Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources(SAGIR) (CA)	Rencontre d'information et d'échange pour discuter des sujets d'intérêt commun avec les responsables des centres d'assistance des MO et Organismes autres que budgétaire.	- Responsable des centres d'assistances SAGIR des ministères et organismes.	Aucun	Quatre rencontres
Ressources matérielles SAGIR (RM)	Table opérationnelle d'échange traitant de l'utilisation du volet acquisition de la solution SAGIR.	- Des ressources responsables d'acquisitions, des techniciens en administration et autres employés utilisant SAGIR.	Aucun	Aucune rencontre en 2016-2017. Les participants ont reçu de l'information par courriel et il y a de la formation en continue sur le Portail Sagir.
Forum des dirigeants de l'information	Instance de concertation regroupant l'ensemble des dirigeants de l'information désignés aux termes de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (chapitre G 1.03)	Tous les dirigeants sectoriels de l'information ainsi que les dirigeants réseau de l'information et le dirigeant principal de l'information	Aucun	Aucune rencontre tenue en 2016-2017. Les dirigeants de l'information sont toutefois régulièrement informés par le dirigeant principal de l'information par le biais de courriels et d'annonces faites à la Communauté des dirigeants de l'information et leur entourage (CODIE).
Forum des gestionnaires en technologies de l'information	La mission du Forum est de promouvoir l'excellence dans la gestion des technologies de l'information au gouvernement du Québec, de favoriser l'échange, la concertation et le réseautage entre les membres eux-mêmes, les membres des autres forums de concertation et avec les organismes centraux ainsi que de soutenir le développement de ses membres.	Les gestionnaires en technologies de l'information du gouvernement du Québec (1 par ministère ou organisme)	Aucun	Cinq rencontres
Comité directeur de la Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources(SAGIR	Veiller à l'atteinte des objectifs et au respect des coûts et des échéanciers. Ce comité est l'instance décisionnelle ultime et assure la reddition de comptes aux autorités gouvernementales. Il s'assure que les grands paramètres du projet (portée, budget et échéancier) sont respectés et approuve tout changement au projet qui pourrait les modifier.	Présidé par le Centre de services partagés du Québec, le comité est composé de : Centre de services partagés du Québec, Contrôleur des finances. Sûreté du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor.		Trois rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table des conseillers en architecture d'entreprise (TCAE)	Réunir plusieurs intervenants d'organismes publics différents, afin de pouvoir échanger dans une perspective gouvernementale et répondre à plusieurs besoins, comme : – permettre aux organismes publics de contribuer aux travaux gouvernementaux; – favoriser le partage des expertises et des connaissances; – améliorer la concertation entre les organismes centraux (Secrétariat du Conseil du trésor, Centre de services partagés du Québec, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale) et les organismes publics; – identifier des opportunités de services communs.	Coordonnée par le Secrétariat du Conseil du trésor, la Table est composée de représentants d'organismes publics qui sont désignés officiellement par leur gestionnaire. Les organismes publics ayant assisté sont : Centre de services partagés du Québec, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Commission des transports du Québec, Directeur général des élections, Financière agricole du Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Ministère de la Culture et des Communications, Ministère du Conseil exécutif, Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Ministère des Finances du Québec, Ministère de la Justice du Québec, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie, Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Ministère de la Sécurité publique, Ministère de la Santé et des Services sociaux, Ministère du Tourisme, Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, Régie de l'assurance maladie du Québec, Agence du revenu du Québec, Retraite Québec,	Aucun	Quatre rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		Société de l'assurance automobile du Québec, Sûreté du Québec, Ville de Québec.		
Comité de gouvernance du gouvernement ouvert	Le mandat du comité consiste à : – Proposer des orientations gouvernementales en matière de gouvernement ouvert et le cas échéant, les changements importants apportés à celles-ci – Approuver le plan d'action et les documents de nature stratégique – Coordonner la mise en œuvre du plan d'action et mobiliser les partenaires – Assurer le suivi de l'atteinte des résultats	Ce comité est sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor et des représentants du ministère du Conseil exécutif y participent : Secrétariat à la communication gouvernementale, Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques.	Aucun	Deux rencontres
Comité de gouvernance de Données Québec	Le Comité de gouvernance a pour mandat de proposer les orientations concernant notamment : – l'administration du Portail « Données Québec »; – l'opération du Portail; – l'évolution du Portail. De plus, le Comité a pour mandat : – d'effectuer le suivi du plan de travail en cours, concernant notamment les améliorations au Portail et la normalisation des Données ouvertes; – d'approuver les mises à jour des documents découlant de son mandat.	Le comité de gouvernance est composé : a) d'un maximum de cinq représentants de cinq municipalités différentes; b) de représentants du Secrétariat du Conseil du trésor.	Aucun	Sept rencontres
Comité de gouvernance des ressources informationnelles	Collaborer à l'élaboration des orientations en ressources informationnelles et assurer la cohérence dans la mise en œuvre des orientations et des mesures de la Stratégie gouvernementale en TI	Agence du revenu du Québec, Centre des services partagés du Québec, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail, Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles,	Aucun	Quatorze rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Régie de l'assurance maladie du Québec, Réseau de l'éducation et de l'enseignement supérieur, Réseau de la santé et des services sociaux, Retraite Québec, Société de l'assurance automobile du Québec.		
Conseil consultatif québécois des technologies de l'information	Représenter les différents partenaires de l'État dans le but de transmettre leurs préoccupations et réflexions ainsi que de contribuer à la diffusion de l'information (savoir-faire et expertise-contrats)	Agence du revenu du Québec, Association professionnelles des entreprises en logiciels libres, Association québécoise des technologies, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail. Forum des gestionnaires en technologies de l'information, La Voix des Entrepreneurs en TI du Québec, Mouvement Desjardins, PMI – MONTRÉAL, Régie de l'assurance maladie du Québec, Regroupement des partenaires du gouvernement en technologies de l'information, Réseau de l'éducation et de l'enseignement supérieur, Réseau de la santé et des services sociaux, Société de l'assurance automobile du Québec, Techno Montréal, Réseau Action TI.	Aucun	Deux rencontres
Sous-comité des ressources informationnelles	Favoriser l'adéquation entre, d'une part, les priorités gouvernementales et les priorités des organismes publics et, d'autre part, les possibilités qu'offrent les ressources informationnelles pour soutenir les projets de transformation et les activités courantes de ces organismes.	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Ministère de la Culture et des Communications, Ministère de la Sécurité publique,	Aucun	Une rencontre

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		Ministère des Relations internationales et de la Francophonie, Ministère du Conseil exécutif, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.		
Table des responsables organisationnels en sécurité de l'information (ROSI)	Informar, accompagner et soutenir les (ROSI) des organismes publics dans le respect des obligations découlant de la directive sur la sécurité de l'information gouvernementale et dans le développement de l'expertise en sécurité de l'information au sein de leurs organismes respectifs.	Cette table est pilotée au Secrétariat du Conseil du trésor par la Direction de l'encadrement de la sécurité de l'information. Elle regroupe les ROSI de la plupart des ministères et des organismes, dont notamment : – Agence du revenu du Québec – Centre de services partagés du Québec – Commission des normes, de l'équité et de la santé et de la sécurité du travail – Financière agricole du Québec – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec – Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles – Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion – Ministère de la Culture et des Communications – Ministère de la Justice du Québec – Ministère des Affaires municipales et de l'occupation du territoire – Ministère des Transports du Québec – Ministère du Conseil exécutif – Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Régie de l'assurance maladie du Québec – Retraite Québec	Aucun	Aucune rencontre n'a eu lieu en 2016-2017, par contre la table est toujours active.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		– Secrétariat du Conseil du trésor. – Société de l'assurance automobile du Québec – Société de l'habitation du Québec		
Communauté de répondants en logiciel libre de l'état québécois (CRLLEQ)	Les attributions de cette communauté sont notamment de comprendre les préoccupations technologiques des organismes publics, partager les informations de veille technologique en la matière, assurer le recensement des usages du logiciel libre, mettre en commun des solutions et l'expertise et favoriser une culture de la mutualisation (décloisonnement des efforts).	Les organismes suivants ont été sollicités et ont nommé un répondant : Centre de services partagés du Québec, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail, Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Ministère de la Santé et des Services sociaux, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Régie de l'assurance maladie du Québec, Retraite Québec, Revenu Québec.	Aucun	Deux rencontres
Groupe de discussion sur la mise en place d'une communauté de pratiques en gouvernance et en projet	Mieux connaître les besoins des organismes publics en lien avec la mise en place d'une communauté de pratiques en projet.	Coordonné par le Secrétariat du Conseil du trésor (Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information), le comité est composé de représentants d'organismes publics qui sont désignés par leur gestionnaire : Commission de protection du territoire agricole du Québec, Financière agricole du Québec, Régie de l'assurance maladie du Québec, Réseau de l'Éducation, Ministère de la Culture et des Communications, Ministère de la Justice, Ministère de la Sécurité publique, Ministère de l'Énergie et des Ressources	Aucun	Deux rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		naturelles, Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.		
Comité de gouvernance des projets stratégiques d'infrastructure	– Suivre la performance des projets et particulièrement celle des projets stratégiques soient ceux comportant un niveau de risque élevé et des enjeux importants; – Identifier les problématiques et les enjeux importants et, le cas échéant, proposer un plan d'action à haut niveau en tenant compte des impacts sur le coût, la portée et l'échéancier; – Informer les autorités concernées de la performance des projets stratégiques : - o en identifiant les problématiques et les enjeux importants; - o en mettant l'accent sur les projets de très grande envergure (par exemple les projets du CHUM, de l'échangeur Turcot, du nouveau complexe hospitalier (NCH) sur le site de l'Enfant-Jésus) ou comportant un niveau de risque très élevé (coûts, parties prenantes, localisation). – Proposer un plan d'action et assurer le suivi des actions convenues; – Assurer toutes autres fonctions liées aux investissements en infrastructure.	Membres permanents proviennent des organismes centraux : le secrétaire associé aux infrastructures publiques du Secrétariat du Conseil du trésor(SCT), les directeurs généraux du Sous-secrétariat aux infrastructures publiques du (SCT), le vice-président à la gouvernance des projets de la Société québécoise des infrastructures(SQI), la directrice générale du soutien à la gestion des projets majeurs, le directeur général de l'évolution des pratiques d'affaires de la (SQI). Membres invités proviennent des MO et du SCT : – la sous-ministre adjointe à la Direction générale de la surveillance des marchés et le sous-ministre associé à la Direction générale des territoires du Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET), la sous-ministre adjointe à la Direction générale adjointe du projet Turcot et du suivi des projets routiers, la sous-ministre adjointe à la Direction générale adjointe de la métropole et des projets stratégiques, les directeurs généraux du Ministère de la Santé et des Services sociaux(MSSS) et du MTMDET; autres répondants du Secrétariat du Conseil du trésor(SCT), de la Société québécoise des infrastructures(SQI) et/ou d'organismes publics selon les projets discutés.	Aucun	Cinq rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel de concertation – Électrification des transports		Divers intervenants du : Secrétariat du Conseil du trésor(SCT), Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation(MESI), Ministère du Tourisme(MTO), Ministère de l'Éducation et de l'enseignement supérieur(MELS), Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles(MERN), Ministère des Relations internationales et de la Francophonie(MRIF), Hydro-Québec, Société Québécoise des infrastructures(SQI), SAAG de IQ, Régie du bâtiment du Québec, Centre de gestion des équipements roulants, Ministère des Finances du Québec, Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Ministère du Transport, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.	Aucun	Une rencontre

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité technique interministériel sur l'exemplarité en construction bois	– Mettre en œuvre la Charte du bois auprès des donneurs d'ouvrage et subventionnaires de projets financés en tout ou en partie par des fonds publics; – S'assurer que le gouvernement donne l'exemple quant à l'utilisation du bois dans la construction non résidentielle et multifamiliale; – Coordonner les actions à mettre en place : ▪ Évaluation systématique du bois à l'étape d'avant-projet; ▪ Analyse comparative des émissions de GES pour les différents matériaux d'un projet de bâtiment; ▪ Promotion de la Charte du bois.	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère du Transport, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, Société d'habitation du Québec, Ministère de la Culture et des Communications, Ministère de la Santé et des Services sociaux, Secrétariat du Conseil du trésor, Société québécoise des infrastructures, Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Ministère des Finances du Québec, Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Société des établissements de plein air du Québec, Régie du bâtiment du Québec.	Aucun	Une rencontre
Dossier efficacité énergétique	– Élaboration de la prochaine Politique énergétique.	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Société québécoise des infrastructures, Secrétariat du Conseil du trésor, Bureau de l'efficacité et de l'innovation énergétiques, Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.	Aucun	Une rencontre

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel sur la route de la Baie James	– Faire le point sur les différents enjeux liés au dossier.	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Ministère du Transport, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, Secrétariat du Conseil du trésor, Ministère des Finances du Québec, Société du Plan Nord, Société de développement de la Baie James, Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.	Aucun	Quelques rencontres
Comité de travail sur les règles contractuelles	– Évaluer les suites à donner au rapport Charbonneau quant aux changements à apporter aux règles contractuelles en construction.	Secrétariat du Conseil du trésor, Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Commission de la construction du Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, Ministère de la Justice du Québec, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Aucun	Quelques rencontres
Assemblée des conseillers en gestion des ressources humaines	L'Assemblée a pour mission de regrouper les conseillers en relations de travail ministériels de la fonction publique québécoise et de favoriser activement le développement de connaissances et d'habiletés en matière de relations de travail.	Conseillers ministériels en relations de travail. Soixante (60) personnes composent ce groupe.	Aucun	Cinq rencontres
Comité interministériel des Responsables de Programme d'Aide (CIRPA)	Regrouper les intervenants et responsables des programmes d'aide aux employés (PAE) afin qu'ils puissent se soutenir dans la mise en application de diverses orientations données en matière d'aide aux employés et assurer ainsi une qualité dans les services offerts.	Intervenants et responsables ministériels de programmes d'aide aux employés Soixante-huit (68) personnes composent ce groupe.	Aucun	Quatre rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum des directrices et des directeurs des ressources humaines (FDRH) du réseau des ministères et organismes du gouvernement du Québec	Privilégier la concertation, l'échange et l'action dans le but de favoriser et de promouvoir l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique au Québec. Aviser, à la demande des autorités gouvernementales ou de sa propre initiative sur toute question ayant un lien avec la gestion des personnes au sein de l'appareil gouvernemental. Des sous-comités de travail ont été constitués sur la base des thèmes suivants : – L'organisation administrative; – Les relations de travail; – La mobilisation et la santé.	Directrices et directeurs des ressources humaines du réseau des ministères et organismes du gouvernement du Québec	Aucun	Quatre rencontres
Réseau des coordonnateurs en Santé et en sécurité du travail	– Favoriser la prise en charge et la concertation en matière de prévention. – Favoriser activement le développement de connaissances et d'habiletés en matière de gestion de la prévention. – Développer une approche de concertation avec nos partenaires et dont les objectifs sont de faire connaître et de partager les meilleures pratiques de gestion.	Coordonnateurs ministériels en matière de santé et de sécurité du travail. Soixante-dix (70) personnes composent ce réseau.	Aucun	Quatre rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Réseau des responsables en matière de conflit et harcèlement	Le réseau vise à regrouper les responsables de la gestion et du suivi des dossiers de conflit et de harcèlement pour favoriser la collaboration et l'amélioration continue de leur expertise ainsi que le partage des meilleures pratiques de gestion.	Responsables ministériels de la gestion des dossiers de conflit et de harcèlement au sein des ministères et organismes. Soixante (60) personnes composent ce groupe.	Aucun	Quatorze rencontres
Comité interministériel sur la réintégration au travail	Regrouper les responsables ministériels chargés du dossier de la réintégration au travail afin qu'ils puissent se soutenir dans la mise en application des orientations données en la matière par le SCT et assurer ainsi une qualité dans la gestion de ces dossiers. Favoriser le développement et le soutien des approches et des outils pouvant aider les intervenants ministériels à réaliser plus efficacement la réintégration durable et harmonieuse d'employés à leur travail après une période d'absence pour invalidité (régime d'assurance traitement ou régime d'indemnisation de la CSST).	Responsables ministériels chargés du dossier de la réintégration au travail. Cinquante-deux (52) personnes composent ce groupe.	Aucun	Deux rencontres
Table d'échange Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail(CNESST), Secrétariat du Conseil du trésor(SCT), Éducation Santé	Les autorités gouvernementales ont décidé de mettre en place une table d'échange avec la CNESST concernant le volet santé et sécurité du travail afin que la voix des secteurs publics puisse être entendue. Au sein de cette table d'échange, le mandat des directeurs est de : – Représenter les employeurs des secteurs public et parapublics; – Discuter des sujets d'intérêt soumis par la CNESST ou par les différents secteurs; – Informer la CNESST ainsi que les autorités gouvernementales sur les impacts financier et humain des sujets discutés (modifications législative et réglementaires ou des changements à venir dans les pratiques en vigueur, etc.); – Défendre les positions corporatives en matière de santé et sécurité du travail (SST);	Il y a huit (8) membres officiels dans ce Réseau : Deux (2) de l'Éducation, deux (2) de la Santé, deux (2) du Secrétariat du Conseil du Trésor et deux (2) de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail Il peut y avoir, à l'occasion, des personnes invitées à participer aux rencontres.	Aucun	Une rencontre

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	– Soutenir le SCT dans certaines de ses représentations et préoccupations.			
Comité de travail relevant de la Table d'échange Commission des normes, de l'équité(CNESST), de la santé et de la sécurité du travail, Secrétariat du Conseil du trésor, Éducation et Santé	En vue de soutenir les rencontres de la Table d'échange, il a été proposé de créer un comité de travail intersectoriel relevant de la Table permettant de répondre à la volonté gouvernementale de jouer un rôle d'influence au sein de la CNESST, visant l'harmonisation, la cohérence et l'optimisation des pratiques de gestion entre les secteurs du domaine de la SST. Ce comité permet d'échanger sur les bonnes pratiques en invalidité, incluant le volet santé et sécurité. S'il y a une problématique particulière avec la CNESST, le comité va alimenter la Table d'échange.	Ce comité regroupe huit (8) membres des ministères et des divers réseaux (santé, éducation, SCT).	Aucun	Trois rencontres
Comité de travail des médecins-conseils Commission des normes, de l'équité(CNESST), Secrétariat du Conseil du trésor(SCT) Retraite Québec Société de l'assurance automobile du Québec(SAAQ)	Élaboration d'outils et partage des différentes pratiques dans les divers ministères par un groupe de médecins-conseils.	Ce groupe est composé de onze (11) médecins-conseils : Deux (2) du SCT, trois (3) de la CNESST, deux (2) de Retraite Québec, quatre (4) de la SAAQ.	Aucun	Trois rencontres
Chantier « Actualiser nos pratiques pour augmenter le volume des acquisitions écoresponsables de l'administration publique et mettre en valeur les technologies propres »	– Établir un plan d'action gouvernemental visant l'intégration de critères de performance écoresponsables dans les processus d'appels d'offres publics	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Secrétariat du Conseil du Trésor, Centre de services partagés du Québec Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations	Aucun	Trois rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité consultatif sur les règles d'encadrement du lobbyisme	Contribuer, par la formulation de commentaires et de suggestions, à l'évolution des règles d'encadrement du lobbyisme, y compris les questions relatives au registre des lobbyistes.	Présidé par le Commissaire au lobbyisme, et composé de : – Membres représentant des titulaires de charges publiques, dont un du Secrétariat du Conseil du trésor – Membres représentant des lobbyistes – Membres experts – Membres représentants le Commissaire au lobbyisme du Québec – Membres représentant la Conservatrice du registre des lobbyistes	Aucun	Une rencontre
Comité de révision des normes en matière d'acquisition, d'utilisation et de gestion de droits d'auteurs des documents détenus par le gouvernement, les ministères et les organismes publics désignés par le gouvernement	– Réviser les normes en matière d'acquisition, d'utilisation et de gestion de droits d'auteurs des documents détenus par le gouvernement, les ministères et les organismes publics désignés par le gouvernement dans le but de les rendre conformes à la volonté gouvernementale. – Rédiger un arrêté ministériel pour fixer l'entrée en vigueur des nouvelles normes.	Représentants du : – Centre des services partagés du Québec – Ministère de la Justice – Ministère de la Culture et des Communications – Secrétariat du Conseil du trésor	Aucun	Trois rencontres
Comité de révision du Bureau de normalisation du Québec (BNQ) du devis normalisé BNQ 1809-900 - Travaux de construction	Réviser le devis normalisé qui constitue les documents d'appel d'offres pour les travaux de construction d'ouvrages de génie civil.	Sous la présidence du Bureau de normalisation du Québec, les autres organismes sont : – AON Risk Solutions – Association canadienne de caution (ACC) – Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec (ACRGQTQ) – Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) – Association des firmes de génie-conseil – Québec (AFG) – Association québécoise des entrepreneurs en infrastructure (AQEI) – Entreprises GNP – Excavation Loiselle Inc. – KSA Avocats	Aucun	Sept rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		– Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) – Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) – Municipalité de Saint-Jacques-de-Leeds – Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) – Secrétariat du Conseil du trésor – Ville de Québec – Ville de Montréal – Ville de Trois-Rivières		
Comité de travail sur la révision des règles contractuelles	Identifier des mesures visant à donner suite à la recommandation # 2 de la Commission Charbonneau : – uniformiser les lois et les règlements pour permettre aux organismes de décider de la pondération appropriée des critères de prix et de qualité dans le processus d'adjudication	Présidé par le SCT, voici les autres membres participant au comité: – Université Laval – Fédération québécoise des commissions scolaires (Commission scolaire de Saint-Hyacinthe, Commission scolaire des Découvreurs) – Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) – Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est – Centre hospitalier universitaire de Québec (Université Laval) – Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) – Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) – Société québécoise des infrastructures (SQI) – Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET)	Aucun	Trois rencontres
Comité interministériel en économie sociale	Le mandat du comité est d'assurer le suivi et l'harmonisation des interventions gouvernementales en économie sociale,	– Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)	Aucun	Sept rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	qu'il s'agisse de mesures intégrées au Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES 2015-2020) ou à d'autres programmes administrés par les ministères et organismes publics qui ont un impact sur les entreprises d'économie sociale.	– Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES) – Secrétariat à la Capitale-Nationale (SCN) – Institut de la statistique du Québec (ISQ) – Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) – Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDDET) – Ministère de la Famille (MF) – Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) – Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFQ) – Investissement Québec (IQ) – RECYC-Québec – Secrétariat à la région métropolitaine (MAMOT-SRM) – Société d'habitation du Québec (SHQ)		
Comité opérationnel Prévention – Unité permanente anticorruption (UPAC) - Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) - Ministère des Transports de la Mobilité	– Ce comité a été créé à la suite de la mise en place des actions concertées pour renforcer la lutte contre la collusion et la corruption présentées en octobre 2011 par	– Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDDET) – Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Unité permanente anticorruption (UPAC)	Aucun	Une rencontre

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
durable et de l'Électrification des transports (MTMDET)	la présidente du Conseil du trésor et le ministre des Transports. – Coordonner les actions visant à sensibiliser les organisations sur l'intégrité dans les contrats publics par des formations.			
Forum d'échanges sur les contrats des organismes publics dans le domaine de la construction	Le mandat du Forum est de contribuer à l'optimisation des processus d'acquisition et de gestion contractuelle. Cela vise notamment à bonifier les textes réglementaires et les outils de gestion afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins des organismes publics et des entreprises qui contractent avec eux.	Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), les autres organismes participants sont : – Association des Architectes en pratique privée du Québec (AAPPQ) – Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGQT) – Association de la construction du Québec (ACQ) – Association de consultants et laboratoires experts (ACLE) – Association des estimateurs et des économistes en construction du Québec (AEECCQ) – Association des firmes de génie-conseil (AFG) – Association québécoise des entrepreneurs en infrastructure (AQEI) – Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ) – Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ) – Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ) – Fédération québécoise des associations d'entrepreneurs spécialisés en construction (FQAESC) – Association canadienne de caution (ACC) – Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) – Commission de la construction du Québec (CCQ)	Aucun	Une rencontre

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		– Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) – Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) – Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) – Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) – Société québécoise des infrastructures (SQI) – Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) – Ministère de la Justice (MJQ)		
Forum des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) des plus grands donneurs d'ouvrage dans le réseau de l'éducation	Informar et échanger sur les meilleures pratiques en matière contractuelle avec les RORC des 10 plus grands donneurs d'ouvrage dans le réseau de l'éducation	Présidé par le Secrétariat du Conseil du trésor avec la participation de : – Université de Montréal – Université du Québec à Montréal – Université Laval – Université McGill – Cégep de Sherbrooke – Cégep Sainte-Foy – Commission scolaire de Montréal – Commission scolaire Marguerite Bourgeoys – Commission scolaire de Laval – Centre collégial des services regroupés	Aucun	Deux rencontres
Forum des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) des plus grands donneurs d'ouvrage dans les ministères et	Informar et échanger sur les meilleures pratiques en matière contractuelle avec les RORC des 10 plus grands donneurs d'ouvrage dans les ministères et organismes de l'administration gouvernementale	Présidé par le Secrétariat du Conseil du trésor avec la participation de : – Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports – Centre de services partagés du Québec	Aucun	Trois rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
organismes de l'administration gouvernementale		– Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles – Société de l'assurance maladie du Québec – Revenu Québec – Société de l'assurance automobile du Québec – Société québécoise des infrastructures – Retraite Québec – Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		
Forum des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) des plus grands donneurs d'ouvrage dans le réseau de la santé et des services sociaux	Informar et échanger sur les meilleures pratiques en matière contractuelle avec les RORC des 12 plus grands donneurs d'ouvrage dans le réseau de la santé et des services sociaux	Présidé par le Secrétariat du Conseil du trésor avec la participation de : – Centre hospitalier de l'Université de Montréal – Centre universitaire de santé McGill – Centre hospitalier universitaire de Québec – Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine – Centre intégré de santé et des services sociaux de Laval – Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke – Centre intégré de santé et des services sociaux des Laurentides – Centre intégré de santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale – Centre intégré de santé et des services sociaux de la Mauricie-Centre du Québec – Groupe d'Approvisionnement en Commun de l'est du Québec – Groupe d'Approvisionnement en Commun de l'ouest du Québec – SIGMA santé	Aucun	Deux rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Gestion des risques à l'intégrité pour les cadeaux et après-mandat (GRICAM)	– Le comité GRICAM a pour mandat d'identifier, d'analyser, de qualifier, de quantifier et de gérer les risques à l'intégrité que constituent les cadeaux et autres avantages ainsi que les situations d'après-mandat pour le personnel nommé selon les dispositions de la Loi sur la fonction publique. – Des recommandations sur les mesures d'atténuation à l'endroit de ces deux risques seront faites aux autorités.	Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), les autres organismes sont : – Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – Commissaire au lobbying du Québec – Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) – Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) – Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) – Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) – Société québécoise des infrastructures (SQI) – Unité permanente anti-corruption (UPAC)	Aucun	Trois rencontres
Groupe de travail Passeport Entreprises - Construction	– Le premier mandat du groupe de travail est de proposer des balises concernant les exigences ou les conditions contractuelles dans les documents types d'appel d'offres pour les travaux de construction et pour les services professionnels liés à la construction. – Le deuxième mandat est de s'assurer que certaines mesures du Passeport Entreprises soient mieux	Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), les autres organismes participants sont : – Association des architectes en pratique privé du Québec (AAPPQ) – Association de la construction du Québec (ACQ) – Association des constructeurs de routes et	Aucun	Quatre rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	adaptées au contexte (documents standardisés).	grands travaux du Québec (ACRGQTQ) – Association des firmes de génie-conseil – Québec (AFG) – Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) – Centre hospitalier universitaire de Québec (CHUQ) – Commission scolaire des Découvreurs (CSD) – Commission scolaire de Saint-Hyacinthe (CSSH) – Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ) – Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) – Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) – Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) – Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) – Société québécoise des infrastructures (SQI) – Université Laval – Université McGill		
Groupe de travail Passeport Entreprises – Technologies de l'information	Le mandat du groupe de travail est de proposer des balises concernant les exigences ou les conditions contractuelles à utiliser dans les documents types d'appel d'offres en technologies de l'information (TI) afin d'éviter qu'elles soient excessives et qu'elles limitent la concurrence. Le rôle du comité sera également de s'assurer que certaines mesures du Passeport Entreprises soient mieux adaptées au contexte (documents standardisés).	Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), les autres organismes participants sont : – Association québécoise des technologies (AQT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – Forum des gestionnaires en ressources matérielles du Québec (FGRM)	Aucun	Quatre rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	Enfin, les membres du comité échangeront sur les processus d'évaluation du rendement et la rétroaction sur la qualité des soumissions.	- Forum des gestionnaires en technologies de l'information du Québec (FGTI) - Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) - Regroupement des partenaires du gouvernement en technologies de l'information (RPGTI) - Revenu Québec (RQ) - Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) - TechnoMontréal - Voix des entreprises en technologies de l'information de Québec (VETIQ)		
Groupe de travail sur le Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ)* *Note : Il y a lieu de rappeler que dans son rapport final, la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (CEIC) a recommandé que l'Autorité des marchés publics (AMP à être créée) impose des règles au BSDQ et agisse à titre d'observateur au sein de son Conseil d'administration. Or, le gouvernement a jugé que ces fonctions n'étaient pas compatibles avec les pouvoirs de surveillance et de contrôle qu'il entend accorder à l'AMP. En conséquence, un Groupe de travail interministériel a été mis en place pour examiner de quelle autre façon l'esprit	Le mandat est d'examiner ce qui suit en vue de formuler des recommandations aux ministres responsables en juin 2017 : - la gouvernance du BSDQ, soit : - l'organisation et le fonctionnement du BSDQ; - le caractère obligatoire; - la reddition de comptes; - l'approbation des règles d'assujettissement et du Code de soumission; - le rôle de l'AMP; - le fonctionnement du bureau des soumissions déposées dans les autres provinces. - les règles de fonctionnement du BSDQ, soit : - l'assujettissement; - le Code de soumission.	- Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) - Secrétariat du Travail (STRAV) - Société québécoise des infrastructures (SQI) - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)	Aucun	Treize rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
de la recommandation que la CEIC a formulée à l'endroit du BSDQ pourrait être mis de l'avant.				
Comités de travail issus du Forum des directrices et directeurs des ressources humaines (FDRH). Les six comités de travail sont les suivants : 1. Comité agilité, performance et innovation; 2. Comité de la planification de la main-d'œuvre et de la gestion de la main-d'œuvre; 3. Comité sur les milieux de travail et la mobilisation; 4. Comité sur la gestion stratégique de l'expertise, des compétences et des connaissances; 5. Comité consultatif des solutions d'affaires gouvernementales en ressources humaines. 6. Comité des relations de travail et de la classification (<i>relève du Sous-secrétariat à la négociation, aux relations de travail et à la rémunération</i>)	Objectifs – Soutenir l'atteinte des objectifs gouvernementaux en matière de gestion des ressources humaines; – Mettre de l'avant des solutions avant-gardistes et porteuses de résultats. – Favoriser l'évolution des pratiques en gestion des ressources humaines. – Contribuer à l'acquisition de l'expérience des conseillères et conseillers en gestion des ressources humaines. – Mutualiser les travaux en gestion des ressources humaines afin d'éviter leur dédoublement dans les ministères et organismes. – Agir à titre consultatif auprès du Secrétariat du Conseil du trésor en matière de gestion des ressources humaines	– Un représentant de l'exécutif du FDRH est présent sur chacun des comités. – Un ou deux représentants du Secrétariat du Conseil du trésor, dont le gestionnaire responsable du comité. – Six à huit directeurs (trices) des ressources humaines composent chacun des comités.	Aucun	De trois à six rencontres selon le comité
Table de concertation sur les stratégies d'évaluation Présidence : Secrétariat du Conseil du trésor(SCT)	Offrir un lieu d'échange et d'information sur les outils, les pratiques, les orientations et les services en matière d'évaluation. Les sujets abordés proviennent de préoccupations du SCT autant que de celles des MO présents.	Centre de services partagés du Québec (CSPQ) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDEDLCC) Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Justice (MJQ)	Aucun	Deux rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		Retraite Québec Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ) Ministère de l'Agriculture, des Pêcherie et de l'Alimentation (MAPAQ) Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)		
Réseaux de la planification de la main-d'œuvre (PMO) Présidence : Secrétariat du Conseil du trésor(SCT)	Offrir un lieu d'échange avec les MO concernant les pratiques et orientations entourant la planification de la main-d'œuvre.	Un représentant par MO	Aucun	Deux rencontres
Table des partenaires : renforcement du leadership de gestion Présidence : Secrétariat du Conseil du trésor(SCT)	Dégager une compréhension commune des enjeux, défis et besoins des gestionnaires publics. Identifier les axes d'intervention prioritaires qui permettront de répondre aux objectifs de développement et en renforcement des habilités de gestion. Partager les meilleures pratiques concernant le développement du personnel d'encadrement et la relève de gestion, afin de soutenir la mise en place d'une offre de service intégrée en la matière au sein de la fonction publique. Proposer des initiatives et actions qui permettront d'assurer la complémentarité de l'offre aux gestionnaires.	La table est composée des personnes et des organisations suivantes : Directeur des ressources humaines, du développement des personnes et de la transformation, Centre hospitalier universitaire de Québec, Secrétaire adjointe aux emplois supérieurs, Ministère du Conseil exécutif Chef de service des ressources humaines, Ville de Québec, Titulaire de la Chaire de la Capitale, École nationale d'administration publique, PDG, Alliance des cadres de l'État, Président du Forum des jeunes de la fonction publique, Présidente du Forum des directeurs (trices) en ressources humaines, Directrice régionale par intérim, fonction publique fédérale.	Aucun	Quatre rencontres
Réseau des répondants en éthique Présidence : Secrétariat du Conseil du trésor(SCT)	Échanges sur les meilleures pratiques et préoccupations en matière d'éthique et de déontologie. Former les répondants en éthique.	Répondants en éthique des ministères et organismes.	Aucun	Quatre rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Cellule de coordination-dotation	Réaliser les mandats reçus du Comité planification de main-d'œuvre et gestion de la main-d'œuvre. Échanger sur les meilleures pratiques en dotation. S'approprier les orientations du SCT.	Les représentants de onze (11) MO.	Aucun	Quatre rencontres
Table d'échanges des leaders en gestion des ressources humaines	Échanger sur les grands enjeux actuels et à venir en gestion des ressources humaines et à partager sur les stratégies et les meilleures pratiques à mettre en place pour répondre à ces enjeux.	– Centre hospitalier universitaire du Québec (CHUQ) – Industrielle Alliance – Telus – Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (OCRHA) – HEC – CMP Manufacturier – Métro – Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Aucun	Trois rencontres
Table jeunesse Présidence : Secrétariat du Conseil du trésor(SCT)	Cette Table est composée de jeunes de la fonction publique et de membres du Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines du SCT ainsi que du FDRH. En collaboration avec le Forum des jeunes, son mandat est de discuter des enjeux des employés de 35 ans et moins en vue de mieux prendre en compte ces derniers dans les pratiques gouvernementales en gestion des ressources humaines. De plus, la Table jeunesse agit à titre consultatif et exerce, au besoin, une fonction de validation des travaux issus des sous-comités du FDRH.	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Forum des jeunes de la fonction publique du Québec – Forum des directrices et directeurs en ressources humaines (FDRH)	Aucun	Deux rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité de gouverne SAGIR Présidence : Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Veille à l'atteinte des objectifs et au respect des coûts et des échéanciers du projet SAGIR. Il est l'instance décisionnelle ultime et de reddition de comptes aux autorités gouvernementales. Il s'assure que les grands paramètres du projet (portée, budget, et échéancier) sont rencontrés et approuve tout changement au projet qui pourrait les modifier.	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – Contrôleur des finances (CF) – Sureté du Québec (SQ)	Aucun	Deux rencontres
Comité directeur MVR12 Présidence : Contrôleur des finances	– Assure le bon déroulement du projet dans le respect de la portée, des orientations, des échéanciers et des budgets. – Effectue l'encadrement général, la coordination et l'intégration des composantes du projet. – Assure le suivi des enjeux et des risques ayant un impact sur l'échéancier ou le budget du projet. – Recommande l'approbation du dossier d'affaires au comité de gouverne et au CA. – Rend compte de manière exécutive au comité de gouverne des phases de SAGIR ou à toute autre instance supérieure.	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – Contrôleur des finances (CF) – Sureté du Québec (SQ) – Desjardins (expertise mise à niveau V12)	Aucun	Une rencontre
Comité directeur de l'évolution de Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources(SAGIR) Présidence : Centre des services partagés du Québec(CSPQ)	Le Comité directeur de l'évolution de SAGIR, l'un des trois comités d'évolution de SAGIR, a pour objectif de partager les préoccupations communes afin de conseiller et émettre des recommandations quant à l'évolution de SAGIR tout en assurant l'arrimage nécessaire entre les représentants des domaines d'affaires (CF, SCT-RH, SCT-RM et SQ) et les deux directions générales de la VPSA, soit la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires (DGESA) et la Direction générale du développement des solutions d'affaires (DGDSA).	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – Contrôleur des finances (CF) – Sureté du Québec (SQ)	Aucun	Six rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité de coordination des livraisons d'évolution de SAGIR Présidence : Centre des services partagés du Québec(CSPQ)	Le Comité de coordination des livraisons d'évolution, l'un des trois comités d'évolution de SAGIR, a pour objectif de partager les préoccupations, propres à un domaine d'affaires, afin de conseiller et d'émettre des recommandations au Comité directeur quant à l'évolution de SAGIR. Il établit les priorités selon son domaine d'affaires d'une part et s'assure de respecter la portée des livraisons entérinée par le Comité directeur, d'autre part.	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – Contrôleur des finances (CF) – Sureté du Québec (SQ)	Aucun	Rencontres aux 2 mois
Comité de suivi des livraisons d'évolution de SAGIR Présidence : Centre des services partagés du Québec(CSPQ)	Le Comité de suivi des livraisons d'évolution, l'un des trois comités d'évolution de SAGIR, a pour objectif d'effectuer le suivi opérationnel des livraisons d'évolution et veille au respect des besoins et des priorités d'affaires établies. Ce comité permet d'échanger sur les besoins d'affaires, les demandes de changements (DDC) et les dossiers d'affaires d'évolution. Cette tribune permet de faire des recommandations au Comité de coordination des livraisons d'évolution afin de garantir le respect de la portée entérinée par le Comité directeur.	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – Contrôleur des finances (CF) – Sureté du Québec (SQ)	Aucun	Rencontres mensuelles
CII - Cellule d'intervention immédiate	Le CII a pour but de suivre les incidents de sévérité 2 de SAGIR – SGR2.	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Aucun	Rencontres aux trois semaines

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Présidence : Centre des services partagés du Québec(CSPQ)		– Centre de services partagés du Québec (CSPQ)		
SAGIR – SGR2 - Table de suivi des opérations en ressources humaines (téléphonique) Présidence : Centre des services partagés du Québec(CSPQ)	Cette table vise de façon générale à réunir les utilisateurs de SGR2 des ministères et organismes afin de leur présenter l'état de situation de différents dossiers reliés au domaine des ressources humaines dans SAGIR et d'être à l'écoute des problématiques d'ordre fonctionnel et opérationnel liées au module ressources humaines.	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – 2 représentants des ministères et organismes	Aucun	Rencontres aux 2 mois
Comité service informationnel - SAGIR Présidence : Centre des services partagés du Québec(CSPQ)	Ce comité vise à améliorer les produits informationnels de SAGIR.	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – 1 représentant par ministères et organismes	Aucun	Une rencontre
Ateliers pour le passage en mode service de la solution de dotation en ligne Présidence : Centre des services partagés du Québec(CSPQ)	Ces rencontres visent à convenir des rôles et des responsabilités de tous les intervenants, des mécanismes d'échanges, des principes d'affaires, des éléments de redditions de compte en mode exploitation afin de faire un passage le plus harmonieux possible en mode service.	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Aucun	Quatre rencontres
Comité de pilotage opérationnel de la solution de dotation en ligne Présidence : Centre des services partagés du Québec(CSPQ)	Ce comité permet le suivi des opérations de pilotage et des livraisons concernant la solution de dotation en ligne.	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Aucun	Vingt-six rencontres

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité de gestion des opérations des systèmes de dotation Présidence : Centre des services partagés du Québec(CSPQ)	Ce comité constitue une tribune d'échanges, de recommandations aux autorités et selon le cas, de prise de décisions quant à la gestion des opérations dans les systèmes soutenant le processus gouvernemental de dotation des emplois, principalement la solution de dotation en ligne (SGR3) ainsi que les interfaces et adaptations entre Système intégré de gestion d'apprentissage en ligne(SIGAL) et SAGIR. Les travaux de ce comité prennent en considération ceux qui sont menés par le Comité de pilotage opérationnel de la solution de dotation en ligne, ainsi que tout autre comité ou groupe de travail dûment autorisé pour exprimer des besoins en matière de systèmes de dotation.	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Aucun	Cinq rencontres
Comité de suivi de paies manuelles Présidence : Centre des services partagés du Québec(CSPQ)	Ce comité vise à échanger sur le traitement de cas de paie manuel ayant des impacts sur la comptabilisation, sur les processus de travail et sur SGR1, SGR2 et SAGIP.	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Aucun	Quatre rencontres
Comité directeur de la fermeture annuelle	Ce comité vise à faire le suivi des travaux en lien la fermeture annuelle de SAGIR.	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – Contrôleur des finances (CF)	Aucun	Quatre rencontres
Comité de suivi de l'intégration du placement étudiant en ligne à la solution de dotation en ligne	Ce comité vise à faire le suivi de l'échéancier et des divers travaux en vue de l'intégration des emplois étudiants dans la solution de dotation en ligne.	– Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) – Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Aucun	Rencontre aux deux semaines

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 5 - Comités interministériels**

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel sur la taxe scolaire	Évaluer les impacts de différents scénarios relatifs à la taxe scolaire	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, Ministère des Finances du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor.	Aucun	Une rencontre
Comité interministériel sur le modèle de financement de Services Québec	Structurer l'évaluation des coûts et des bénéfices, développer un modèle de financement adéquat et documenter les avantages à moyen et long termes du déploiement de Services Québec.	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Ministère des Finances du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor.	Aucun	Deux rencontres

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 6 - Dérogations - Gel d'embauche

Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère depuis le 24 avril 2014 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujetti à la Loi sur la fonction publique.

Aucun gel général des embauches n'a été décrété par le Conseil du trésor en 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 7 - Économies - Gel d'embauche

Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2016-2017. Fournir une ventilation par ministère.

Aucun gel général des embauches n'a été décrété par le Conseil du trésor en 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 8 - Contrôle de dépenses - 2 % masse salariale et 3 % fonctionnement

Total des sommes économisées en 2014-2015 par les mesures administratives en matière de contrôle de dépenses imposée aux ministères, aux organismes budgétaires, aux organismes autres que budgétaires, aux fonds spéciaux, aux activités administratives des réseaux de la Santé et de l'Éducation et aux sociétés d'État, et réalisées par des gains de productivité représentant 2 % de la masse salariale et 3 % des dépenses de fonctionnement imposées. Fournir une ventilation par ministère, organisme, fonds, réseau et société d'État.

Bien que leur effet était récurrent, les mesures de contrôle de dépenses représentant 2 % de la masse salariale et 3 % des dépenses de fonctionnement imposées ne s'appliquaient que pour l'exercice financier 2014-2015 seulement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 9 - Économies - Resserrement octroi des subventions

Total des sommes économisées pour les années 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse des subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme.

Les résultats de l'impact de cette mesure seront connus que lors de la production des états financiers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 10 - Unités autonomes - Chiffre d'affaires

Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.
Au 31 mars 2016, deux unités autonomes de services étaient toujours en activité, soit le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale du ministère de la Sécurité publique et le Centre de gestion de l'équipement roulant du ministère des Transports. Selon son rapport annuel 2015-2016, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale a réalisé des revenus autonomes pour la vente de services accessoires totalisant la somme de 3 617,1 k\$. Ces revenus autonomes contribuent pour 26,5 % du financement du Laboratoire, 3 450,0 k\$, c'est-à-dire 95,4 % de ces revenus autonomes, proviennent de l'entente fédérale concernant le financement des coûts associés à l'établissement des profils génétiques (ADN) pour le fichier criminalistique du Québec. Dans son rapport annuel 2015-2016, le Centre de gestion de l'équipement roulant rapporte que la grande majorité des revenus du Fonds de gestion de l'équipement roulant, totalisant 112 506,0 k\$, proviennent de ses activités commerciales. Les clients du Centre sont le ministère des Transports, les autres ministères, les organismes, les organismes liés au réseau de la santé et des services sociaux, les organismes liés au réseau de l'éducation, les organismes municipaux, les municipalités ainsi que les organismes fédéraux et amérindiens.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Effectifs temporaires depuis 2005

Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Février 2017*
010-Culture et des Communications	Cadre	1
	Professionnel	24
	Technicien	
	Personnel de bureau	5
	Total 010-Culture et des Communications	30
030-Relations internationales et de la Francophonie	Haute direction	
	Cadre	
	Professionnel	18
	Technicien	3
	Personnel de bureau	1
	Ouvrier	
Total 030-Relations internationales et de la Francophonie		22
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Haute direction	
	Professionnel	44
	Technicien	11
	Personnel de bureau	11
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		66
052-Forêts, Faune et Parcs	Haute direction	
	Cadre	
	Professionnel	43
	Technicien	55
	Personnel de bureau	22
	Agent de la paix	36
	Ouvrier	
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		156
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Cadre	
	Professionnel	19
	Enseignant	
	Technicien	8
	Personnel de bureau	5
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		32
060-Santé et Services sociaux	Haute direction	
	Cadre	
	Professionnel	45
	Technicien	3
	Personnel de bureau	33
Total 060-Santé et Services sociaux		81

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Février 2017*
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Professionnel	94
	Technicien	51
	Personnel de bureau	115
	Ouvrier	1
	Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	261
065-Famille	Haute direction	
	Professionnel	16
	Technicien	9
	Personnel de bureau	7
	Total 065-Famille	32
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Haute direction	
	Cadre	
	Professionnel	69
	Enseignant	2
	Technicien	38
	Personnel de bureau	20
	Ouvrier	2
	Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	131
095-Sécurité publique	Haute direction	
	Cadre	2
	Professionnel	32
	Technicien	4
	Personnel de bureau	25
	Agent de la paix	327
	Ouvrier	45
	Total 095-Sécurité publique	435
140-Conseil exécutif	Haute direction	
	Cadre	
	Professionnel	26
	Technicien	1
	Personnel de bureau	10
	Total 140-Conseil exécutif	37
160-Conseil du trésor	Cadre	
	Professionnel	28
	Technicien	5
	Personnel de bureau	3
	Total 160-Conseil du trésor	36

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Février 2017*
188-Tribunal administratif des marchés financiers	Cadre	
	Professionnel	1
	Technicien	1
	Personnel de bureau	
Total 188-Tribunal administratif des marchés financiers		2
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Professionnel	
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		
210-Finances	Haute direction	
	Cadre	
	Professionnel	36
	Technicien	10
	Personnel de bureau	8
Total 210-Finances		54
238-Conseil supérieur de l'éducation	Haute direction	
	Professionnel	1
	Technicien	
	Personnel de bureau	
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		1
240-Retraite Québec	Cadre	
	Professionnel	65
	Technicien	15
	Personnel de bureau	51
	Ouvrier	
Total 240-Retraite Québec		131
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Haute direction	
	Cadre	
	Professionnel	6
	Technicien	1
	Personnel de bureau	3
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		10
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Cadre	
	Professionnel	1
	Technicien	
	Personnel de bureau	
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		1
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Professionnel	4
	Technicien	16

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Février 2017*
	Personnel de bureau	36
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		56
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	Professionnel	
	Technicien	
	Personnel de bureau	
Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec		
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Professionnel	6
	Technicien	1
	Personnel de bureau	1
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		8
267-Commissaire à la déontologie policière	Professionnel	1
	Technicien	
	Personnel de bureau	
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		1
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Professionnel	1
	Technicien	
	Personnel de bureau	
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		1
280-Économie, Science et Innovation	Haute direction	
	Cadre	
	Professionnel	53
	Technicien	6
	Personnel de bureau	13
Total 280-Économie, Science et Innovation		72
289-Conseil de la magistrature	Personnel de bureau	1
Total 289-Conseil de la magistrature		1
293-Coroner	Professionnel	
	Technicien	1
	Personnel de bureau	2
Total 293-Coroner		3
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Haute direction	1
	Cadre	
	Professionnel	63
	Technicien	41
	Personnel de bureau	111
	Agent de la paix	20
	Ouvrier	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Effectifs temporaires depuis 2005

Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Février 2017*
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		236
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Technicien	
	Personnel de bureau	1
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		1
323-Institut de la statistique du Québec	Cadre	
	Professionnel	35
	Technicien	13
	Personnel de bureau	8
	Ouvrier	
Total 323-Institut de la statistique du Québec		56
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Haute direction	
	Professionnel	3
	Technicien	1
	Personnel de bureau	1
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		5
344-Office de la protection du consommateur	Professionnel	1
	Technicien	4
	Personnel de bureau	
Total 344-Office de la protection du consommateur		5
347-Centre de services partagés du Québec	Cadre	
	Professionnel	105
	Technicien	57
	Personnel de bureau	42
	Ouvrier	1
Total 347-Centre de services partagés du Québec		205
350-Éducation et Enseignement Supérieur	Cadre	
	Professionnel	85
	Technicien	21
	Personnel de bureau	22
	Ouvrier	
Total 350-Éducation et Enseignement Supérieur		128
352-Régie du cinéma	Professionnel	
	Technicien	
	Personnel de bureau	
Total 352-Régie du cinéma		
360-Office des professions du Québec	Cadre	
	Professionnel	2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Effectifs temporaires depuis 2005

Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Février 2017*
	Technicien	1
	Personnel de bureau	3
Total 360-Office des professions du Québec		6
367-Régie du bâtiment du Québec	Cadre	
	Professionnel	5
	Technicien	14
	Personnel de bureau	6
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		25
368-Commission municipale du Québec	Professionnel	
	Personnel de bureau	
Total 368-Commission municipale du Québec		
370-Assemblée nationale	Cadre	
	Professionnel	13
	Technicien	15
	Personnel de bureau	4
	Agent de la paix	3
	Ouvrier	4
Total 370-Assemblée nationale		39
371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie	Professionnel	1
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie		1
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Professionnel	1
	Personnel de bureau	1
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie		2
374-Vérificateur général	Haute direction	
	Cadre	
	Professionnel	49
	Technicien	
	Personnel de bureau	2
Total 374-Vérificateur général		51
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Professionnel	82
	Technicien	46
	Personnel de bureau	15
	Ouvrier	4
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		147
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Professionnel	1
	Technicien	2

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Février 2017*
390-Sûreté du Québec	Personnel de bureau	3
	Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux	6
	Cadre	
	Professionnel	29
	Technicien	22
	Personnel de bureau	45
	Ouvrier	15
	Total 390-Sûreté du Québec	111
	Professionnel	
	Technicien	
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Personnel de bureau	2
	Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	2
	Cadre	1
	Professionnel	72
	Technicien	26
400-Justice	Personnel de bureau	88
	Ouvrier	
	Total 400-Justice	187
	Personnel de bureau	
	Total 402-Comité de déontologie policière	
408-Commission d'accès à l'information	Professionnel	3
	Technicien	
	Personnel de bureau	1
413-Bureau des enquêtes indépendantes	Total 408-Commission d'accès à l'information	4
	Professionnel	1
	Personnel de bureau	1
415-Tribunal Administratif du Travail	Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes	2
	Haute direction	1
	Cadre	
	Professionnel	3
	Technicien	2
	Personnel de bureau	17
	Ouvrier	
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Total 415-Tribunal Administratif du Travail	23
	Professionnel	1
	Technicien	
	Personnel de bureau	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Février 2017*
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		1
430-Commission de la fonction publique	Professionnel	
	Technicien	1
	Personnel de bureau	1
Total 430-Commission de la fonction publique		2
450-Tribunal administratif du Québec	Professionnel	
	Technicien	4
	Personnel de bureau	17
	Ouvrier	
Total 450-Tribunal administratif du Québec		21
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Professionnel	
	Technicien	
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		
510-Régie du logement	Professionnel	
	Technicien	
	Personnel de bureau	5
Total 510-Régie du logement		5
520-La Financière agricole du Québec	Professionnel	25
	Technicien	5
	Personnel de bureau	3
Total 520-La Financière agricole du Québec		33
538-Office des personnes handicapées du Québec	Professionnel	5
	Technicien	
	Personnel de bureau	1
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		6
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Cadre	
	Professionnel	1
	Enseignant	
	Technicien	1
	Personnel de bureau	
	Ouvrier	
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		2
560-Curateur public	Cadre	1
	Professionnel	34
	Technicien	22
	Personnel de bureau	17
Total 560-Curateur public		74

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Effectifs temporaires depuis 2005

Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Février 2017*
600-Énergie et des Ressources naturelles	Haute direction	
	Cadre	
	Professionnel	31
	Technicien	9
	Personnel de bureau	14
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		54
630-Directeur général des élections	Professionnel	8
	Technicien	5
	Personnel de bureau	4
	Ouvrier	1
Total 630-Directeur général des élections		18
660-Conseil du statut de la femme	Professionnel	2
	Technicien	1
	Personnel de bureau	
Total 660-Conseil du statut de la femme		3
690-Conseil supérieur de la langue française	Professionnel	1
	Personnel de bureau	
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		1
700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	Cadre	
	Professionnel	62
	Technicien	140
	Personnel de bureau	100
	Ouvrier	
Total 700-Travail, Emploi et Solidarité sociale		302
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Cadre	2
	Professionnel	166
	Technicien	133
	Personnel de bureau	63
	Ouvrier	
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		364
710-Office québécois de la langue française	Cadre	
	Professionnel	9
	Technicien	4
	Personnel de bureau	1
Total 710-Office québécois de la langue française		14
730-Société d'habitation du Québec	Professionnel	32
	Technicien	14

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Effectifs temporaires depuis 2005**

Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Février 2017*
	Personnel de bureau	4
	Ouvrier	
Total 730-Société d'habitation du Québec		50
771-Fonds Accès Justice	Professionnel	1
Total 771-Fonds Accès Justice		1
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Cadre	
	Professionnel	14
	Technicien	9
	Personnel de bureau	2
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		25
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	Cadre	
	Professionnel	27
	Technicien	15
	Personnel de bureau	1
	Ouvrier	
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		43
781-Fonds Aérien	Cadre	
	Professionnel	
	Technicien	3
	Personnel de bureau	2
Total 781-Fonds Aérien		5
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Cadre	
	Professionnel	134
	Technicien	160
	Personnel de bureau	72
	Ouvrier	123
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		489
812-Fonds des services de police	Professionnel	11
	Technicien	17
	Personnel de bureau	52
	Ouvrier	2
Total 812-Fonds des services de police		82
814-Fonds de partenariat touristique	Professionnel	6
	Technicien	2
	Personnel de bureau	3
	Ouvrier	
Total 814-Fonds de partenariat touristique		11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Effectifs temporaires depuis 2005

Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Février 2017*
817-Fonds d'information sur le territoire	Cadre	
	Professionnel	7
	Technicien	15
	Personnel de bureau	4
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		26
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Cadre	
	Professionnel	1
	Technicien	1
	Personnel de bureau	
	Ouvrier	1
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		3
826-Fonds des ressources naturelles	Haute direction	
	Cadre	
	Professionnel	12
	Technicien	7
	Personnel de bureau	
	Ouvrier	1
Total 826-Fonds des ressources naturelles		20
830-Commission des transports du Québec	Professionnel	
	Technicien	2
	Personnel de bureau	5
Total 830-Commission des transports du Québec		7
839-Fonds de la sécurité routière	Technicien	1
	Personnel de bureau	1
Total 839-Fonds de la sécurité routière		2
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Cadre	1
	Professionnel	51
	Technicien	36
	Personnel de bureau	18
	Ouvrier	
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		106
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	Professionnel	
	Technicien	
	Personnel de bureau	
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		
874-Fonds du financement	Professionnel	3
	Technicien	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Effectifs temporaires depuis 2005

Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.

Ministère ou organisme	Catégorie d'emplois	Février 2017*
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Personnel de bureau	
	Total 874-Fonds du financement	4
	Cadre	
	Professionnel	4
	Technicien	2
	Personnel de bureau	5
	Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice	11
Grand total	Haute direction	2
	Cadre	8
	Professionnel	1 835
	Enseignant	2
	Technicien	1 114
	Personnel de bureau	1 140
	Agent de la paix	386
	Ouvrier	200
		4 687

Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (statut d'emploi 1 et 4 au SAGIP). Il s'agit des employés qui sont à compléter la période de probation de deux ans prévue à la LFP (LRQ,c,F3.1.1), section 2, article 14.

Texte de loi : Un fonctionnaire acquiert le statut de permanent dès qu'il a été employé dans la fonction publique de façon continue pendant deux ans.

Données présentées selon la structure budgétaire 2016-2017.

* Données compilées à la paie 24 en raison de la non-disponibilité des données complètes de mars au moment de la production de cette fiche.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIEL
NUMÉRO 12 - Effectifs temporaires nommés permanent depuis 2004

Nombre d'employés temporaires qui ont eu le statut de permanents, par année depuis 2004.	
	2016-2017 (avril à décembre 2016)
Nombre d'employés temporaires devenus permanents	1 786

Employés assujettis à la LFP.

Nombre de personnes différentes qui ont été nommées permanents.

Les données présentées prennent en considération les employés temporaires qui sont devenus permanents le 1^{er} avril ou au cours de l'année budgétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 13 – Effectifs permanents

Ventilation détaillée de l'effectif permanent dans la fonction publique au 1er mars 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 19 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Unités autonomes de services

Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.	
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	MINISTÈRE ou ORGANISME RESPONSABLE
CONVENTIONS DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ	
Bureau des infractions et amendes (CPI)	Ministre de la Justice
Centre de conservation du Québec (CPI)	Ministre de la Culture et des Communications
Contrôle routier Québec (CPI) [partie de la SAAQ]	Ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES	
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	Ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS)	Ministre de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 15 - Employés dans les unités autonomes

Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.		
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	ETC TRANSPOSÉS 2016-2017 ¹	DATE D'ENTRÉE EN OPÉRATION
Convention de performance et d'imputabilité		
Bureau des infractions et amendes (CPI) - MJQ	198 ETC	2001-06-12
Centre de conservation du Québec (CPI) - MCC	20 ETC	2002-11-20
Contrôle routier Québec (CPI) [partie de la SAAQ] - MTMDET	473 ETC	2001-02-28
Unité autonome de services		
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS) - MTMDET	435 ETC	1997-06-13
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS) - MSP	151 ETC	1996-10-01
¹ Selon les données réelles des mois d'avril à décembre 2016 et les données prévisionnelles établies selon la consommation des mois de janvier à mars 2016. Les ETC transposés correspondent au nombre d'heures rémunérées converti en ETC sur la base de 35 heures par semaine.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 16 - Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement

Pour l'année 2016-2017, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a. Le nombre d'employés ayant obtenu en 2016-2017 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.					
2016-2017					
	COMMUNAUTÉ CULTURELLE	PERSONNE HANDICAPÉE	ANGLOPHONE	AUTOCHTONE	MOINS DE 35 ANS
Nombre d'employés selon le statut *					
Régulier	337	14	18	10	984
Occasionnel **	791	95	85	46	2 597
Nombre d'employés ayant reçu un remboursement lié aux frais de déménagement ***	8				

* Les résultats de 2016-2017 sont partiels (mouvements cumulatifs à la paie 24 du 02-03-2017) et ils excluent la CNESST (Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail).

** Sont exclus du tableau les occasionnels avec droit de rappel (statut d'emploi = 12).

*** La mesure s'adresse aux membres des communautés culturelles résidant dans la région métropolitaine de Montréal qui acceptent un emploi régulier ou occasionnel de plus d'un an dans une autre région.

Le nombre indiqué fait référence aux nouvelles demandes de remboursement entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017.

Le Secrétariat du Conseil du trésor répond pour tous les ministères et organismes à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Coûts de système M/O

Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget d'un ministère nécessaire pour maintenir le niveau de service d'une année à l'autre).

Cette question est répondue par la demande générale numéro 47.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 18 – Nouvelles structures administratives

Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2016-2017, par année financière.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 49 du deuxième groupe d'opposition.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 - Dirigeants réseaux de l'information**

Nom de chacun des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information et leur date d'entrée en fonction.		
Ministères et organismes	Noms	Date d'entrée en fonction à titre de dirigeant de l'information
Agence métropolitaine de transport	Sylvain Beaupré	2011-11-22
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	Pierre Marineau	2017-01-30
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	René Beaudet	2011-01-20
Bureau des enquêtes indépendantes	Éric Labbé	2015-02-23
Capital Mines Hydrocarbures	David Beardsell	2014-08-13
Centre de la francophonie des Amériques	Christiane Audet	2012-02-14
Centre de recherche industrielle du Québec	Yves LaRocque	2012-11-02
Centre de services partagés du Québec	Marc Landry	2015-10-14
Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	François Bérubé	2016-08-08
Comité de déontologie policière	Éric Labbé	2015-02-23
Comité de la rémunération des juges	Marcel Boudreault	2015-11-02
Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	Marcel Boudreault	2015-11-02
Commissaire à la déontologie policière	Éric Labbé	2015-02-23
Commissaire à la lutte contre la corruption	Éric Labbé	2015-02-23
Commission consultative de l'enseignement privé	François Bérubé	2016-08-08
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	François Bérubé	2016-07-11
Commission d'accès à l'information	Rémi Bédard	2016-04-01
Commission de la capitale nationale du Québec	Brigitte Vachon	2014-02-03
Commission de la fonction publique	Richard Saint-Pierre	2011-09-15
Commission de l'éthique en science et en technologie	David Beardsell	2014-08-13
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Christiane Fortin	2011-07-20
Commission de toponymie	Guy Falardeau	2014-02-07
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	Véronique Émond	2014-06-16
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Christian Goulet	2016-11-15
Commission des partenaires du marché du travail	Pierre E. Rodrigue	2014-10-15
Commission des services juridiques	Joanne Herron	2011-08-09
Commission des transports du Québec	Claude Côté	2011-07-18
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	François Bérubé	2016-08-08
Commission municipale du Québec	Sylvain Goulet	2015-06-10
Commission québécoise des libérations conditionnelles	Éric Labbé	2015-02-23
Conseil de gestion de l'assurance parentale	Claudia Giguère	2016-08-30
Conseil de la justice administrative	Marcel Boudreault	2015-11-02
Conseil des arts et des lettres du Québec	Sylvie Poirier	2011-11-10
Conseil du patrimoine culturel du Québec	Ann Mundy	2011-09-15
Conseil du statut de la femme	Christian Dubois	2015-10-22
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Alexandre Mailhot	2011-10-12
Conseil supérieur de la langue française	Pierre Boutet	2016-01-11
Conseil supérieur de l'éducation	François Bérubé	2016-08-08
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	Anne Duchesne	2012-06-27
Coroner	Éric Labbé	2015-02-23
Curateur public	Luc Gratton	2013-09-20
Directeur des poursuites criminelles et pénales	Denis Germain	2012-08-30

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 - Dirigeants réseaux de l'information**

Nom de chacun des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information et leur date d'entrée en fonction.		
École nationale de police du Québec	Nathalie Bournival	2014-07-01
École nationale des pompiers du Québec	Éric Labbé	2015-03-02
Financement-Québec	Denis Thiboutot	2016-10-14
Fondation de la faune du Québec	Brigitte Boulianne	2011-08-24
Fonds Accès Justice	Marcel Boudreault	2015-11-02
Fonds aérien	Luc Pépin	2016-03-09
Fonds Avenir Mécénat culture	Diane Bédard	2015-12-15
Fonds d'aide à l'action communautaire	Pierre E. Rodrigue	2015-03-30
Fonds d'aide aux actions collectives	Marcel Boudreault	2015-11-02
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	Marcel Boudreault	2015-11-02
Fonds d'information sur le territoire	Mylène Martel	2015-08-28
Fonds de développement du marché du travail	Pierre E. Rodrigue	2015-03-30
Fonds de développement des jeunes enfants	Luc Tremblay	2015-07-15
Fonds de développement des territoires	Sylvain Goulet	2015-06-10
Fonds de financement	Denis Thiboutot	2016-10-14
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	Richard Audet	2013-08-29
Fonds de gestion de l'équipement roulant	Luc Pépin	2016-03-09
Fonds de la sécurité routière	Luc Pépin	2016-03-09
Fonds de partenariat touristique	Denis Archambault	2011-07-18
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	Marc Duguay	2013-09-10
Fonds de recherche du Québec - Santé	Marc Duguay	2013-09-10
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	Marc Duguay	2013-09-10
Fonds de services de garde éducatifs à l'enfance	Luc Tremblay	2015-07-15
Fonds de soutien aux proches aidants	Luc Tremblay	2015-07-15
Fonds des biens et des services	Pierre E. Rodrigue	2015-03-30
Fonds des générations	Denis Thiboutot	2016-10-14
Fonds des réseaux de transport terrestre	Luc Pépin	2016-03-09
Fonds des services de police	Isabelle Boudreault	2015-06-23
Fonds des registres du ministère de la Justice	Marcel Boudreault	2015-11-02
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Richard Audet	2013-08-29
Fonds des ressources naturelles	Mylène Martel	2015-08-28
Fonds des technologies de l'information	Pierre E. Rodrigue	2015-03-30
Fonds du centre financier de Montréal	Denis Thiboutot	2016-10-14
Fonds du développement économique	David Beardsell	2014-08-13
Fonds du patrimoine culturel québécois	Diane Bédard	2015-12-15
Fonds du Plan nord	Denis Thiboutot	2016-10-14
Fonds du Tribunal administratif du Québec	Marc Laberge	2014-03-31
Fonds du tribunal administratif du travail	Wilner Laforest	2016-01-10, Loi instituant le Tribunal administratif du travail
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	Chantal Lalonde	2016-06-06
Fonds pour la promotion de saines habitudes de vie	Richard Audet	2013-08-29
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	François Bérubé	2016-07-11
Fonds pour le développement des jeunes enfants	Luc Tremblay	2015-07-15
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	François Bérubé	2016-07-11
Fonds québécois d'initiatives sociales	Pierre E. Rodrigue	2015-03-30
Fonds relatifs à certains sinistres	Alexandre Mailhot	2011-10-12
Fonds relatif à l'administration fiscale	Denis Thiboutot	2016-10-14
Fonds relatifs aux contrats publics	Marcel Boudreault	2015-11-02
Fonds verts	Paule Tremblay	2016-09-23
Institut de la statistique du Québec	Annie Giguère	2011-07-29
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Lidia Lassel	2011-07-19

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 - Dirigeants réseaux de l'information**

Nom de chacun des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information et leur date d'entrée en fonction.		
Institut national des mines	Robert Marquis	2013-09-13
La Financière agricole du Québec	Louis Potvin	2013-04-12
Ministère de la Culture et des Communications	Diane Bédard	2015-12-15
Ministère de la Famille	Luc Tremblay	2015-07-15
Ministère de la Justice	Marcel Boudreault	2015-11-02
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Richard Audet	2013-08-29
Ministère de la Sécurité publique	Éric Labbé	2015-03-02
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Bernard Plante	2012-01-16
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	David Beardsell	2014-08-13
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	François Bérubé	2016-07-11
Ministère de l'Énergie et Ressources naturelles	Mylène Martel	2015-08-28
Ministère de l'Immigration, Diversité et Inclusion	Georgine Shum-Tim	2016-06-02
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Sylvain Goulet	2015-06-10
Ministère des Finances	Denis Thiboutot	2016-10-14
Ministère des Forêts, Faune et Parcs	Mylène Martel	2015-08-28
Ministère des Relations internationales et Francophonie	Denis Bilodeau	2014-08-13
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	Luc Pépin	2016-03-09
Ministère du Conseil exécutif	Bruno Légaré	2013-05-13
Ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Paule Tremblay	2016-09-23
Ministère du Tourisme	Denis Archambault	2011-07-18
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Pierre E. Rodrigue	2015-03-30
Musée d'Art contemporain de Montréal	Yves Théorêt	2016-02-18
Musée de la Civilisation	Gontran Lévesque	2016-04-07
Musée national des beaux-arts du Québec	Jean-François Fusey	2011-08-09
Office de la protection du consommateur	Stéphane Gingras	2017-02-27
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	Pierre E. Rodrigue	2014-10-15
Office des professions du Québec	Jacques Laflamme	2011-07-18
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	Marilyne Poliquin	2017-02-08
Office Québec-Monde pour la jeunesse	Marilyne Poliquin	2017-02-08
Office québécois de la langue française	Guy Falardeau	2014-02-07
Régie de l'assurance maladie du Québec	Gaël Ségal	2013-06-14
Régie de l'énergie	Lisette Thibodeau	2015-05-19
Régie des alcools, des courses et des jeux	Éric Labbé	2015-02-23
Régie des installations olympiques	Philip Tousignant, par intérim	2017-01-19
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Éric Andriamanjay	2011-07-21
Régie du bâtiment du Québec	Silvia Garcia	2016-01-11
Régie du cinéma	Christiane Papineau	2014-03-04
Régie du logement	Jean-Yves Benoît	2016-11-04
Réseau de la Santé et des Services sociaux	Richard Audet	2013-06-10
Réseau de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	François Bérubé	2016-08-08
Retraite Québec	Chantal Rouleau	2016-02-29
Société de développement de la Baie-James	Josée Roy	2011-07-26
Société de développement des entreprises culturelles	Serge Bergeron	2012-08-02
Société de financement des infrastructures locales du Québec	Denis Thiboutot	2016-10-14
Société de la Place des Arts de Montréal	Christian Ruel	2013-10-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 - Dirigeants réseaux de l'information

Nom de chacun des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information et leur date d'entrée en fonction.		
Société de l'assurance automobile du Québec	Karl Malenfant	2013-06-14
Société de télédiffusion du Québec	Patrice Guay	2016-11-18
Société des établissements de plein air du Québec	Gilbert Larocque	2012-10-23
Société des traversiers du Québec	David Nobert	2015-06-08
Société d'habitation du Québec	Geneviève Godbout	2016-05-03
Société du Centre des congrès de Québec	Sylvie Godbout	2014-07-07
Société du Grand Théâtre de Québec	Marc Girard	2015-09-08
Société du Palais des congrès de Montréal	Francis Lefebvre	2014-06-25
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	Vacant	Aucun DSI désigné par l'organisme
Société du Plan Nord	Julie Sauvageau	2016-06-28
Société québécoise de récupération et de recyclage	Alain Picard	2016-02-18
Société québécoise des infrastructures	Josée Noreau	2015-09-08
Société québécoise d'information juridique	Benoît Raymond	2011-07-20
Sûreté du Québec	Isabelle Boudreault	2015-06-23
Tribunal administratif des marchés financiers	Chantal Lalonde	2016-06-06
Tribunal administratif du Québec	Marc Laberge	2014-03-31
Tribunal administratif du travail	Wilner Laforest	2016-01-10, Loi instituant le Tribunal administratif du travail
Tribunal des droits de la personne	Marcel Boudreault	2015-11-02

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 20 – Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles**

Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2016-2017.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 75 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMERO 21 – Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance

Liste des organismes ayant soumis en 2016-2017 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 77 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 22 – Écarts salariaux médecins, spécialistes et omnipraticiens versus autres provinces

Comparaison des écarts salariaux en 2016-2017 entre les médecins, les spécialistes et les omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 51a du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 23 - Négociateur - rémunération des médecins FMSQ et FMOQ

Copie des contrats d'embauche des personnes qui négocient présentement au nom du gouvernement la prochaine entente de rémunération des médecins du Québec avec la FMSQ et la FMOQ. Nombre d'heures facturées jusqu'à présent par ces personnes. Nombre de rencontres avec la FMSQ et la FMOQ.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
- Maurice Charlebois Conseil	Fournir des services auprès du Bureau du Secrétaire associé aux politiques budgétaires et aux programmes, en vue d'agir à titre de négociateur en chef en matière de relations de travail pour le gouvernement du Québec dans le cadre des discussions qui seront tenus principalement avec les fédérations médicales ainsi qu'avec des organisations syndicales ou des associations de salariés ou de travailleurs autonomes, en vue du renouvellement de conventions collectives ou de conditions de travail.	245 490 \$
- Me André Bergevin	Agir à titre de conseiller expert du gouvernement à la Table de négociation dans les dossiers FMSQ et FMOQ	150 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 24 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, le budget final prévu, et l'évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Veillez-vous référer au document « Les infrastructures publiques du Québec » déposé à l'Assemblée nationale le 17 mars 2016, à la section «Plan québécois des infrastructures 2016-2026 ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 - ETC embauchés Projet de loi 87

Indiquer le nombre d'ETC embauchés par le Protecteur du citoyen pour mettre en œuvre la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics.
Le Protecteur du citoyen a obtenu (11 ETC) afin de constituer une nouvelle direction dédiée exclusivement à ce nouveau mandat. Jusqu'à présent 10 embauches ont été effectuées. La Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (Loi) offre au divulgateur la possibilité de présenter sa divulgation soit à l'intérieur de son organisation ou au Protecteur du citoyen. Il est difficile de prévoir la charge que recevra ce dernier et de déterminer son besoin précis en ressource. L'expérience lui permettra de faire les ajustements pour s'acquitter de son nouveau mandat. Il y a environ 350 organismes publics (budgétaires, autres que budgétaires, sociétés d'État) couverts par le champ d'application de la Loi. Chacun de ceux-ci devront identifier un répondant du suivi des divulgations. Toutefois, certains organismes publics se verront octroyer par le Protecteur du citoyen une dispense de désigner un responsable interne ainsi que de se doter d'une procédure de divulgation, entre autres, en raison de la taille de l'organisme ou des ressources dont il dispose. De ce fait, le nombre de responsables du suivi sera inférieur à 350. Aucune ressource additionnelle n'est octroyée aux organismes publics pour s'acquitter de cette nouvelle obligation légale. Brièvement, le responsable du suivi des divulgations au sein de l'organisme public a pour rôle de : - recevoir la divulgation; - vérifier si un acte répréhensible a été commis ou sur le point de l'être; - transmettre selon la nature de la divulgation, des renseignements au Protecteur du citoyen ou au Commissaire à la lutte contre la corruption ou à tout autre organisme chargé de prévenir, de détecter ou de réprimer le crime ou les infractions aux lois, dont un corps de police et un ordre professionnel; - tenir informée la personne ayant la plus haute autorité au sein de l'organisme public et lui fait rapport; - d'informer le divulgateur des suites, le cas échéant.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 - Niveau d'effectif - Article 12 - Loi 15

Indiquer le niveau d'effectif dont dispose chaque ministre en vertu de l'article 12 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 15r.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 27 – Manquements aux contrats de services Article 28 - Loi 15

Indiquer tout manquement constaté en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 32 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 28 - Fonds de suppléance

Détail de l'utilisation des crédits octroyés pour 2016-2017 aux éléments 1, 2 et 3 du programme 5 - Fonds de suppléance.

Le tableau en annexe présente les recours au Fonds de suppléance octroyés au moment d'établir la dépense probable.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 28 - Fonds de suppléance

Du: Portefeuille	Programme	Élément	Au: Portefeuille	Programme	Élément	Montant (milliers de dollars)
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	05	01	Affaires municipales et Occupation du territoire	01	02	400,0
			Affaires municipales et Occupation du territoire	07	01	400,0
			Agriculture, Pêcheries et Alimentation	01	01	800,0
			Conseil du trésor et Administration gouvernementale	01	01	100,0
			Conseil exécutif	04	02	800,0
			Conseil exécutif	07	01	800,0
			Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	02	01	338,7
			Économie, Science et Innovation	01	02	4 550,0
			Économie, Science et Innovation	01	03	450,0
			Économie, Science et Innovation	01	04	4 150,0
			Économie, Science et Innovation	01	05	200,0
			Économie, Science et Innovation	01	06	6 950,0
			Économie, Science et Innovation	01	01	500,0
			Économie, Science et Innovation	02	02	1 100,0
			Économie, Science et Innovation	04	02	500,0
			Finances	01	01	871,8
			Finances	02	01	18,8
			Finances	02	02	104,7
			Finances	02	04	104,7
			Finances	02	05	3 500,0
			Forêts, Faune et Parcs	01	01	7 800,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	01	300,0
			Immigration, Diversité et Inclusion	01	01	400,0
			Justice	02	01	447,9
			Justice	02	03	1 225,8
			Justice	02	04	879,6
			Justice	06	01	4 268,0
			Relations internationales et Francophonie	01	01	2 650,0
			Relations internationales et	01	03	100,0
			Francophonie	01	05	500,0
			Relations internationales et			
			Francophonie			
			Santé et Services sociaux	02	03	41 300,0
			Santé et Services sociaux	02	04	10 700,0
			Santé et Services sociaux	02	06	3 000,0
			Santé et Services sociaux	02	08	12 300,0
			Santé et Services sociaux	02	09	20 200,0
			Santé et Services sociaux	02	13	265,0
			Santé et Services sociaux	02	14	12 640,0
			Sécurité publique	01	01	290,2
			Sécurité publique	01	02	2 930,8
			Sécurité publique	01	04	1 245,9
			Sécurité publique	01	06	498,1
			Tourisme	01	01	2 328,5
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	05	03	Travail, Emploi et Solidarité sociale	03	05	34 592,5
			Travail, Emploi et Solidarité sociale	03	06	19 374,9

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 29 – Services électroniques

Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par chacun des organismes et des ministères au développement et à la mise en place de services électroniques et informatiques. Fournir une ventilation par organisme et ministère.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 2 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 30 – Dépenses en informatique pour le secteur public québécois

Total du montant dépensé en informatique pour le secteur public québécois en 2016-2017. Fournir une ventilation par ressource, externe et interne.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 79 du deuxième groupe de l'opposition.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 31 - Dix plus gros fournisseurs informatiques**

Montant accordé aux dix plus gros fournisseurs informatiques du secteur public québécois. Indiquer le nom de chacun de ces fournisseurs.

Valeur des contrats des 10 plus importants contractants en TI
Organismes publics des réseaux de l'administration gouvernementale, de la santé et des services sociaux et de l'éducation
Données préliminaires 1^{er} avril 2016 au 31 décembre 2016

Contractants	Approvisionnement	Services de nature technique	Services professionnels	Total
Microsoft Canada inc.	106 810 929 \$	4 752 583 \$	366 250 \$	111 929 761 \$
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	– \$	– \$	48 233 293 \$	48 233 293 \$
Société Telus communications	497 785 \$	36 332 322 \$	135 424 \$	36 965 531 \$
Société conseil groupe LGS	475 000 \$	– \$	33 628 934 \$	34 103 934 \$
Oracle Canada ULC	10 995 558 \$	12 288 067 \$	3 092 095 \$	26 375 721 \$
IBM Canada limitée	7 827 140 \$	13 437 672 \$	721 265 \$	21 986 077 \$
Fujitsu conseil (canada) inc.	68 544 \$	30 597 \$	17 636 412 \$	17 735 553 \$
Motorola solutions Canada inc.	16 000 000 \$	– \$	– \$	16 000 000 \$
Logibec inc.	5 085 693 \$	3 697 621 \$	6 491 418 \$	15 274 732 \$
Cofomo Québec inc.	– \$	4 464 230 \$	10 346 676 \$	14 810 906 \$
Total des 10 principaux fournisseurs ou prestataires de services	147 760 649 \$	75 003 093 \$	120 651 766 \$	343 415 507 \$

Note : Les données du tableau ci-dessus proviennent du Système électronique d'appel d'offres (SEAO) et sont ensuite validées et compilées par le Secrétariat du Conseil du trésor. Elles réfèrent aux contrats conclus dans les catégories S4 (traitement de l'information et services de télécommunications techniques) et G8 (matériel et logiciel informatiques) des avis publiés en date du 1^{er} janvier 2017 au SEAO, excluant ceux comportant des contrats à commandes ou à exécution sur demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 32 - Contrats informatiques octroyés à des firmes québécoises

Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des firmes québécoises. Fournir une ventilation par firme.

En 2016-2017, le SCT a octroyé 4 contrats de services professionnels et de nature technique informatiques externes pour un montant total de 1 048 960 \$ et ce, à 100 % à des firmes québécoises.

Nom de fournisseur	Montant du contrat
Précicom Technologies Inc.	10 627,50 \$
Bell Canada Inc.	280 224,90 \$
Momentum Technologies Inc.	163 240,00 \$
Momentum Technologies Inc.	594 867,60 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 33 - Réalisation investissements Transports en commun / Réseau routier

Taux de réalisation des investissements planifiés en transports en commun. Taux pour le réseau routier. Explication quant à la différence entre les deux.

Veillez-vous référer au document « Les infrastructures publiques du Québec » déposé à l'Assemblée nationale le 17 mars 2016, à la section « Plan québécois des infrastructures 2016-2026 ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 34 - Investissements 5 dernières années Transport collectif / routier

Proportion, pour les cinq dernières années, des investissements réalisés entre le transport collectif et le transport routier au PQI.

Veuillez-vous référer aux dernières publications des « Plans québécois des infrastructures ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 35 - Crédits budgétaires Projets routiers et transport en commun

Qu'arrive-t-il aux crédits budgétaires des projets routiers et de transport en commun qui ne sont pas réalisés au cours de l'année (et pourquoi)?

Les projets routiers et de transport collectif ne sont pas financés par les crédits budgétaires du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, mais plutôt par les revenus dédiés au Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT), lesquels sont tirés de la taxe sur l'essence et des droits d'immatriculation.

Lorsque les investissements ne sont pas réalisés en totalité au cours d'une année, ceux-ci demeurent disponibles au FORT et sont reportés à l'année suivante afin de compléter les projets en cours.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 36 - Projets retirés Secteurs routier / transport en commun

Projets ou sommes prévues (étude ou planification) au précédent PQI pour les secteurs routier et transport en commun qui sont retirés cette année. Projets ajoutés dans ces deux secteurs par rapport à l'an dernier.

Projets retirés

Aucun projet n'a été retiré au PQI 2016-2026.

Projets ajoutés

Veillez-vous référer au document « Les infrastructures publiques du Québec » déposé à l'Assemblée nationale le 17 mars 2016, à la section « Plan québécois des infrastructures 2016-2026 ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 37 – Projets routiers - Augmentation du parc d'actifs

Parmi les projets routiers « à l'étude » du PQI, lesquels mèneront à une augmentation de la capacité routière et à une augmentation du parc d'actifs à entretenir?

Cette question sera répondue par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMERO 38 – Crédits affectés par programme - Transport en commun

Crédits affectés, par programme, au transport en commun depuis 2010 et prévus pour 2017-18, ventilés en fonction des sources de revenus.

Cette question sera répondue par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 39 - Déficit MTMDET

Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs du MTMDET, par rapport à l'an dernier.

L'évolution du déficit de maintien d'actifs (DMA) des infrastructures sous la responsabilité du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports fait l'objet d'une reddition de comptes publique par le biais du plan annuel de gestion des investissements publics en infrastructures (PAGI) publié dans le fascicule « Les infrastructures publiques du Québec » déposé à l'Assemblée nationale le 17 mars 2016.

L'information demandée à l'égard de la variation du DMA se retrouve au PAGI 2016-2017 du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 40 - Variation déficit programmes MTMDET

Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs (transports en commun) financés à 100% ou 75% par les programmes du MTMDET, par rapport à l'an dernier.
L'inventaire des infrastructures dédiées au transport collectif qui font l'objet d'investissements sous la responsabilité du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports fait l'objet d'une reddition de comptes publique par le biais du plan annuel de gestion des investissements publics en infrastructures (PAGI) publié dans le fascicule « Les infrastructures publiques du Québec » déposé à l'Assemblée nationale le 17 mars 2016. L'information demandée à l'égard de la variation du DMA des actifs appartenant à l'Agence métropolitaine de transport se retrouve au PAGI 2016-2017 du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 41 - Actifs en mauvais état - Transport collectif / routier

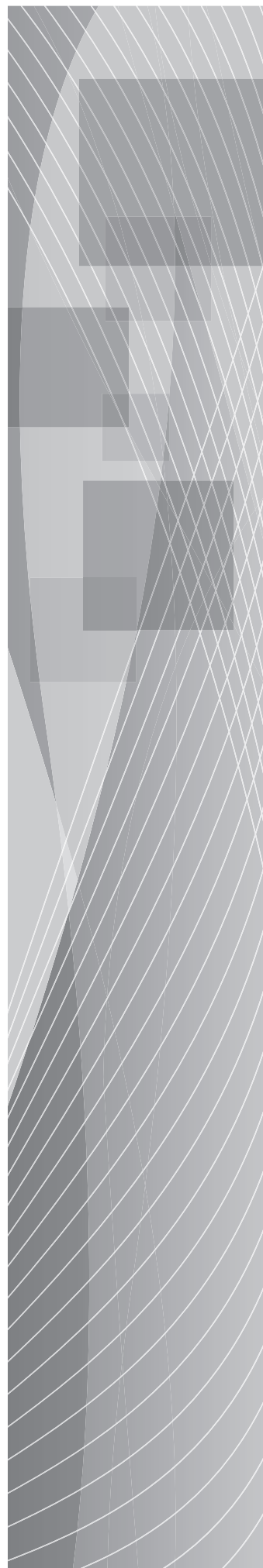
Taux d'actifs en mauvais état dans le transport collectif et dans le transport routier.
L'inventaire des infrastructures dédiées au transport collectif qui font l'objet d'investissements sous la responsabilité du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports fait l'objet d'une reddition de comptes publique par le biais du plan annuel de gestion des investissements publics en infrastructures (PAGI) publié dans le fascicule « Les infrastructures publiques du Québec » déposé à l'Assemblée nationale le 17 mars 2016. L'information demandée à l'égard de la variation du DMA des actifs appartenant à l'Agence métropolitaine de transport se retrouve au PAGI 2016-2017 du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET). L'inventaire à l'égard des actifs appartenant aux sociétés de transport en commun qui bénéficient de programmes d'aide financière administrés par le MTMDET fait l'objet d'une première reddition de comptes au PAGI 2017-2018 du MTMDET. « Au PAGI 2018-2019, le MTMDET prévoit présenter un inventaire complet des infrastructures appartenant aux sociétés de transport en commun incluant une première évaluation de leur état en fonction de l'indice d'état gouvernemental (ABC / D / E).Le but étant de présenter un portrait normalisé et représentatif de l'état physique associé à ces infrastructures. »

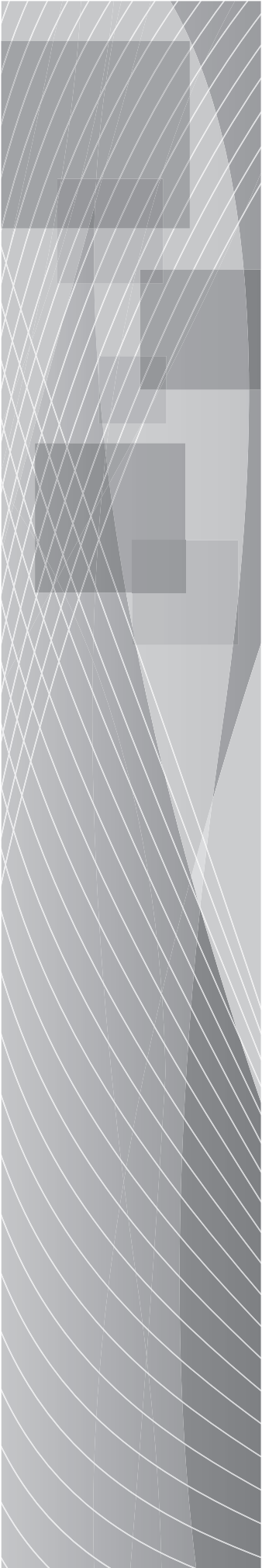
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 42 – Financement fédéral – Infrastructure

Concernant le Fonds d'infrastructure du transport en commun du gouvernement fédéral, liste complète des projets déposés par le gouvernement du Québec à la phase 1 du programme fédéral.

Cette question sera répondue par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.





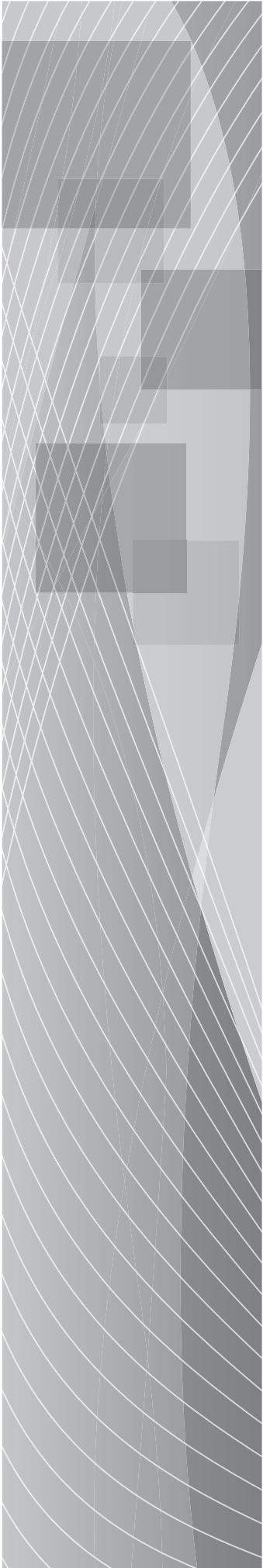
Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits

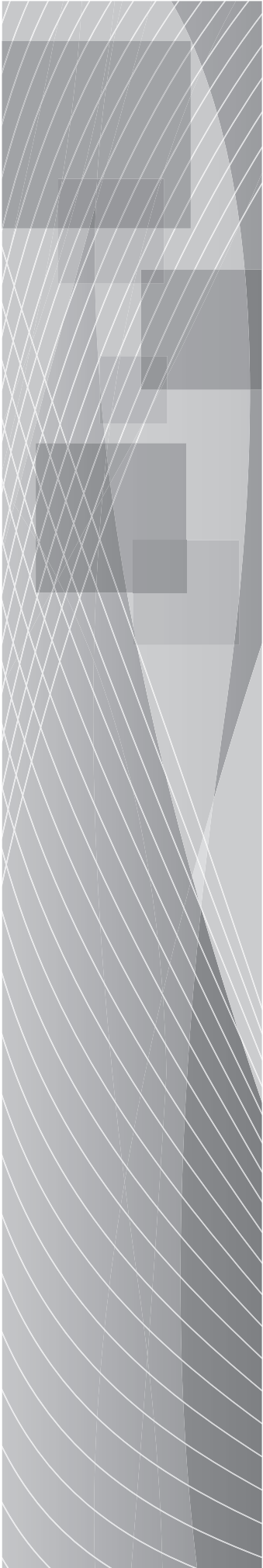
2017-2018

Demandes de renseignements
particuliers

Québec 



Demandes de renseignements
particuliers



Deuxième groupe d’opposition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
1	Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2016-2017, indiquer : - la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; - la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; - leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du secrétariat et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu ; - le coût ; - la ou les dates de participation ; - le nombre de participants ; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ; - le nom de la formation ou de l'activité.
3	Sommes dépensées en 2016-2017 (et prévisions pour 2017-2018) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le secrétariat en 2016-2017, en indiquant pour chacun : - son mandat ; - la liste des membres ; - le budget dépensé ; - le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; - les résultats atteints.
5	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au secrétariat et dans chaque organisme qui en relève en 2016-2017 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2016-2017. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du secrétariat et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
7	Liste et copie de tous les sondages effectués par le secrétariat et par chaque organisme qui en relèvent en 2016-2017 , en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8	Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2016-2017 par le secrétariat ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
9	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le secrétariat et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
10	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le secrétariat et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés, en 2016-2017.
11	Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 : - la liste de tous les concours et tirages réalisés; - les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; - l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; - la liste des concours qui ont pris fin.
12	Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018 : - le nom de toutes les campagnes; - les coûts de ces campagnes; - le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; - les dates de diffusion de la campagne; - les objectifs visés par chaque campagne.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
13	Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2016-2017 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
14	Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes. d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilée par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.
15	Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).
16	Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2011-2012 à 2016-2017, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2017-2018.
17	Donnez le détail du contrôle des effectifs qui s'est produit pour l'année 2015-2016 et 2016-2017 de même que les prévisions pour l'année 2017-2018 et 2018-2019, pour respecter la cible de réduction des effectifs de 2 % qui est décrite en page A.50 du plan budgétaire de 2015-2016.
18	À la suite de l'adoption du projet de loi 15, Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères et organismes du secteur public, des réseaux et des sociétés d'État, donnez par organisation, par catégories d'emplois et selon le type de poste, pour les exercices allant de 2015-2016 à 2017-2018 les éléments suivants : a) le nombre d'effectif; b) le nombre de congédiement; c) le nombre de départ à la retraite; d) le nombre de remplacement; e) la cible d'effectif, le nombre d'effectif que l'organisme ne doit pas dépasser selon le Conseil du trésor.
19	Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.
20	Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.
21	Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.
22	Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
23	Détail des plans pour respecter les objectifs en 2016-2017 et 2017-2018 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.
24	Depuis 2009-2010 et jusqu'au présent exercice, indiquer, en lien avec l'article 46 de la loi sur l'administration publique, pour chaque ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés; les éléments suivants : - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans stratégiques. - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans d'action annuels. - Les objectifs et les indicateurs ciblés pour chacun des ministères et programmes du budget des dépenses.
25	Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2016-2017 pour chacun de ces fonds.
26	Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes : - Hausse des taxes spécifique sur le tabac - Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées - Hausse de la contribution des institutions financières - Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000\$ - Hausse des tarifs de garderies; - Hausse des tarifs d'Hydro-Québec; - Privatisation de la Société des alcools du Québec (SAQ); - Privatisation d'Hydro-Québec; - Regroupement des Centres de traitement informatique.
27	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2015-2016 et 2016-2017.
28	Total des économies non récurrentes observées en 2015-2016 et 2016-2017 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé.
29	Liste des économies non récurrentes de plus de un million de dollars pour 2015-2016 et 2016-2017 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé).
30	Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2015-2016 et 2016-2017 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).
31	Total des prévisions de crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2017-2018 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).
32	Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des société d'État.
33A	Concernant l'effectif de la fonction publique : a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2016-2017 et chacune des 5 années précédentes;
33B	Concernant l'effectif de la fonction publique : b) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2016-2017 et chacune des 5 années précédentes.
33C	Concernant l'effectif de la fonction publique : c) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2016-2017 et chacune des 5 années précédentes.
34	Nombre et liste total d'organismes gouvernementaux budgétaires et non-budgétaires pour l'année 2016-2017 et pour chacune des 5 années précédentes.
35	Pour l'année 2015-2016 et 2016-2017, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.
36	Nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenus un statut permanent en 2015-2016 et 2016-2017. Ventilation par genre.
37	Liste des entités relevant du gouvernement, qui ont fait l'objet d'une recommandation durant les six dernières années. Mentionnez la date, un résumé de la recommandation ainsi que l'état de la situation.
38	Copie de toutes les études ou analyses produites en 2015-2016 et 2016-2017 portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
39	Copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2015-2016 et 2016-2017.
40	Taux d'absentéisme pour chacun des ministères et organismes compilé par le SCT depuis 2011-2012.
41	Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.
42	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre) en 2015-2016 et 2016-2017.
43	Pour les exercices compris entre les années 2015-2016 à 2018-2019, donner les prévisions de l'évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est uniquement nécessaire pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre.)
44	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2016-2017, les montants dépensés par ministère et organisme en service de consultation en informatique.
45	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2016-2017, les montants dépensés par ministère et organisme en service de communication et de planification stratégique.
46	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2016-2017, les montants dépensés par ministère et organisme en service de génie de toutes sortes
47	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2016-2017, les montants dépensés par ministère et organisme en agence de publicité.
48	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2016-2017, une liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus coûteuses, comprenant le nom de l'agence/firme ayant décroché le contrat et le montant déboursé par le gouvernement du Québec.
49	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004 en indiquant le moment de la création et chacun de leur budget annuel depuis cette date.
50	Écart salarial par type d'emploi entre les employés de Revenu Québec et Revenu Canada.
51A	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de la santé; 1. infirmiers; 2. médecins omnipraticiens; 3. médecins spécialistes; 4. cadres.
51B	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de la sécurité publique; 1. policiers; 2. juristes; 3. procureurs; 4. cadres.
51C	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de l'éducation; 1. professeurs; 2. chargés de cours; 3. recteurs; 4. doyens; 5. cadres.
51D	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine administratif; 1. gestionnaire et cadre; 2. professionnel.
51E	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du milieu scientifique et technique; 1. ingénieur; 2. technicien; 3. gestionnaire de projet.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
51F	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de l'informatique; 1. analyste; 2. technicien.
52	Nombre d'unités autonomes de services propre à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle.
53	Pour l'année 2016-2017 et 2017-2018 nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophone, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : - Le nombre d'employés ayant obtenu en 2015-2016 et 2016-2017 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
54	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017, fournir les dépenses annuelles en informatique pour chacun des ministères et organismes budgétaires
55	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes
56	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans le budget des dépenses
57	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés.
58	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus en fonds spéciaux qui sont rattachées à ces ministères.
59	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les fonds spéciaux qui sont rattachées à ces ministères
60	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus aux organismes autres que budgétaires et qui sont rattachées à ces ministères.
61	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les organismes autres que budgétaires qui sont rattachées à ces ministères.
62	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachées à ces ministères.
63	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachées à ces ministères.
64	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus aux comptes à fin déterminée et qui sont rattachées à ces ministères.
65	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans comptes à fin déterminée et qui sont rattachées à ces ministères.
66	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachées à ces ministères.
67	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachées à ces ministères.
68	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans les «ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.
69	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.
70	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2016-2017 et coûts associées à chacune d'elles.
71	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisé par le Conseil du Trésor concernant l'utilisation du logiciel libre.
72	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisé pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
73	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisé pour et par le Conseil du trésor sur l'informatique en 2016-2017.
74	Nom de chacun des dirigeants du réseau de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.
75	Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2015-2016 et 2016-2017.
76	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2015-2016 et 2016-2017 par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
77	Liste des organismes ayant soumis en 2015-2016 et en 2016-2017 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
78	Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et du réseau de la Santé et de l'Éducation, pour les années allant de 2010-2011 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles portant sur : - Liste des projets non inscrit dans le Tableau de bord - Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet. - Coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.
79	Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2014-2015, en 2015-2016 et en 2016-2017 en spécifiant : - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées - Ventilation par année et par ministère et organismes.
80	Initiatives mises en place pour accroître la présence des jeunes dans le secteur public pour les ministères et organismes. Somme dépensée pour chacune des initiatives pour 2011-2012 à 2016-2017.
81	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus en 2011-2012 à 2016-2017 avec, pour chacun de ces concours : - Le nombre de postes offerts - Le nombre de postulants - La date - La nature réservée ou non - Le taux de réussite - La répartition par région administrative - La date de publication des résultats
82	Pour chacun des concours précédant, mentionner : - Le nombre de postulant issu de communautés culturelles - Le nombre de personnes handicapées - Le nombre d'anglophone - Le nombre d'autochtones - Le nombre de jeune de 35 ans et moins
83	Pour les années comprises entre 2014-2015 jusqu'à 2016-2017, veuillez indiquer précisément et ce par ministère, organisme et entités quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.
84	Bilan des mesures déterminées par les ministères et organismes de la stratégie de gestion des dépenses du budget de 2016-2017 et prévisions 2017-2018 : a) Réduction du coût des communications gouvernementales; b) Approvisionnement en commun dans le réseau de la santé et des services sociaux; c) Poursuite des travaux visant l'adoption des meilleures pratiques pour améliorer la pertinence des soins de santé et les services sociaux ainsi que l'efficacité des services de santé physique; d) Poursuite de la révision de la structure organisationnelle de la Sûreté du Québec; e) Optimisation des besoins pour les centres de détention; f) Rationalisation de diverses dépenses au portefeuille Transports, Mobilité durable et Électrification des transports; g) Regroupement des services gouvernementaux en région; h) Gains d'efficacité à la suite de la fusion des organismes responsables de l'encadrement du travail; i) Suspension des bonis au personnel de direction et d'encadrement des ministères et organismes gouvernementaux; j) Diminution de la contribution gouvernementale versée à la Financière agricole du Québec consécutive à la conjoncture favorable qui a cours sur les marchés des produits agricoles; k) Mise en place d'une nouvelle structure de financement pour les services de garde; l) Rapatriement de certaines activités des bureaux d'immigration du Québec à Montréal; m) Réduction du recours aux services professionnels externes.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition	
85		L'impact de l'exclusion des dépenses qui étaient auparavant imputées au Fonds de financement des établissements de santé et des services sociaux (FINESSS) aux efforts requis pour combler l'écart à résorber prévu dans le discours économique du Québec de l'automne 2016.
86 SQI 104		Concernant le Plan Québécois des Infrastructures (PQI), liste détaillée, ventilée par secteur d' activité, par région administrative et par niveau de priorités des projets, de tous les projets d'infrastructures en précisant pour chacun : a) l'état d'avancement du projet; b) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet, par phase s'il y a lieu; c) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts ; d) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ; e) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis, s'il y a lieu ; f) bilan des sommes déjà investies pour chaque année financière et prévisions pour 2017-2018 et chacune des années financières suivantes.
87 SQI 105		Indiquer le coût estimé, le coût réel et l'écart de coûts, pour tous les projets qui ont été inscrits au PQI depuis sa création et qui ont été réalisés.
88 SQI 106		Liste et valeur des projets sous-évalués inscrits au dernier PQI.
89 SQI 107		La liste de tous les projets qui ont été ajoutés au cours des trois dernières années au PQI.
90 SQI 108		Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets.
91 SQI 109		Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets
92 SQI 110		Liste des projets financés en partie par un ministère et en partie par un fonds.
93 SQI 111		Liste des projets retirés du PQI dans les 3 dernières années et état de situation pour chacun d'eux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 1 - Organismes et agences; membres CA

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2016-2017, indiquer : - la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; - la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; - leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Cette demande ne concerne pas le Secrétariat du Conseil du trésor.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Bureau du secrétaire du Conseil du trésor					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Ass. sur l'accès et la protection de l'information [A.A.P.I.]	Accès à la formation et ateliers de l'AAPI, 2017	X		1	220,00
Ass. sur l'accès et la protection de l'information [A.A.P.I.]	Journée professionnelle en accès à l'information et la protection des renseignements personnels	X		2	980,00
Barreau du Québec	Les technologies à l'heure du nouveau Code de procédure civile	X		1	30,00
Réseau d'éthique organisationnelle du Québec (RÉOQ)	Colloque - «Gérer les risques éthiques efficacement: avez-vous ce qu'il faut ?»	X		1	285,00

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Direction des affaires juridiques					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Barreau du Québec	Les développements récents en droit de la santé et sécurité au travail	X		1	562,36
Barreau du Québec	Regard avisé sur les dommages moraux et punitifs à la suite d'un contrat de travail	X		1	55,19
Université Laval	Études en droit	X		1	330,40

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Greffe					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Barreau du Québec	Comment négocier avec des personnalités difficiles	X		1	67,84
Barreau du Québec	Commission d'enquête et enquête administrative: comprendre les règles du jeu	X		1	43,12
Barreau du Québec	La communication efficace: éviter les perceptions erronées	X		1	161,55
Barreau du Québec	Regard sur le rôle de l'avocat dans l'administration publique	X		1	55,19
Université Laval	Droit des affaires et gouvernance	X		1	342,20
Université Laval	Études en administration d'affaires	X		1	641,75
Université Laval	Introduction à l'administration publique	X		1	331,06

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Direction générale de l'administration					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Accent formation	«Le français au bureau»	X		17	1 950,00
AFI expertise inc.	Microsoft Word - intermédiaire	X		1	250,00
AFI expertise inc.	Nouvelles fonctionnalités pour les administrateurs - Oracle Database 12c	X		1	3 612,50
Association de la Sécurité de l'Information du Québec	Semaine de la sécurité de l'information	X		1	175,00
Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Ste-Foy (CEGEP)	Formation en réseau informatique - module 1	X		1	733,00
Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Ste-Foy (CEGEP)	Formation en réseau informatique - module 2	X		1	732,60
Commission scolaire de la Capitale (CS de la Capitale)	Programme d'information et de préparation à la retraite	X		24 - (2 au 4e trimestre)	6 000,00
École nationale d'administration publique (ENAP)	Formation à la gestion	X		1	280,00
École nationale d'administration publique (ENAP)	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique	X		3 - (1 au 4e trimestre)	14 650,00
École nationale d'administration publique (ENAP)	Tableau de bord de gestion: volet information de gestion	X		1	775,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Santé psychologique au travail: des stratégies gagnantes à la portée des gestionnaires	X		2	650,00
Réseau action TI	11e édition du Salon BI et analytique	X		1	200,00
Réseau action TI	Colloque - Journée de l'informatique du Québec, 2016	X		1	375,00
Solutions TRIMA inc.	Approche par compétence TRIMA - développement professionnel	X		6 - (4 au 4e trimestre)	1 235,00

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Direction générale de l'administration					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Technologia Formation	Développer son potentiel et ses relations professionnelles	X		1	795,00
Université Laval	Études en technologies de l'information	X		1	635,30
Université Laval	L'exercice du rôle conseil	X		7	2 520,00
Université Laval	MBA - Modélisation et décisions organisationnelle	X		1	573,80

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat à la révision permanente des programmes et à l'application de la Loi sur l'administration publique					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Académie de trans-formation du Québec, L'	Analyse, logique et raisonnement déductif	X		1	595,00
Association des économistes québécois	Accès à des conférences, ateliers, formation et tables ronde, 2016-2017	X		1	110,00
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Congrès annuel de l'Association des économistes québécois «La création et la distribution de richesse»	X		1	450,00
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Forfait institutionnel - accès à la formation et ateliers, 2016-2017	X		n/d1	350,00
Association francophone pour la savoir (ACFAS)	Les territoires du vieillissement: dialogues interdisciplinaires et regards transatlantiques	X		1	300,51
École nationale d'administration publique (ENAP)	Performance publique: joindre les forces	X		2	86,98
Écotech Québec	Sommet sur la Colline	X		1	375,00
Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme	Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme, 2016-2017	X		1	117,00
Institut d'administration publique de Québec	Conférence IAPQ - «Réformes récentes dans les pays de l'OCDE visant la maîtrise des dépenses et l'efficacité de l'action publique»	X		4	340,00
Institut d'administration publique de Québec	Mini-colloque IAPQ - «Approches et défis associés à la mesure de la performance dans les administrations publiques»	X		1	105,00
Société québécoise d'évaluation de programme	Accès à des conférences, ateliers et tables ronde	X		3	435,00
Société québécoise d'évaluation de programme	Colloque 2016 - «Les révolutions de l'évaluation: regards vers le futur de la discipline»	X		1	130,00
Université Laval	Management des organisations publiques et introduction à la gestion des ressources humaines	X		1	711,12

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.					
SECTEUR : Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
AFI expertise	Microsoft Excel - intermédiaire	X		1	217,50
Ass. des cons. en gestion des ress. humaines [ACGRH]	Grand évènement RH	X		2	600,00
Caron, Maxime	Création de syntaxe SAS et interprétation de tests statistiques de comparaison intergroupe	X		1	315,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Construire des ponts, l'art de négocier et persuader	X		1	295,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Formation en gestion et ressources humaines	X		1	385,00
Groupe MP Plus	Leadership d'influence	X		1	389,99
Institut d'administration publique de Québec	Accès à des conférences, ateliers et tables ronde	X		5	1 000,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Congrès - International Francophone des ressources humaines	X		2	2 750,00
Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec [OCOQ]	Formation en ressources humaines	X		8	30,00
Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec [OCOQ]	L'outil d'évaluation des candidats	X		1	20,00
Société québécoise de psychologie du travail et des organisations	18e colloque du SQPTO - «Innover: de l'idée à l'action»	X		1	635,00
TÉLUQ Télé-Université	Politiques et pratiques de la main-d'oeuvre vieillissante	X		1	328,08
Université Laval	Développer sa réflexion stratégique et diagnostic et conduite du changement organisationnel	X		1	644,00

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Université Laval	Recruter, intégrer et retenir des candidats	X		1	39,14

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.					
SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Institut de la gestion financière de Québec	Passeport de formation IGF - Accès à la formation et ateliers	X		6	1 950,00
Société québécoise d'évaluation de programme	Accès à des conférences, ateliers et tables ronde	X		1	45,00
Société québécoise d'évaluation de programme	Colloque 2016 - «Les révolutions de l'évaluation: regards vers le futur de la discipline»	X		2	300,00
Société québécoise d'évaluation de programme	Forfait institutionnel - SPEP 2016-2017	X		n/d1	45,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	3 forfaits Passeport 2016-2017, Multi-CPA	X		n/d1	4 497,00

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat à la coordination intersectorielle des négociations et à la rémunération globale					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
AFI expertise inc.	Excel 2013 - avancé	X		1	430,00
AFI expertise inc.	Excel 2013 - intermédiaire	X		1	250,00
Cercle finance du Québec, Le	Manuvie se réinvente au Québec, au Canada et dans le monde	X		1	70,00
Formation Qualitemps inc.	Lecture efficace	X		1	293,20
Groupe CFC	Formation en gestion	X		1	841,50
Institut Canadien des actuaires	Colloque sur les régimes de retraite	X		1	650,00
Institut de la gestion financière de Québec	Passeports de formation IGF - Accès à la formation et ateliers, 2016-2017	X		3	975,00
LPU Consultants	L'art de négocier	X		1	899,00
Technologia Formation	Développer ses qualités de leader	X		1	795,00
TÉLUQ Télé-Université	Initiation à la comptabilité financière	X		1	318,08
Université Laval	Développement des personnes et des organisateurs	X		1	303,65
Université Laval	Études en gestion de projet	X		1	635,30
Université Laval	Études en linguistique	X		1	628,30
Versalys Formation	Excel 2013 - intermédiaire	X		1	220,00

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat à la coordination intersectorielle des négociations et à la rémunération globale					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Solutions TRIMA inc.	Approche par compétence TRIMA	X		1	125,00

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.					
SECTEUR : Sous-secrétariat à la négociation intersectorielle et aux relations de travail fonction publique					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Barreau du Québec	Les développements récents en droit de travail	X		1	282,00
Camiq inc.	Herman - Profil de préférences cérébrales	X		1	95,00
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Le Grand rendez-vous en santé et sécurité du travail 2016	X		1	400,00
Ordre des conseillers en ressources humaines (CRHA)	Colloque - «Gestion d'équipe 2016»	X		1	247,00
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Négociation et gestion de conflit	X		1	465,13
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Stratégie d'entreprise et concurrence, contexte économique et sociopolitique	X		1	783,11
Université Laval	Les meilleurs pratiques sur la civilité en milieu de travail	X		1	465,00
Versalys Formation	Excel 2013	X		1	99,00

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Alliance des cadres de l'État	Formation à la gestion	X		1	100,00
Barreau de Québec	Colloque en droit municipal	X		2	140,00
Barreau du Québec	La communication efficace: éviter les perceptions erronées	X		2 - (1 au 4e trimestre)	281,00
Barreau du Québec	Les différentes formes de l'architecture de l'Infonuagique	X		2 - (1 au 4e trimestre)	96,00
Barreau du Québec	Les grands rendez-vous de la formation 2017	X		1	260,93
Barreau du Québec	Nouveaux développements dans secteur des contrats publics	X		1	79,50
Barreau du Québec	Outils pour devenir un bon stratège	X		2 - (1 au 4e trimestre)	236,00
Barreau du Québec	Regard changeant: Le juridique à l'ère de l'univers numérique et des médias sociaux	X		1	48,00
Barreau du Québec	Regard sur le rôle de l'avocat dans l'administration publique	X		1	48,00
Conseil canadien des marchés publics	Accès à la formation et ateliers du CCMP	X		n/d1	1 000,00
École nationale d'administration publique (ENAP)	Formation à la gestion	X		1	280,00
Groupe MP Plus	Gestion de l'information	X		1	339,99
Informa Canada inc.	BIM: initiation à l'implantation du Building Information Modeling dans vos projets	X		1	635,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Colloque des CPA du secteur public et parapublic	X		1	525,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Cours de droit pour non-juristes - Principes de base	X		1	170,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Forfait Passeport 2016-2017, Multi-CPA	X		5	1 499,00

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.					
SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
TÉLUQ Télé-Université	Études en administration des affaires	X		1	318,08
TÉLUQ Télé-Université	Les enjeux éthiques, légaux et sociétaux des TI	X		1	322,74
TÉLUQ Télé-Université	Statistiques appliquées à la gestion	X		1	442,25
Université Laval	Atelier 3: design d'édition	X		1	639,00
Université Laval	Études en droit	X		1	340,75
Université Laval	Outils mathématiques	X		1	399,08
Université Laval	Résolution créative de problèmes	X		1	980,00
Ville de Montréal	Symposium - Un inspecteur général, une valeur ajoutée	X		1	650,00

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Alliance des cadres de l'État	Formation à la gestion	X		2	200,00
Association de la sécurité de l'information du Québec [ASIQ]	Accès à des conférences, ateliers et tables ronde	X		3	465,00
Association de la sécurité de l'information du Québec [ASIQ]	Semaine de la sécurité de l'information	X		6	1 200,00
Association de sécurité informatique Montréal Métropolitain, L'	Accès à des conférences, ateliers, formation et tables ronde, 2016-2017	X		2	250,00
CanUX	Congrès - «CanUX - expérience utilisateur»	X		1	397,16
École nationale d'administration publique (ENAP)	Formation à la gestion	X		9	2 370,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Maîtriser la reddition de comptes, un pas vers l'excellence	X		2	400,00
Groupe CFC	Sens politique et pouvoir d'influence	X		1	956,25
Institut d'administration publique de Québec	Mini-colloque IAPQ - «Approches et défis associés à la mesure de la performance dans les administrations publiques»	X		3	315,00
ISACA Montréal	Colloque annuelle - Gouvernance et sécurité des technologies de l'information	X		1	944,00
ISACA Montréal	Journée sur l'infonuagique	X		1	150,00
Manuri Formation inc.	Développement des compétences pour les adjointes administratives	X		2	990,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Forfait Passeport 2016-2017, Multi-CPA	X		2	1 499,00
Réseau action TI	Accès à la formation, ateliers, conférences	X		n/d1	4 187,50

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Réseau action TI	Colloque - Journée de l'informatique du Québec, 2016	X		14 - (5 au 4e trimestre)	3 170,00
Réseau action TI	Les enjeux du CSPQ en matière de technologie de l'information	X		2	160,00
Réseau d'éthique organisationnelle du Québec (RÉOQ)	Gérer les risques éthiques efficacement, avez-vous ce qu'il faut?	X		1	345,00
TÉLUQ Télé-Université	Études en communication	X		1	317,25
Université de Sherbrooke	Statistiques décisionnelles avancées	X		1	360,00
Université Laval	Communication, information et vie politique	X		1	323,90
Université Laval	Gouvernance en TI	X		1	895,00
Versalys Formation	Excel 2013	X		1	220,00

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux infrastructures publiques					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Académie de trans-formation du Québec, L'	Analyse de problématique	X		1	675,00
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Forfait institutionnel - accès à la formation et ateliers, 2016-2017	X		n/d1	700,00
Centre d'Expertise et de Recherche en Infrastructures Urbaines	Congrès - Infrastructures 2016	X		1	420,00
École nationale d'administration publique (ENAP)	Développement personnel du gestionnaire	X		1	433,99
École nationale d'administration publique (ENAP)	Formation à la gestion	X		1	385,00
GP-Québec	Maîtriser la reddition de comptes, un pas vers l'excellence	X		2	400,00
Informa Canada inc.	L'analyse des besoins: pour en finir une fois pour toutes avec les changements en cours de projet	X		1	350,00
Institut de la gestion financière de Québec	Forfait - Conférences et formation de l'IGFQ, 2017-2018	X		4	1 300,00
Manuri Formation inc.	La gestion du temps et des priorités	X		1	355,50
Ordre des architectes du Québec	Congrès annuel des architectes - conférences	X		2	500,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Forfait Passeport 2016-2017, Multi-usagers	X		5	2 149,00
Ordre des ingénieurs du Québec	Colloque 2016 - «Parce qu'ensemble on va plus loin»	X		2	558,00
PMI-Montréal inc.	Analyse de la valeur d'un projet et d'aménagement urbain performant	X		1	20,00
St-Pierre, Patricia (Entrevues Conseils)	Coaching en développement des compétences	X		3	1 125,00

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

Les formations en jaune seront publiées en totalité ou en partie lors du 4e trimestre du Règlement sur la Diffusion. Les autres formations ont été déjà publiées aux 3 autres trimestres 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

[illegible]

n/d 1 Le nombre de participants est variable selon le calendrier des formations. Le montant correspond à l'acquisition d'un forfait de groupe pour une année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 3 - Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI

Sommes dépensées en 2016-2017 (et prévisions pour 2017-2018) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

	Dépenses 2016-2017
Logiciels	454 505,84 \$
Matériels	146 023,62 \$
Services professionnels	6 095 165,12 \$
- Rémunération interne*	4 806 723,41 \$
- Contrats externes	764 579,83 \$
- CSPQ	523 861,88 \$
Projets (Amortissement)	1 680 390,59 \$
TOTAL	8 376 085,17 \$

Note : Les dépenses 16-17 sont présentées en date du 28 février 2017.

* La rémunération interne inclut la DPRI et les efforts des autres secteurs de l'organisation en matière de continuité (pilotage) et d'encadrement en TI.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 4 – Comité interministériels

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le secrétariat en 2016-2017, en indiquant pour chacun : - son mandat ; - la liste des membres ; - le budget dépensé ; - le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; - les résultats atteints.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 5 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 5 - Occasionnel devenu permanent

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au secrétariat et dans chaque organisme qui en relève en 2016-2017 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.		
Ministère - 160 Secrétariat du Conseil du trésor		2016-2017 (du 1 ^{er} avril au 31 décembre)
Occasionnels	Nombre	33
	Pourcentage (Nb. occ / Nb. occ.+ Nb. rég.)	5,4%
Occasionnels nommés réguliers	Nombre	5
	Pourcentage (Nb. occ. nom.rég. / Nb. occ.)	15,2%

Employés assujettis à la LFP.
Le nombre d'occasionnels est compilé entre le 1^{er} avril et le 31 mars de chaque année
Les données présentées prennent en considération les employés occasionnels qui sont devenus temporaires le 1^{er} avril ou au cours de l'année budgétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 6 - Optimisation des ressources et compressions de dépenses

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2016-2017. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du secrétariat et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Le document Stratégie de gestion des dépenses du Budget de dépenses 2016-2017 présente les efforts à réaliser ainsi que les principales mesures déterminées par les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 7 - Sondages

Liste et copie de tous les sondages effectués par le secrétariat et par chaque organisme qui en relèvent en 2016-2017, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

SECTEUR : Direction générale de l'administration

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Alia conseil inc.	Sondage en ressources humaines, établir des constats et formuler des recommandations	33 495,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 7 - Sondages

Liste et copie de tous les sondages effectués par le secrétariat et par chaque organisme qui en relèvent en 2016-2017, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.		
SECTEUR : Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Léger Marketing inc.	Administration d'un sondage sur l'indice d'attrait de la fonction publique comme employeur	23 900,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 8 - Avis juridiques

Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2016-2017 par le secrétariat ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Pour les avis juridiques externes, nous vous demandons de référer à l'Étude des crédits du ministère de la Justice qui autorise les contrats de services juridiques confiés au secteur privé.

Les avis juridiques demandés par le Secrétariat ou le cabinet du ministre sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés, lequel prévoit ce qui suit :

« 9. Chacun a droit au respect du secret professionnel.

Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.

Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel. » (nos soulignements)

Le droit au secret professionnel appartient au gouvernement et lui seul peut y renoncer.

La Loi sur le ministère de la Justice prévoit à son article 3 que « Le ministre de la Justice est le jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec. ». C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Le ministère ou ministre qui a demandé un avis juridique ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Le ministre de la Justice doit être consulté à ce sujet. Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

Pour ces raisons, nous ne pouvons donner suite à votre demande de vous communiquer la liste et copie de tous les avis juridiques demandés en 2016-2017 par le SCT ou le cabinet dans le cadre de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 9 – Contrats traduction

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le secrétariat et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 7.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 – Baux SQI

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le secrétariat et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés, en 2016-2017.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 17.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 11 - Concours et tirages

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.

Aucun concours ou tirage durant la période visée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 12 - Campagnes de publicité et de sensibilisation

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018 : • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne.

Aucune campagne de publicité n'a eu cours pendant l'année 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 13 - Subventions du Ministère

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2016-2017 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Aucune.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 14 - Employés affectés aux affaires publiques

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes. d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilée par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.	
a)	Deux employés de la Direction des communications sont affectés aux affaires publiques : Émilie Lord et Joseph Simoneau.
b)	Les dépenses liées aux affaires publiques sont présentées dans la demande de renseignements généraux numéro 4.
d)	Les sommes investies en veille médiatique sont incluses dans la demande de renseignements généraux numéro 7 (Contrats).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 15 - Coûts préparation Étude des crédits

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Les coûts reliés à la préparation de l'exercice des crédits budgétaires n'ont pas fait l'objet d'une comptabilisation spécifique. L'ensemble des unités et des sous-secrétariats du Secrétariat du Conseil du trésor contribuent à des degrés variables à la préparation de cet exercice de reddition de comptes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 16 - Créances et/ou amendes à recouvrer

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2011-2012 à 2016-2017, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2017-2018.

Le secrétariat du Conseil du trésor n'a pas de créance et/ou d'amende à recouvrer.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 17 – Détail du contrôle des effectifs de 2%

Donnez le détail du contrôle des effectifs qui s'est produit pour l'année 2015-2016 et 2016-2017 de même que les prévisions pour l'année 2017-2018 et 2018-2019, pour respecter la cible de réduction des effectifs de 2 % qui est décrite en page A.50 du plan budgétaire de 2015-2016.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 62.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 18 - Loi 15 - Nombre d'effectifs

À la suite de l'adoption du projet de loi 15, Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères et organismes du secteur public, des réseaux et des sociétés d'État, donnez par organisation, par catégories d'emplois et selon le type de poste, pour les exercices allant de 2015-2016 à 2017-2018 les éléments suivants : a) le nombre d'effectif; b) le nombre de congédiement; c) le nombre de départ à la retraite; d) le nombre de remplacement; e) la cible d'effectif, le nombre d'effectif que l'organisme ne doit pas dépasser selon le Conseil du trésor.
Pour 2016-2017, le gouvernement avait annoncé le maintien du gel global des effectifs des organismes publics hors fonction publique par rapport aux effectifs utilisés en 2014-2015. Pour 2017-2018, le gouvernement entend poursuivre l'application des mesures de contrôle pendant la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018. Le Conseil du trésor établira dans les prochaines semaines le niveau 2017-2018 des effectifs dont dispose chaque ministre pour l'ensemble des organismes publics dont il est responsable. Il revient à chaque ministre de le répartir ensuite entre les organismes publics relevant de sa responsabilité. Les plus récentes données sur le dénombrement des effectifs des organismes publics sont présentées à la page 40 du volume Renseignements supplémentaires du Budget de dépenses 2017-2018. Concernant les effectifs autorisés par le Conseil du trésor, cette information ne peut être communiquée en vertu des articles 30 et 33 (5^o) de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 19 - Évolution d'employé par ministère Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.		
MINISTÈRE ou ORGANISME	STATUT	FÉVRIER 2017
010-Culture et des Communications	Régulier	317
	Occasionnel	16
	Étudiant	22
Total 010-Culture et des Communications		355
030-Relations internationales et de la Francophonie	Régulier	259
	Occasionnel	23
	Étudiant	8
Total 030-Relations internationales et de la Francophonie		290
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Régulier	431
	Occasionnel	49
	Étudiant	21
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		501
052-Forêts, Faune et Parcs	Régulier	1 664
	Occasionnel	217
	Étudiant	26
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		1 907
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Régulier	681
	Occasionnel	602
	Étudiant	77
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		1 360
060-Santé et Services sociaux	Régulier	732
	Occasionnel	20
	Étudiant	30
Total 060-Santé et Services sociaux		782
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Régulier	1 492
	Occasionnel	186
	Étudiant	196
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		1 874
065-Famille	Régulier	421
	Occasionnel	25
	Étudiant	26
Total 065-Famille		472
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Régulier	1 340
	Occasionnel	209
	Étudiant	41
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		1 590
095-Sécurité publique	Régulier	4 806
	Occasionnel	532
	Étudiant	80
Total 095-Sécurité publique		5 418
140-Conseil exécutif	Régulier	931
	Occasionnel	181
	Étudiant	44
Total 140-Conseil exécutif		1 156
160-Conseil du trésor	Régulier	528
	Occasionnel	26
	Étudiant	13
Total 160-Conseil du trésor		567
188-Tribunal administratif des marchés financiers	Régulier	15
	Occasionnel	
	Étudiant	
Total 188-Tribunal administratif des marchés financiers		15
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Régulier	3
	Occasionnel	1
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		4
210-Finances	Régulier	517
	Occasionnel	33
	Étudiant	36
Total 210-Finances		586
238-Conseil supérieur de l'éducation	Régulier	22
	Occasionnel	
	Étudiant	
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		22
240-Retraite Québec	Régulier	1 762
	Occasionnel	320
	Étudiant	56
Total 240-Retraite Québec		2 138
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Régulier	75
	Occasionnel	14
	Étudiant	
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		89

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 19 - Évolution d'employé par ministère Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.		
MINISTÈRE ou ORGANISME	STATUT	FÉVRIER 2017
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Régulier	7
	Occasionnel	
	Étudiant	
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		7
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Régulier	345
	Occasionnel	45
	Étudiant	44
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		434
247-Commissaire au lobbyingisme du Québec	Régulier	26
	Occasionnel	3
	Étudiant	
Total 247-Commissaire au lobbyingisme du Québec		29
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Régulier	46
	Occasionnel	2
	Étudiant	
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		48
267-Commissaire à la déontologie policière	Régulier	29
	Occasionnel	3
	Étudiant	2
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		34
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Régulier	21
	Occasionnel	1
	Étudiant	
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		22
280-Économie, Science et Innovation	Régulier	696
	Occasionnel	42
	Étudiant	28
Total 280-Économie, Science et Innovation		766
289-Conseil de la magistrature	Régulier	5
	Occasionnel	
Total 289-Conseil de la magistrature		5
293-Coroner	Régulier	32
	Occasionnel	14
	Étudiant	2
Total 293-Coroner		48
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Régulier	2 685
	Occasionnel	698
	Étudiant	74
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		3 457
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Régulier	4
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		4
323-Institut de la statistique du Québec	Régulier	232
	Occasionnel	120
	Étudiant	
Total 323-Institut de la statistique du Québec		352
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Régulier	78
	Occasionnel	11
	Étudiant	10
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		99
344-Office de la protection du consommateur	Régulier	107
	Occasionnel	14
	Étudiant	1
Total 344-Office de la protection du consommateur		122
347-Centre de services partagés du Québec	Régulier	1 682
	Occasionnel	193
	Étudiant	61
Total 347-Centre de services partagés du Québec		1 936
350-Éducation et Enseignement Supérieur	Régulier	984
	Occasionnel	309
	Étudiant	61
Total 350-Éducation et Enseignement Supérieur		1 354
352-Régie du cinéma	Régulier	24
	Occasionnel	2
	Étudiant	2
Total 352-Régie du cinéma		28
360-Office des professions du Québec	Régulier	66
	Occasionnel	2
	Étudiant	2
Total 360-Office des professions du Québec		70
367-Régie du bâtiment du Québec	Régulier	437
	Occasionnel	42

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 19 - Évolution d'employé par ministère Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.		
MINISTÈRE ou ORGANISME	STATUT	FÉVRIER 2017
	Étudiant	29
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		508
368-Commission municipale du Québec	Régulier	19
	Occasionnel	1
	Étudiant	
Total 368-Commission municipale du Québec		20
370-Assemblée nationale	Régulier	461
Total 370-Assemblée nationale		461
371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie	Régulier	5
	Occasionnel	1
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie		6
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Régulier	8
	Occasionnel	
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie		8
374-Vérificateur général	Régulier	277
	Occasionnel	
	Étudiant	6
Total 374-Vérificateur général		283
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Régulier	1 560
	Occasionnel	153
	Étudiant	41
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		1 754
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Régulier	145
	Occasionnel	52
	Étudiant	19
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		216
390-Sûreté du Québec	Régulier	775
	Occasionnel	144
	Étudiant	3
Total 390-Sûreté du Québec		922
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Régulier	35
	Occasionnel	4
	Étudiant	2
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		41
400-Justice	Régulier	1 733
	Occasionnel	1 537
	Étudiant	51
Total 400-Justice		3 321
402-Comité de déontologie policière	Régulier	13
	Occasionnel	
Total 402-Comité de déontologie policière		13
408-Commission d'accès à l'information	Régulier	51
	Occasionnel	7
	Étudiant	
Total 408-Commission d'accès à l'information		58
413-Bureau des enquêtes indépendantes	Régulier	28
Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes		28
415-Tribunal Administratif du Travail	Régulier	475
	Occasionnel	9
	Étudiant	14
Total 415-Tribunal Administratif du Travail		498
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Régulier	34
	Occasionnel	5
	Étudiant	11
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		50
430-Commission de la fonction publique	Régulier	32
	Occasionnel	3
	Étudiant	2
Total 430-Commission de la fonction publique		37
450-Tribunal administratif du Québec	Régulier	229
	Occasionnel	18
	Étudiant	23
Total 450-Tribunal administratif du Québec		270
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Régulier	10
	Occasionnel	
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		10
510-Régie du logement	Régulier	151
	Occasionnel	49
	Étudiant	19
Total 510-Régie du logement		219

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 19 - Évolution d'employé par ministère Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.		
MINISTÈRE ou ORGANISME	STATUT	FÉVRIER 2017
520-La Financière agricole du Québec	Régulier	513
	Occasionnel	53
	Étudiant	6
Total 520-La Financière agricole du Québec		572
538-Office des personnes handicapées du Québec	Régulier	97
	Occasionnel	24
	Étudiant	2
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		123
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Régulier	112
	Occasionnel	166
	Étudiant	3
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		281
560-Curateur public	Régulier	567
	Occasionnel	137
	Étudiant	50
Total 560-Curateur public		754
600-Énergie et des Ressources naturelles	Régulier	656
	Occasionnel	27
	Étudiant	21
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		704
630-Directeur général des élections	Régulier	226
	Occasionnel	52
	Étudiant	7
Total 630-Directeur général des élections		285
660-Conseil du statut de la femme	Régulier	25
	Occasionnel	2
	Étudiant	1
Total 660-Conseil du statut de la femme		28
690-Conseil supérieur de la langue française	Régulier	6
	Occasionnel	1
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		7
700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	Régulier	4 704
	Occasionnel	1 309
	Étudiant	247
Total 700-Travail, Emploi et Solidarité sociale		6 260
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Régulier	3 878
	Occasionnel	812
	Étudiant	179
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		4 869
710-Office québécois de la langue française	Régulier	213
	Occasionnel	17
	Étudiant	3
Total 710-Office québécois de la langue française		233
730-Société d'habitation du Québec	Régulier	329
	Occasionnel	17
	Étudiant	17
Total 730-Société d'habitation du Québec		363
771-Fonds Accès Justice	Régulier	4
Total 771-Fonds Accès Justice		4
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Régulier	242
	Occasionnel	5
	Étudiant	10
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		257
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	Régulier	417
	Occasionnel	146
	Étudiant	21
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		584
781-Fonds Aérien	Régulier	158
	Occasionnel	49
	Étudiant	12
Total 781-Fonds Aérien		219
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Régulier	3 809
	Occasionnel	1 003
	Étudiant	263
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		5 075
812-Fonds des services de police	Régulier	907
	Occasionnel	280
	Étudiant	4
Total 812-Fonds des services de police		1 191
814-Fonds de partenariat touristique	Régulier	190

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 19 - Évolution d'employé par ministère		
Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.		
MINISTÈRE ou ORGANISME	STATUT	FÉVRIER 2017
	Occasionnel	12
	Étudiant	23
Total 814-Fonds de partenariat touristique		225
817-Fonds d'information sur le territoire	Régulier	419
	Occasionnel	49
	Étudiant	30
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		498
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Régulier	229
	Occasionnel	165
	Étudiant	7
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		401
826-Fonds des ressources naturelles	Régulier	190
	Occasionnel	41
	Étudiant	8
Total 826-Fonds des ressources naturelles		239
830-Commission des transports du Québec	Régulier	97
	Occasionnel	7
	Étudiant	
Total 830-Commission des transports du Québec		104
839-Fonds de la sécurité routière	Régulier	10
	Étudiant	1
Total 839-Fonds de la sécurité routière		11
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Régulier	1 146
	Occasionnel	53
	Étudiant	78
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		1 277
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	Régulier	5
	Occasionnel	
	Étudiant	
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		5
874-Fonds du financement	Régulier	11
	Occasionnel	
Total 874-Fonds du financement		11
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Régulier	114
	Occasionnel	11
	Étudiant	
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		125
Grand total	Régulier	48 817
	Occasionnel	10 376
	Étudiant	2 176
		61 369

Personnel régulier, occasionnel et étudiant assujetti à la LFP.
 Données présentées selon la structure budgétaire 2016-2017.
 Données compilées à la paie 24 pour l'année budgétaire 2016-2017.

ETUDE DES CREDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION		
NUMÉRO 20 - Nombre de départs		
Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.		
MINISTÈRE	MOTIF	2016-2017*
010-Culture et des Communications	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	18 3
Total 010-Culture et des Communications		21
030-Relations internationales et de la Francophonie	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	10 1
Total 030-Relations internationales et de la Francophonie		11
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	28 6 1
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		35
052-Forêts, Faune et Parcs	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	101 12 10
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		123
055-Immigration, Diversité et Inclusion	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	51 6 3
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		60
060-Santé et Services sociaux	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	26 13 4
Total 060-Santé et Services sociaux		43
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	54 8 5
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		67
065-Famille	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	19 2
Total 065-Famille		21
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	93 13 5
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		111
095-Sécurité publique	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	102 39 30
Total 095-Sécurité publique		171
140-Conseil exécutif	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	39 5 3
Total 140-Conseil exécutif		47
160-Conseil du trésor	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	25 4 3
Total 160-Conseil du trésor		32
188-Tribunal administratif des marchés financiers	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	1
Total 188-Tribunal administratif des marchés financiers		1
210-Finances	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	19 9
Total 210-Finances		28
238-Conseil supérieur de l'éducation	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	1
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		1
240-Retraite Québec	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	67 8 5
Total 240-Retraite Québec		80
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	2 1
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		3
245-Commissaire à la santé et au bien-être	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	1 1
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		2
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	10 4 3
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		17
247-Commissaire au lobbying du Québec	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	2
Total 247-Commissaire au lobbying du Québec		2
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	5 1
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		6

ETUDE DES CREDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 20 - Nombre de départs		
Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.		
MINISTÈRE	MOTIF	2016-2017*
267-Commissaire à la déontologie policière	1-Retraite	3
	2-Démission	
	3-Autres départs	1
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		4
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1-Retraite	3
	2-Démission	1
	3-Autres départs	
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		4
280-Économie, Science et Innovation	1-Retraite	26
	2-Démission	2
	3-Autres départs	4
Total 280-Économie, Science et Innovation		32
289-Conseil de la magistrature	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 289-Conseil de la magistrature		
293-Coroner	1-Retraite	1
	2-Démission	1
	3-Autres départs	
Total 293-Coroner		2
320-Société de l'assurance automobile du Québec	1-Retraite	142
	2-Démission	23
	3-Autres départs	10
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		175
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		
323-Institut de la statistique du Québec	1-Retraite	6
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 323-Institut de la statistique du Québec		6
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	1-Retraite	5
	2-Démission	2
	3-Autres départs	1
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		8
344-Office de la protection du consommateur	1-Retraite	6
	2-Démission	2
	3-Autres départs	
Total 344-Office de la protection du consommateur		8
347-Centre de services partagés du Québec	1-Retraite	91
	2-Démission	13
	3-Autres départs	9
Total 347-Centre de services partagés du Québec		113
350-Éducation et Enseignement Supérieur	1-Retraite	69
	2-Démission	9
	3-Autres départs	6
Total 350-Éducation et Enseignement Supérieur		84
352-Régie du cinéma	1-Retraite	1
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 352-Régie du cinéma		1
360-Office des professions du Québec	1-Retraite	1
	2-Démission	1
	3-Autres départs	
Total 360-Office des professions du Québec		2
367-Régie du bâtiment du Québec	1-Retraite	15
	2-Démission	5
	3-Autres départs	4
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		24
368-Commission municipale du Québec	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 368-Commission municipale du Québec		
370-Assemblée nationale	1-Retraite	25
	2-Démission	6
	3-Autres départs	4
Total 370-Assemblée nationale		35
371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie		
374-Vérificateur général	1-Retraite	7
	2-Démission	6
	3-Autres départs	1
Total 374-Vérificateur général		14
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements	1-Retraite	72
	2-Démission	14
	3-Autres départs	4
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		90
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	1-Retraite	4
	2-Démission	
	3-Autres départs	

ETUDE DES CREDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 20 - Nombre de départs		
Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.		
MINISTÈRE	MOTIF	2016-2017*
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		4
390-Sûreté du Québec	1-Retraite	29
	2-Démission	11
	3-Autres départs	3
Total 390-Sûreté du Québec		43
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1-Retraite	1
	2-Démission	
	3-Autres départs	1
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		2
400-Justice	1-Retraite	110
	2-Démission	11
	3-Autres départs	8
Total 400-Justice		129
402-Comité de déontologie policière	1-Retraite	1
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 402-Comité de déontologie policière		1
408-Commission d'accès à l'information	1-Retraite	3
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 408-Commission d'accès à l'information		3
413-Bureau des enquêtes indépendantes	1-Retraite	
	2-Démission	2
	3-Autres départs	
Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes		2
415-Tribunal Administratif du Travail	1-Retraite	31
	2-Démission	
	3-Autres départs	6
Total 415-Tribunal Administratif du Travail		37
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	1-Retraite	1
	2-Démission	
	3-Autres départs	1
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		2
430-Commission de la fonction publique	1-Retraite	
	2-Démission	1
	3-Autres départs	
Total 430-Commission de la fonction publique		1
450-Tribunal administratif du Québec	1-Retraite	14
	2-Démission	1
	3-Autres départs	1
Total 450-Tribunal administratif du Québec		16
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		
510-Régie du logement	1-Retraite	13
	2-Démission	1
	3-Autres départs	
Total 510-Régie du logement		14
520-La Financière agricole du Québec	1-Retraite	33
	2-Démission	1
	3-Autres départs	
Total 520-La Financière agricole du Québec		34
538-Office des personnes handicapées du Québec	1-Retraite	7
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		7
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1-Retraite	15
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		15
560-Curateur public	1-Retraite	26
	2-Démission	2
	3-Autres départs	3
Total 560-Curateur public		31
600-Énergie et des Ressources naturelles	1-Retraite	31
	2-Démission	3
	3-Autres départs	1
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		35
630-Directeur général des élections	1-Retraite	6
	2-Démission	6
	3-Autres départs	2
Total 630-Directeur général des élections		14
660-Conseil du statut de la femme	1-Retraite	
	2-Démission	1
	3-Autres départs	1
Total 660-Conseil du statut de la femme		2
690-Conseil supérieur de la langue française	1-Retraite	1
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		1
700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	1-Retraite	321
	2-Démission	19

ETUDE DES CREDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 20 - Nombre de départs		
Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.		
MINISTÈRE	MOTIF	2016-2017*
	3-Autres départs	18
Total 700-Travail, Emploi et Solidarité sociale		358
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		
710-Office québécois de la langue française	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	18
Total 710-Office québécois de la langue française		21
730-Société d'habitation du Québec	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	25 6 2
Total 730-Société d'habitation du Québec		33
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	5 10
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		15
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	30 3 1
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		34
781-Fonds Aérien	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	3 3
Total 781-Fonds Aérien		6
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	191 56 15
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		262
812-Fonds des services de police	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	46 7 4
Total 812-Fonds des services de police		57
814-Fonds de partenariat touristique	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	12 2 1
Total 814-Fonds de partenariat touristique		15
817-Fonds d'information sur le territoire	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	21
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		21
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	6 2 3
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		11
826-Fonds des ressources naturelles	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	6 1
Total 826-Fonds des ressources naturelles		7
830-Commission des transports du Québec	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	5 1
Total 830-Commission des transports du Québec		6
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	45 14
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		59
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	1-Retraite 2-Démission 3-Autres départs	3
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		3
Total	Retraite Démission Autres départs	2 209 382 194
Total général		2 785

Employés assujettis à la LFP.
Effectif régulier.
Données présentées selon la structure de l'exercice financier 2016-2017.
* Les données couvrent la période du 1^{er} avril 2016 au 02 mars 2017 inclusivement et elles ne comprennent pas les départs de la CNESST (Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 21 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2016-2017	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
010-Culture et des Communications	Haute-direction,Cadres	2 627,4	34
	Professionnels	11 439,1	246
	PBTA/Ouvrier	2 685,9	93
	Autres	394,5	62
Total 010-Culture et des Communications		17 146,9	435
030-Relations internationales et de la Francophonie	Haute-direction,Cadres	4 998,2	57
	Professionnels	8 232,9	186
	PBTA/Ouvrier	2 547,4	87
	Autres	95,8	17
Total 030-Relations internationales et de la Francophonie		15 874,3	347
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Haute-direction,Cadres	4 379,3	59
	Professionnels	14 855,9	340
	PBTA/Ouvrier	3 999,6	148
	Autres	284,7	36
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		23 519,4	583
052-Forêts, Faune et Parcs	Haute-direction,Cadres	9 972,8	147
	Professionnels	28 782,3	613
	PBTA/Ouvrier	30 059,9	996
	Autres	16 970,3	500
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		85 785,3	2 256
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Haute-direction,Cadres	2 778,4	37
	Professionnels	14 341,3	333
	Enseignant	16 516,2	628
	PBTA/Ouvrier	10 512,1	390
	Autres	1 264,0	207
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		45 412,0	1 595
060-Santé et Services sociaux	Haute-direction,Cadres	7 263,3	96
	Professionnels	24 160,1	539
	PBTA/Ouvrier	6 423,4	242
	Autres	382,7	65
Total 060-Santé et Services sociaux		38 229,6	942
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Haute-direction,Cadres	7 003,3	93
	Professionnels	36 923,5	821
	PBTA/Ouvrier	26 203,5	913
	Autres	2 295,2	309

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 21 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2016-2017	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		72 425,5	2 136
065-Famille	Haute-direction,Cadres	2 198,7	29
	Professionnels	13 440,4	292
	Enseignant	0,0	
	PBTA/Ouvrier	5 138,5	179
	Autres	346,0	51
Total 065-Famille		21 123,7	551
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Haute-direction,Cadres	7 320,1	100
	Professionnels	33 134,2	712
	Enseignant	7 816,4	199
	PBTA/Ouvrier	20 751,2	711
	Autres	861,1	133
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		69 882,9	1 855
095-Sécurité publique	Haute-direction,Cadres	24 576,4	425
	Professionnels	43 418,2	947
	PBTA/Ouvrier	24 311,4	958
	Autres	119 515,7	3 394
Total 095-Sécurité publique		211 821,7	5 724
140-Conseil exécutif	Haute-direction,Cadres	9 423,9	119
	Professionnels	35 168,9	792
	PBTA/Ouvrier	10 030,3	352
	Autres	650,7	99
Total 140-Conseil exécutif		55 273,9	1 362
160-Conseil du trésor	Haute-direction,Cadres	7 001,0	91
	Professionnels	19 108,7	429
	PBTA/Ouvrier	3 570,1	122
	Autres	202,1	29
Total 160-Conseil du trésor		29 881,9	671
188-Tribunal administratif des marchés financiers	Haute-direction,Cadres	545,9	6
	Professionnels	241,0	6
	PBTA/Ouvrier	158,9	5
	Autres	11,2	1
Total 188-Tribunal administratif des marchés financiers		957,0	18
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Haute-direction,Cadres	181,1	2
	Professionnels	53,4	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 21 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2016-2017	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
	PBTA/Ouvrier	43,6	1
	Autres	0,0	
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		278,1	4
210-Finances	Haute-direction,Cadres	7 619,2	95
	Professionnels	19 419,4	419
	PBTA/Ouvrier	3 196,7	110
	Autres	536,0	68
Total 210-Finances		30 771,4	692
238-Conseil supérieur de l'éducation	Haute-direction,Cadres	234,6	3
	Professionnels	792,8	17
	PBTA/Ouvrier	205,3	6
	Autres	0,0	
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		1 232,7	26
240-Retraite Québec	Haute-direction,Cadres	8 584,6	114
	Professionnels	43 649,0	905
	Enseignant	0,0	
	PBTA/Ouvrier	37 105,7	1 262
	Autres	706,4	109
Total 240-Retraite Québec		90 045,7	2 390
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Haute-direction,Cadres	459,8	7
	Professionnels	3 203,2	84
	PBTA/Ouvrier	498,4	23
	Autres	12,4	1
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		4 173,8	115
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Haute-direction,Cadres	161,8	2
	Professionnels	342,1	15
	PBTA/Ouvrier	48,4	3
	Autres	13,1	1
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		565,4	21
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Haute-direction,Cadres	1 353,3	18
	Professionnels	2 958,4	65
	PBTA/Ouvrier	9 196,8	368
	Autres	406,7	57
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		13 915,1	508
247-Commissaire au lobbying du Québec	Haute-direction,Cadres	590,8	6

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 21 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2016-2017	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
	Professionnels	768,0	15
	PBTA/Ouvrier	278,4	14
	Autres	0,0	
Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec		1 637,1	35
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Haute-direction,Cadres	803,9	9
	Professionnels	1 328,6	27
	PBTA/Ouvrier	581,8	20
	Autres	0,0	
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		2 714,3	56
267-Commissaire à la déontologie policière	Haute-direction,Cadres	409,9	4
	Professionnels	1 085,8	24
	PBTA/Ouvrier	213,7	10
	Autres	28,0	4
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		1 737,3	42
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Haute-direction,Cadres	459,0	5
	Professionnels	595,1	15
	PBTA/Ouvrier	188,9	6
	Autres	1,5	2
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		1 244,5	28
280-Économie, Science et Innovation	Haute-direction,Cadres	5 957,4	76
	Professionnels	24 634,9	543
	PBTA/Ouvrier	4 992,0	192
	Autres	395,4	55
Total 280-Économie, Science et Innovation		35 979,8	866
289-Conseil de la magistrature	Haute-direction,Cadres	95,6	1
	Professionnels	64,9	1
	PBTA/Ouvrier	101,1	4
Total 289-Conseil de la magistrature		261,6	6
293-Coroner	Haute-direction,Cadres	760,5	7
	Professionnels	575,3	13
	PBTA/Ouvrier	837,6	36
	Autres	58,5	9
Total 293-Coroner		2 232,0	65
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Haute-direction,Cadres	15 723,7	214
	Professionnels	62 844,1	1 304

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 21 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2016-2017	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
	PBTA/Ouvrier	53 345,2	1 910
	Autres	13 160,7	473
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		145 073,6	3 901
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Professionnels	119,0	2
	PBTA/Ouvrier	69,3	2
	Autres	4,5	1
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		192,8	5
323-Institut de la statistique du Québec	Haute-direction,Cadres	1 234,6	16
	Professionnels	8 188,6	180
	PBTA/Ouvrier	2 566,2	172
	Autres	43,4	8
Total 323-Institut de la statistique du Québec		12 032,7	376
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Haute-direction,Cadres	1 321,4	15
	Professionnels	1 443,2	31
	PBTA/Ouvrier	1 436,1	53
	Autres	126,3	13
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		4 327,0	112
344-Office de la protection du consommateur	Haute-direction,Cadres	834,3	10
	Professionnels	1 941,2	44
	PBTA/Ouvrier	2 289,2	79
	Autres	99,2	13
Total 344-Office de la protection du consommateur		5 163,9	146
347-Centre de services partagés du Québec	Haute-direction,Cadres	9 072,4	127
	Professionnels	49 615,4	1 128
	PBTA/Ouvrier	24 573,2	900
	Autres	920,8	135
Total 347-Centre de services partagés du Québec		84 181,9	2 290
350-Éducation et Enseignement Supérieur	Haute-direction,Cadres	6 990,8	97
	Professionnels	33 040,4	1 030
	PBTA/Ouvrier	13 736,6	542
	Autres	843,2	152
Total 350-Éducation et Enseignement Supérieur		54 611,0	1 821
352-Régie du cinéma	Haute-direction,Cadres	194,3	2
	Professionnels	635,3	13
	PBTA/Ouvrier	404,9	13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 21 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2016-2017	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
	Autres	11,3	3
Total 352-Régie du cinéma		1 245,7	31
360-Office des professions du Québec	Haute-direction,Cadres	1 597,0	17
	Professionnels	1 761,9	35
	PBTA/Ouvrier	604,2	24
	Autres	53,1	4
Total 360-Office des professions du Québec		4 016,1	80
367-Régie du bâtiment du Québec	Haute-direction,Cadres	2 763,2	38
	Professionnels	6 371,7	142
	PBTA/Ouvrier	10 920,4	350
	Autres	326,7	52
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		20 382,0	582
368-Commission municipale du Québec	Haute-direction,Cadres	1 097,7	11
	Professionnels	140,2	3
	PBTA/Ouvrier	191,1	7
	Autres	4,5	1
Total 368-Commission municipale du Québec		1 433,5	22
370-Assemblée nationale	Haute-direction,Cadres	2 121,1	30
	Professionnels	8 945,2	186
	PBTA/Ouvrier	7 251,0	252
	Autres	1 597,9	46
Total 370-Assemblée nationale		19 915,1	514
371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie	Haute-direction,Cadres	135,9	1
	Professionnels	91,3	3
	PBTA/Ouvrier	70,1	2
	Autres	4,6	1
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie		301,8	7
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Haute-direction,Cadres	75,8	1
	Professionnels	216,2	6
	PBTA/Ouvrier	20,2	2
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie		312,2	9
374-Vérificateur général	Haute-direction,Cadres	3 290,4	42
	Professionnels	10 221,9	231
	PBTA/Ouvrier	647,5	23
	Autres	176,2	19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 21 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2016-2017	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
Total 374-Vérificateur général		14 336,0	315
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques			
	Haute-direction,Cadres	7 852,2	108
	Professionnels	45 794,8	960
	PBTA/Ouvrier	24 712,0	815
	Autres	704,2	135
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		79 063,2	2 018
386-Régie des alcools, des courses et des jeux			
	Haute-direction,Cadres	1 736,6	21
	Professionnels	2 298,4	55
	PBTA/Ouvrier	3 929,6	130
	Autres	184,6	30
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		8 149,2	236
390-Sûreté du Québec			
	Haute-direction,Cadres	1 506,9	21
	Professionnels	13 450,1	311
	PBTA/Ouvrier	19 133,8	739
	Autres	114,3	32
Total 390-Sûreté du Québec		34 205,2	1 103
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec			
	Haute-direction,Cadres	744,3	11
	Professionnels	742,6	14
	PBTA/Ouvrier	461,2	17
	Autres	21,5	5
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		1 969,7	47
400-Justice			
	Haute-direction,Cadres	10 881,9	142
	Professionnels	43 833,2	872
	PBTA/Ouvrier	61 994,4	2 565
	Autres	707,5	105
Total 400-Justice		117 417,0	3 684
402-Comité de déontologie policière			
	Haute-direction,Cadres	750,7	7
	Professionnels	150,3	3
	PBTA/Ouvrier	173,2	5
Total 402-Comité de déontologie policière		1 074,2	15
408-Commission d'accès à l'information			
	Haute-direction,Cadres	999,7	11
	Professionnels	1 321,7	31
	PBTA/Ouvrier	584,7	22
	Autres	0,0	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 21 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2016-2017	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
Total 408-Commission d'accès à l'information		2 906,1	64
413-Bureau des enquêtes indépendantes	Haute-direction,Cadres	1 421,8	24
	Professionnels	208,6	4
	PBTA/Ouvrier	70,2	2
Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes		1 700,6	30
415-Tribunal Administratif du Travail	Haute-direction,Cadres	15 716,4	157
	Professionnels	9 922,2	163
	PBTA/Ouvrier	6 164,7	216
	Autres	182,3	23
Total 415-Tribunal Administratif du Travail		31 985,7	559
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Haute-direction,Cadres	1 063,8	12
	Professionnels	753,7	15
	PBTA/Ouvrier	446,7	17
	Autres	59,2	11
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		2 323,4	55
430-Commission de la fonction publique	Haute-direction,Cadres	639,3	9
	Professionnels	1 080,4	26
	PBTA/Ouvrier	166,9	11
	Autres	20,8	6
Total 430-Commission de la fonction publique		1 907,4	52
450-Tribunal administratif du Québec	Haute-direction,Cadres	8 907,3	92
	Professionnels	1 947,1	44
	PBTA/Ouvrier	3 988,2	140
	Autres	235,1	29
Total 450-Tribunal administratif du Québec		15 077,7	305
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Haute-direction,Cadres	117,0	3
	Professionnels	377,7	8
	PBTA/Ouvrier	63,2	3
	Autres	0,0	
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		557,9	14
510-Régie du logement	Haute-direction,Cadres	4 506,9	47
	Professionnels	838,9	19
	PBTA/Ouvrier	4 294,7	152
	Autres	147,1	38
Total 510-Régie du logement		9 787,5	256

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 21 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2016-2017	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
520-La Financière agricole du Québec	Haute-direction,Cadres	2 951,6	34
	Professionnels	15 914,3	334
	PBTA/Ouvrier	8 044,5	264
	Autres	158,2	21
Total 520-La Financière agricole du Québec		27 068,5	653
538-Office des personnes handicapées du Québec	Haute-direction,Cadres	480,3	7
	Professionnels	3 861,9	85
	PBTA/Ouvrier	1 214,2	42
	Autres	31,6	4
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		5 588,0	138
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Haute-direction,Cadres	1 249,8	20
	Professionnels	2 016,5	47
	Enseignant	4 368,8	119
	PBTA/Ouvrier	3 453,3	132
	Autres	39,2	6
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		11 127,5	324
560-Curateur public	Haute-direction,Cadres	2 777,5	38
	Professionnels	17 290,9	381
	PBTA/Ouvrier	9 442,2	350
	Autres	747,0	88
Total 560-Curateur public		30 257,6	857
600-Énergie et des Ressources naturelles	Haute-direction,Cadres	4 026,3	56
	Professionnels	19 390,7	416
	PBTA/Ouvrier	8 515,4	285
	Autres	241,9	43
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		32 174,3	800
630-Directeur général des élections	Haute-direction,Cadres	1 488,8	18
	Professionnels	7 005,5	156
	PBTA/Ouvrier	3 978,7	149
	Autres	70,2	12
Total 630-Directeur général des élections		12 543,2	335
660-Conseil du statut de la femme	Haute-direction,Cadres	190,2	4
	Professionnels	654,2	17
	PBTA/Ouvrier	389,4	14
	Autres	15,8	4

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 21 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2016-2017	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
Total 660-Conseil du statut de la femme		1 249,6	39
690-Conseil supérieur de la langue française	Haute-direction,Cadres	213,1	2
	Professionnels	108,2	3
	PBTA/Ouvrier	108,4	4
	Autres	0,0	
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		429,7	9
700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	Haute-direction,Cadres	23 583,4	335
	Professionnels	78 272,0	1 667
	PBTA/Ouvrier	140 309,7	4 607
	Autres	2 527,5	458
Total 700-Travail, Emploi et Solidarité sociale		244 692,6	7 067
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Haute-direction,Cadres	19 310,0	250
	Professionnels	122 204,2	2 519
	PBTA/Ouvrier	68 257,7	2 373
	Autres	2 264,9	360
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		212 036,8	5 502
710-Office québécois de la langue française	Haute-direction,Cadres	1 214,1	16
	Professionnels	7 242,3	174
	PBTA/Ouvrier	1 986,9	66
	Autres	35,9	8
Total 710-Office québécois de la langue française		10 479,3	264
730-Société d'habitation du Québec	Haute-direction,Cadres	1 670,5	28
	Professionnels	11 193,6	260
	PBTA/Ouvrier	3 321,1	124
	Autres	187,9	31
Total 730-Société d'habitation du Québec		16 373,1	443
771-Fonds Accès Justice	Professionnels	162,9	4
Total 771-Fonds Accès Justice		162,9	4
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Haute-direction,Cadres	1 530,8	22
	Professionnels	6 558,1	157
	PBTA/Ouvrier	3 409,1	116
	Autres	67,9	13
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		11 566,0	308
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	Haute-direction,Cadres	2 971,0	50
	Professionnels	13 227,3	258

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 21 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2016-2017	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
	PBTA/Ouvrier	18 182,7	1 277
	Autres	285,3	45
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		34 666,4	1 630
781-Fonds Aérien	Haute-direction,Cadres	561,0	8
	Professionnels	711,4	17
	PBTA/Ouvrier	9 066,5	197
	Autres	117,2	20
Total 781-Fonds Aérien		10 456,0	242
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Haute-direction,Cadres	16 895,1	265
	Professionnels	63 625,4	1 348
	PBTA/Ouvrier	112 977,4	4 442
	Autres	5 313,1	744
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		198 811,0	6 799
812-Fonds des services de police	Haute-direction,Cadres	1 904,1	28
	Professionnels	6 904,5	174
	PBTA/Ouvrier	30 488,9	1 126
	Autres	86,5	22
Total 812-Fonds des services de police		39 383,9	1 350
814-Fonds de partenariat touristique	Haute-direction,Cadres	1 360,1	17
	Professionnels	4 744,8	112
	PBTA/Ouvrier	3 583,5	128
	Autres	290,9	42
Total 814-Fonds de partenariat touristique		9 979,3	299
817-Fonds d'information sur le territoire	Haute-direction,Cadres	2 816,0	37
	Professionnels	10 756,4	228
	PBTA/Ouvrier	7 931,1	263
	Autres	434,0	57
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		21 937,5	585
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Haute-direction,Cadres	1 605,0	30
	Professionnels	1 625,8	33
	PBTA/Ouvrier	11 311,4	374
	Autres	83,9	24
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		14 626,1	461
826-Fonds des ressources naturelles	Haute-direction,Cadres	867,4	13
	Professionnels	6 934,8	162

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 21 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.			
MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2016-2017	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
	PBTA/Ouvrier	2 900,7	121
	Autres	499,1	78
Total 826-Fonds des ressources naturelles		11 202,0	374
830-Commission des transports du Québec	Haute-direction,Cadres	1 729,7	20
	Professionnels	1 349,9	30
	PBTA/Ouvrier	2 049,7	73
	Autres	2,7	1
Total 830-Commission des transports du Québec		5 131,9	124
839 - Fonds de la sécurité routière	Haute-direction,Cadres	17,3	1
	Professionnels	67,7	6
	PBTA/Ouvrier	21,8	3
Total 839-Fonds de la sécurité routière		106,9	10
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Haute-direction,Cadres	4 942,8	64
	Professionnels	31 607,8	683
	PBTA/Ouvrier	17 385,7	599
	Autres	1 375,9	192
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		55 312,2	1 538
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	Haute-direction,Cadres	0,0	
	Professionnels	174,5	3
	PBTA/Ouvrier	71,4	2
	Autres	2,9	1
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		248,7	6
874-Fonds du financement	Haute-direction,Cadres	0,0	
	Professionnels	544,5	12
	PBTA/Ouvrier	59,8	2
Total 874-Fonds du financement		604,3	14
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Haute-direction,Cadres	298,2	4
	Professionnels	2 291,4	46
	PBTA/Ouvrier	2 471,6	82
	Autres	11,2	2
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		5 072,4	134

Employés assujettis à la LFP.

Données selon la structure budgétaire 2016-2017. Les données couvrent la période d'avril à décembre 2016.

Un employé peut être compté en double si pendant l'année budgétaire il a changé de catégorie d'emploi ou de ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 22 - Les 20 plus hauts salaires			
Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.			
		2016-2017	
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	SALAIRE ANNUEL	Répartition des 20 plus hauts salariés
10	10-Culture et Communications	115 244	4
		124 828	1
		129 136	6
		138 312	1
		140 117	1
		142 660	1
		155 795	3
		180 911	2
		210 976	1
		20	
30	30-Relations internationales et Francophonie	139 829	1
		140 117	2
		145 008	1
		154 329	1
		155 795	8
		180 911	3
		192 748	2
		204 582	2
		20	
50	50-Affaires municipales et Occupation du territoire	140 117	8
		146 311	1
		147 123	1
		155 795	2
		175 036	1
		180 911	5
		184 163	1
		210 976	1
		20	
52	52-Forêts, Faune et Parcs	129 136	15
		143 290	1
		153 414	1
		160 386	1
		166 267	1
		204 582	1
		20	
55	55-Immigration, Diversité et Inclusion	102 845	2
		113 386	1
		114 363	1
		115 244	5
		121 701	4
		129 136	3
		155 795	2
		176 425	1
		204 582	1
		20	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 22 - Les 20 plus hauts salaires			
Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.			
		2016-2017	
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	SALAIRE ANNUEL	Répartition des 20 plus hauts salariés
60	60-Santé et Services sociaux	154 336	3
		155 531	1
		155 795	2
		173 217	1
		179 693	1
		180 911	4
		192 748	1
		192 920	2
		202 566	1
		224 635	1
		232 073	2
		273 800	1
		20	
65	65-Famille	124 828	7
		129 136	3
		150 494	1
		153 807	1
		154 583	1
		155 795	2
		161 443	1
		168 800	1
		180 911	2
		204 582	1
		20	
71	71-Tourisme	87 737	2
		94 207	1
		95 907	4
		102 845	1
		108 607	1
		115 244	7
		121 701	1
		155 795	2
		171 375	1
		20	
80	80-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	138 501	1
		140 117	1
		142 660	5
		150 296	1
		151 014	1
		153 807	2
		155 795	4
		165 426	1
		180 911	3
		204 582	1
		20	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 22 - Les 20 plus hauts salaires			
Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.			
		2016-2017	
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	SALAIRE ANNUEL	Répartition des 20 plus hauts salariés
95	95-Sécurité publique	145 941	1
		148 958	1
		153 807	3
		155 795	2
		169 583	1
		176 584	1
		176 990	1
		180 911	3
		192 920	5
		206 936	1
		210 976	1
		20	
140	140-Conseil exécutif	180 911	2
		192 748	3
		198 584	1
		200 278	1
		203 285	2
		204 582	3
		210 976	7
		313 100	1
		20	
160	160-Conseil du trésor	147 123	1
		148 171	1
		155 795	2
		156 255	1
		160 386	1
		163 585	1
		176 589	1
		179 944	1
		180 911	5
		189 957	2
		192 748	2
		210 976	1
		232 072	1
		20	
210	210-Finances	154 252	1
		155 134	1
		155 795	3
		158 632	1
		160 535	1
		167 832	1
		180 911	5
		189 957	1
		192 748	1
		192 920	1
		210 976	2
		255 282	1
		268 395	1
		20	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 22 - Les 20 plus hauts salaires			
Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.			
		2016-2017	
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	SALAIRE ANNUEL	Répartition des 20 plus hauts salariés
280	280-Économie, Science et Innovation	115 244	5
		121 701	2
		129 136	3
		142 050	1
		155 795	7
		192 748	1
		204 582	1
		20	
350	350-Éducation et Enseignement Supérieur	137 137	1
		140 117	1
		140 244	1
		145 941	1
		150 601	1
		152 752	1
		165 426	8
		172 095	1
		176 672	1
		180 911	3
		210 976	1
370	370-Assemblée nationale	100 937	1
		102 845	5
		110 231	1
		115 244	4
		124 042	1
		124 828	1
		129 136	3
		136 956	1
		145 941	2
		153 807	1
		20	
380	380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	129 136	10
		145 941	1
		149 153	1
		155 795	2
		180 911	5
		208 048	1
		20	
400	400-Justice	153 807	4
		155 795	3
		160 535	1
		167 181	4
		170 613	1
		171 375	1
		177 108	1
		180 911	1
		204 582	2
		208 048	1
		210 976	1
		20	
600	600-Énergie et Ressources naturelles	121 701	1
		122 681	1
		129 136	15
		180 911	2
		202 385	1
		20	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 22 - Les 20 plus hauts salaires			
Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.			
		2016-2017	
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	SALAIRE ANNUEL	Répartition des 20 plus hauts salariés
700	700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	180 911	3
		192 748	4
		192 920	10
		210 976	3
850	850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	154 336	1
		155 795	2
		170 037	1
		175 125	1
		180 911	6
		184 734	1
		191 768	2
		192 920	1
		194 296	1
		204 867	2
		210 976	2
900	900-Personnes désignées par l'Assemblée nationale	129 136	9
		145 941	1
		153 807	2
		155 795	3
		180 911	3
		192 748	1
		210 976	1
Employés assujettis à la LFP. Données selon la structure de l'exercice financier 2016-2017. Salaire annuel à la paie 24.			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 23 – Plan respect des objectifs

Détail des plans pour respecter les objectifs en 2016-2017 et 2017-2018 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 38.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 24 - Art. 46 LAP Ressources financières

Depuis 2009-2010 et jusqu'au présent exercice, indiquer, en lien avec l'article 46 de la loi sur l'administration publique, pour chaque ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés; les éléments suivants : - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans stratégiques. - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans d'action annuels. - Les objectifs et les indicateurs ciblés pour chacun des ministères et programmes du budget des dépenses.

Il appartient à chaque ministère et organisme assujetti à la Loi sur l'administration publique de rendre compte, dans son rapport annuel de gestion, des ressources utilisées pour atteindre les résultats aux objectifs fixés dans le plan stratégique organisationnel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 25 - Liste et solde des fonds

Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2016-2017 pour chacun de ces fonds.		
FONDS EXISTANTS	SOLDES DE L'EXERCICE (EN MILLIERS DE DOLLARS)	DÉPENSE D'INTÉRÊTS PRÉVUE EN 2015-2016
Le volume Budget des fonds spéciaux 2017-2018 déposé à l'Assemblée nationale le 28 mars 2017 présente des prévisions de résultats des exercices 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les résultats réels 2015-2016 de chaque fonds spécial, incluant le solde de l'exercice, et ce, réparti par portefeuilles. Les résultats réels de chaque fonds spécial sont également présentés au volume 2 des comptes publics 2015-2016.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 26 - Hausse taxes, impôt

Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes : - Hausse des taxes spécifique sur le tabac; - Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées; - Hausse de la contribution des institutions financières; - Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000\$; - Hausse des tarifs de garderies; - Hausse des tarifs d'Hydro-Québec; - Privatisation de la Société des alcools du Québec (SAQ); - Privatisation d'Hydro-Québec; - Regroupement des Centres de traitement informatiques.

Le Ministère des Finances répondra à la demande, sauf pour le dernier point.

Pour le dernier point, concernant le regroupement des centres de traitement informatiques, nous vous informons qu'en vertu notamment de l'article 37 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q.; C. A-2.1), l'information ne vous est pas communiquée

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 27 – Crédits périmés, Gel de crédits

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2015-2016 et 2016-2017.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 36.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 28 - Économies

Total des économies non récurrentes observées en 2015-2016 et 2016-2017 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé.
Les mesures d'économie annoncées aux documents budgétaires ont généralement un caractère récurrent. Par ailleurs, afin de respecter leurs enveloppes de dépenses, les ministères et organismes posent un nombre important de gestes administratifs pouvant avoir un caractère récurrent ou non récurrent. L'effet net de ces gestes se reflète dans les dépenses prévues et réelles présentées annuellement au Budget de dépenses et aux Comptes publics. Enfin, parmi les mesures exigées spécifiquement par le Conseil du trésor, les mesures d'économies suivantes n'avaient pas nécessairement un caractère récurrent : — Assurer une gestion serrée des achats; — Limiter les dépenses suivantes à ce qui est jugé essentiel à la réalisation de la mission des ministères et organismes : le temps supplémentaire, le remboursement des dépenses de fonction du personnel d'encadrement et de la haute direction, les dépenses de formation, l'octroi de contrats, les dépenses de publicité, de déplacement ainsi que la tenue de réunions et de rencontres à l'extérieur des lieux du travail, la promesse et l'octroi de subventions et les demandes d'autorisation au Conseil du trésor (projets de C.T.).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 29 – Économies > 1M\$

Liste des économies non récurrentes de plus de un million de dollars pour 2015-2016 et 2016-2017 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé).

Cette question est répondue par la demande numéro 28 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 30 - Crédits affectés dépenses non récurrentes

Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2015-2016 et 2016-2017 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).

Des mesures sont proposées au Discours sur le Budget, reliées aux objectifs gouvernementaux. Certaines de ces mesures sont mises en place pour une période déterminée, et tel qu'annoncé, des ajustements sont apportés lorsque ces mesures prennent fin. La variation des crédits d'un exercice à l'autre est présentée au Budget de dépenses de chacun des exercices financiers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 31 – Prévion de crédits affectés dépenses non récurrents

Total des prévisions de crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2017-2018 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).

Cette question est répondue par la demande numéro 30 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 32 - Manquements aux contrats de services Article 28 - Loi 15

Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

Aucun manquement n'a été constaté en vertu de l'article 28 de la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 33A - ETC hors régions métropolitaines

Concernant l'effectif de la fonction publique : a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2016-2017 et chacune des 5 années précédentes;	
RÉGION ADMINISTRATIVE	2016-2017 (avril à décembre 2016)
01-Bas-Saint-Laurent	1 138,0
02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 041,8
04-Mauricie	1 107,9
05-Estrie	869,4
07-Outaouais	856,6
08-Abitibi-Témiscamingue	1 062,2
09-Côte-Nord	676,9
10-Nord-du-Québec	175,6
11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	799,9
17-Centre-du-Québec	450,0
90-Hors-Québec	7,7
Total hors régions métropolitaines de Québec et de Montréal	8 186,0

¹ (ETC) Equivalent temps complet : Ces données incluent le nombre d'employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la LFP.
 Un nouveau système informatique a été mis en service au cours de l'année 2010-2011, lequel n'accepte pas les adresses de travail hors Québec.
 Par conséquent, la grande majorité des employés travaillant hors Québec sont maintenant comptabilisés en fonction de l'adresse du siège social de l'organisation pour laquelle ils travaillent.
 Le Secrétariat du Conseil du trésor répond pour tous les ministères et organismes à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 33B - ETC région métropolitaine QC

Concernant l'effectif de la fonction publique : b) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2016-2017 et chacune des 5 années précédentes.	
	2016-2017 (Avril à décembre 2016)
03-Capitale-Nationale	19 710,8
12-Chaudière-Appalaches	1 048,0
Total région métropolitaine de Québec	20 758,8

¹ (ETC) Équivalent temps complet : Ces données incluent le nombre d'employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la LFP.
Le Secrétariat du Conseil du trésor répond pour tous les ministères et organismes à cette demande

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 33C - ETC région métropolitaine MTL

Concernant l'effectif de la fonction publique : c) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2016-2017 et chacune des 5 années précédentes.

	2016-2017 (Avril à décembre 2016)
06-Montréal	8 661,2
13-Laval	757,5
14-Lanaudière	696,3
15-Laurentides	1 159,1
16-Montréal	2 480,6
Total région métropolitaine de Montréal	13 754,7

' (ETC) Equivalent temps complet : Ces données incluent le nombre d'employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la LFP.
Le Secrétariat du Conseil du trésor répond pour tous les ministères et organismes à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 34 - Nombre organismes gouvernementaux

Nombre et liste total d'organismes gouvernementaux budgétaires et non-budgétaires pour l'année 2016-2017 et pour chacune des 5 années précédentes.

L'information concernant le nombre et liste total des organismes gouvernementaux budgétaires et non budgétaires pour les 5 années précédentes est disponible au Volume 1 des Comptes publics pour chacune des années correspondantes.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 35 - Employés congédiés

Pour l'année 2015-2016 et 2016-2017, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.

CLASSE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS
104-Agent d'information	2
105-Agent rech.et planific.socio-économ.	8
108-Analyste Informat.et proc.administr.	14
111-Attaché d'administration	6
112-Bibliothécaire	1
123-Spécialiste sciences de l'éducation	3
124-Spécialiste en sciences physiques	3
186-Ingénieur	1
200-Agent de bureau	12
207-Agent d'indemnisation	1
208-Agent rentes, retraite et assurances	1
211-Auxiliaire de bureau	1
214-Agent d'aide socio-économique	12
217-Bibliotechnicien	1
221-Agent de secrétariat	15
223-Préposé aux permis et à l'immatriculation	6
241-Magasinier	1
249-Préposé aux renseignements	8
253-Préposé aux télécommunications	6
257-Technicien agricole	2
263-Technicien des travaux publics	1
264-Technicien en administration	12
266-Technicien en eau et assainissement	1
272-Technicien en informatique	5
294-Inspecteur de conformité législative et réglementaire	1
300-Agent de protection de la faune	3
303-Constable spécial sécur. édif. gouv.	1
307-Agent des services correctionnels	12
309-Garde du corps - chauffeur	1
310-Contrôleur routier	1
430-Patrouille	1
433-Entreposage de matériel	2
434-Entretien mécanique équip. motorisés	1
443-Foresterie	2
446-Cuisine	5
459-Constr.entretien routes et struct.	17
630-Cadre	2
675-Personnel enseignant	1
Total	173

¹Employés assujettis à la LFP (réguliers et occasionnels).
La classe d'emploi est l'équivalent du corps d'emploi.
Les codes de départs relatifs au congédiement retenus sont : Révocation « 33 » et Destitution « 39 ».
Les données de 2016-2017 couvrent la période du 1^{er} avril 2016 au 2 mars 2017 inclusivement et elles ne comprennent pas les départs de la CNESST (Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 36 - Occasionnel devenu permanent**

Nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenus un statut permanent en 2015-2016 et 2016-2017. Ventilation par genre.		
CATÉGORIE D'EMPLOI	2016-2017 (avril à décembre 2016)	
	Hommes	Femmes
Haute direction		
Cadre		
Professionnel	166	241
Enseignant		1
Technicien	113	206
Personnel de bureau	33	238
Agent de la paix	102	73
Ouvrier	47	11
Total général	461	770
Grand Total	1 231	

Employés assujettis à la LFP.

Les données présentées prennent en considération les employés occasionnels qui sont devenus temporaires le 1^{er} avril ou au cours de l'année budgétaire.

Le Secrétariat du Conseil du trésor répond pour tous les ministères et organismes à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 37 - Entités recommandées

Liste des entités relevant du gouvernement, qui ont fait l'objet d'une recommandation durant les six dernières années. Mentionnez la date, un résumé de la recommandation ainsi que l'état de la situation.

Nous vous informons qu'en vertu du paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 33 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q.; C. A-2.1) ci-après désignée « Loi sur l'accès », les recommandations du Conseil du trésor ne vous sont pas communiquées, et ce, avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq (25) ans de leur date. De plus, ces recommandations sont partie intégrante de décisions du Conseil du trésor qui, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 30 de la Loi sur l'accès ne vous sont pas communiquées, et ce, également, avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq ans de leur date.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 38 - Études privatisation

Copie de toutes les études ou analyses produites en 2015-2016 et 2016-2017 portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec.

S'il en était, les études ou les analyses ne peuvent être communiquées en vertu des articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 39 - Études rétention des employés

Copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2015-2016 et 2016-2017.

Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de les articles 20 et 27 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 40 – Taux d'absentéisme

Taux d'absentéisme pour chacun des ministères et organismes compilé par le SCT depuis 2011-2012.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 61.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 41 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	FÉVRIER 2017
<i>010-Culture et des Communications</i>	Régulier	317
	Occasionnel	16
	Étudiant	22
<i>Total 010-Culture et des Communications</i>		355
<i>030-Relations internationales et de la Francophonie</i>	Régulier	259
	Occasionnel	23
	Étudiant	8
<i>Total 030-Relations internationales et de la Francophonie</i>		290
<i>050-Affaires municipales et Occupation du territoire</i>	Régulier	431
	Occasionnel	49
	Étudiant	21
<i>Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire</i>		501
<i>052-Forêts, Faune et Parcs</i>	Régulier	1 664
	Occasionnel	217
	Étudiant	26
<i>Total 052-Forêts, Faune et Parcs</i>		1 907
<i>055-Immigration, Diversité et Inclusion</i>	Régulier	681
	Occasionnel	602
	Étudiant	77
<i>Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion</i>		1 360
<i>060-Santé et Services sociaux</i>	Régulier	732
	Occasionnel	20
	Étudiant	30
<i>Total 060-Santé et Services sociaux</i>		782
<i>064-Régie de l'assurance-maladie du Québec</i>	Régulier	1 492
	Occasionnel	186
	Étudiant	196
<i>Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec</i>		1 874

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 41 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	FÉVRIER 2017
065-Famille	Régulier	421
	Occasionnel	25
	Étudiant	26
Total 065-Famille		472
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Régulier	1 340
	Occasionnel	209
	Étudiant	41
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		1 590
095-Sécurité publique	Régulier	4 806
	Occasionnel	532
	Étudiant	80
Total 095-Sécurité publique		5 418
140-Conseil exécutif	Régulier	931
	Occasionnel	181
	Étudiant	44
Total 140-Conseil exécutif		1 156
160-Conseil du trésor	Régulier	528
	Occasionnel	26
	Étudiant	13
Total 160-Conseil du trésor		567
188-Tribunal administratif des marchés financiers	Régulier	15
	Occasionnel	
	Étudiant	
Total 188-Tribunal administratif des marchés financiers		15
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Régulier	3
	Occasionnel	1
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		4
210-Finances	Régulier	517
	Occasionnel	33
	Étudiant	36
Total 210-Finances		586

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 41 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	FÉVRIER 2017
238-Conseil supérieur de l'éducation	Régulier	22
	Occasionnel	
	Étudiant	
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		22
240-Retraite Québec	Régulier	1 762
	Occasionnel	320
	Étudiant	56
Total 240-Retraite Québec		2 138
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Régulier	75
	Occasionnel	14
	Étudiant	
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		89
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Régulier	7
	Occasionnel	
	Étudiant	
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		7
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Régulier	345
	Occasionnel	45
	Étudiant	44
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		434
247-Commissaire au lobbying du Québec	Régulier	26
	Occasionnel	3
	Étudiant	
Total 247-Commissaire au lobbying du Québec		29
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Régulier	46
	Occasionnel	2
	Étudiant	
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		48

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 41 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	FÉVRIER 2017
267-Commissaire à la déontologie policière	Régulier	29
	Occasionnel	3
	Étudiant	2
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		34
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Régulier	21
	Occasionnel	1
	Étudiant	
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		22
280-Économie, Science et Innovation	Régulier	696
	Occasionnel	42
	Étudiant	28
Total 280-Économie, Science et Innovation		766
289-Conseil de la magistrature	Régulier	5
	Occasionnel	
Total 289-Conseil de la magistrature		5
293-Coroner	Régulier	32
	Occasionnel	14
	Étudiant	2
Total 293-Coroner		48
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Régulier	2 685
	Occasionnel	698
	Étudiant	74
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		3 457
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Régulier	4
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		4
323-Institut de la statistique du Québec	Régulier	232
	Occasionnel	120
	Étudiant	
Total 323-Institut de la statistique du Québec		352

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 41 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	FÉVRIER 2017
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Régulier	78
	Occasionnel	11
	Étudiant	10
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		99
344-Office de la protection du consommateur	Régulier	107
	Occasionnel	14
	Étudiant	1
Total 344-Office de la protection du consommateur		122
347-Centre de services partagés du Québec	Régulier	1 682
	Occasionnel	193
	Étudiant	61
Total 347-Centre de services partagés du Québec		1 936
350-Éducation et Enseignement Supérieur	Régulier	984
	Occasionnel	309
	Étudiant	61
Total 350-Éducation et Enseignement Supérieur		1 354
352-Régie du cinéma	Régulier	24
	Occasionnel	2
	Étudiant	2
Total 352-Régie du cinéma		28
360-Office des professions du Québec	Régulier	66
	Occasionnel	2
	Étudiant	2
Total 360-Office des professions du Québec		70
367-Régie du bâtiment du Québec	Régulier	437
	Occasionnel	42
	Étudiant	29
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		508

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 41 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	FÉVRIER 2017
368-Commission municipale du Québec	Régulier	19
	Occasionnel	1
	Étudiant	
Total 368-Commission municipale du Québec		20
370-Assemblée nationale	Régulier	461
Total 370-Assemblée nationale		461
371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie	Régulier	5
	Occasionnel	1
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la déontologie		6
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Régulier	8
	Occasionnel	
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie		8
374-Vérificateur général	Régulier	277
	Occasionnel	
	Étudiant	6
Total 374-Vérificateur général		283
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Régulier	1 560
	Occasionnel	153
	Étudiant	41
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		1 754
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Régulier	145
	Occasionnel	52
	Étudiant	19
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		216
390-Sûreté du Québec	Régulier	775
	Occasionnel	144
	Étudiant	3
Total 390-Sûreté du Québec		922

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 41 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	FÉVRIER 2017
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Régulier	35
	Occasionnel	4
	Étudiant	2
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		41
400-Justice	Régulier	1 733
	Occasionnel	1 537
	Étudiant	51
Total 400-Justice		3 321
402-Comité de déontologie policière	Régulier	13
	Occasionnel	
Total 402-Comité de déontologie policière		13
408-Commission d'accès à l'information	Régulier	51
	Occasionnel	7
	Étudiant	
Total 408-Commission d'accès à l'information		58
413-Bureau des enquêtes indépendantes	Régulier	28
Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes		28
415-Tribunal Administratif du Travail	Régulier	475
	Occasionnel	9
	Étudiant	14
Total 415-Tribunal Administratif du Travail		498
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Régulier	34
	Occasionnel	5
	Étudiant	11
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		50
430-Commission de la fonction publique	Régulier	32
	Occasionnel	3
	Étudiant	2
Total 430-Commission de la fonction publique		37

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 41 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	FÉVRIER 2017
450-Tribunal administratif du Québec	Régulier	229
	Occasionnel	18
	Étudiant	23
Total 450-Tribunal administratif du Québec		270
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Régulier	10
	Occasionnel	
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		10
510-Régie du logement	Régulier	151
	Occasionnel	49
	Étudiant	19
Total 510-Régie du logement		219
520-La Financière agricole du Québec	Régulier	513
	Occasionnel	53
	Étudiant	6
Total 520-La Financière agricole du Québec		572
538-Office des personnes handicapées du Québec	Régulier	97
	Occasionnel	24
	Étudiant	2
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		123
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Régulier	112
	Occasionnel	166
	Étudiant	3
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		281
560-Curateur public	Régulier	567
	Occasionnel	137
	Étudiant	50
Total 560-Curateur public		754
600-Énergie et des Ressources naturelles	Régulier	656
	Occasionnel	27
	Étudiant	21
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		704

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 41 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	FÉVRIER 2017
630-Directeur général des élections	Régulier	226
	Occasionnel	52
	Étudiant	7
Total 630-Directeur général des élections		285
660-Conseil du statut de la femme	Régulier	25
	Occasionnel	2
	Étudiant	1
Total 660-Conseil du statut de la femme		28
690-Conseil supérieur de la langue française	Régulier	6
	Occasionnel	1
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		7
700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	Régulier	4 704
	Occasionnel	1 309
	Étudiant	247
Total 700-Travail, Emploi et Solidarité sociale		6 260
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Régulier	3 878
	Occasionnel	812
	Étudiant	179
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		4 869
710-Office québécois de la langue française	Régulier	213
	Occasionnel	17
	Étudiant	3
Total 710-Office québécois de la langue française		233
730-Société d'habitation du Québec	Régulier	329
	Occasionnel	17
	Étudiant	17
Total 730-Société d'habitation du Québec		363

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 41 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	FÉVRIER 2017
771-Fonds Accès Justice	Régulier	4
Total 771-Fonds Accès Justice		4
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Régulier	242
	Occasionnel	5
	Étudiant	10
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		257
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	Régulier	417
	Occasionnel	146
	Étudiant	21
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		584
781-Fonds Aérien gouvernemental	Régulier	158
	Occasionnel	49
	Étudiant	12
Total 781-Fonds Aérien gouvernemental		219
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Régulier	3 809
	Occasionnel	1 003
	Étudiant	263
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		5 075
812-Fonds des services de police	Régulier	907
	Occasionnel	280
	Étudiant	4
Total 812-Fonds des services de police		1 191

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 41 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

MINISTÈRE	STATUT	FÉVRIER 2017
814-Fonds de partenariat touristique	Régulier	190
	Occasionnel	12
	Étudiant	23
Total 814-Fonds de partenariat touristique		225
817-Fonds d'information sur le territoire	Régulier	419
	Occasionnel	49
	Étudiant	30
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		498
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Régulier	229
	Occasionnel	165
	Étudiant	7
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		401
826-Fonds des ressources naturelles	Régulier	190
	Occasionnel	41
	Étudiant	8
Total 826-Fonds des ressources naturelles		239
830-Commission des transports du Québec	Régulier	97
	Occasionnel	7
	Étudiant	
Total 830-Commission des transports du Québec		104
839-Fonds de la sécurité routière	Régulier	10
	Occasionnel	1
Total 839- Fonds de la sécurité routière		11
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Régulier	1 146
	Occasionnel	53
	Étudiant	78
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		1 277

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 41 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi**

MINISTÈRE	STATUT	FÉVRIER 2017
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	Régulier	5
	Occasionnel	
	Étudiant	
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		5
874-Fonds du financement	Régulier	11
	Occasionnel	
Total 874-Fonds du financement		11
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Régulier	114
	Occasionnel	11
	Étudiant	
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		125
Total général		61 369

- Personnel régulier, occasionnel et étudiant assujetti à la LFP.
- Données présentées selon la structure budgétaire 2016-2017.
Données compilées avec les données de la paie 24.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 42 – Coût de système MO

Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre) en 2015-2016 et 2016-2017.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 47.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 43 – Prévisions de l'évaluation des coûts de système

Pour les exercices compris entre les années 2015-2016 à 2018-2019, donner les prévisions de l'évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est uniquement nécessaire pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre.)

Cette question est répondue par la demande générale numéro 47.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 44 – Service de consultation en informatique

Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2016-2017, les montants dépensés par ministère et organisme en service de consultation en informatique.

Cette question est répondue par la demande numéro 79 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 45 - Service de communication et de planification stratégique

Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2016-2017, les montants dépensés par ministère et organisme en service de communication et de planification stratégique.

Description du mandat	Montant
Il n'y a aucun contrat en service de communication et de planification stratégique pour l'année 2016-2017.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 46 - Service de génie de toutes sortes

Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2016-2017, les montants dépensés par ministère et organisme en service de génie de toutes sortes	
Description du mandat	Montant
Il n'y a aucun contrat en service de génie pour l'année 2016-2017.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 47 - Agences de publicité

Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2016-2017, les montants dépensés par ministère et organisme en agence de publicité.	
Description du mandat	Montant
Il n'y a aucun contrat avec des agences de publicité pour l'année 2016-2017.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 48 – Liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus couteuses

Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2016-2017, une liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus couteuses, comprenant le nom de l'agence/firme ayant décroché le contrat et le montant déboursé par le gouvernement du Québec.

Cette question est répondue par la demande numéro 12 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 49 - Nouvelles structures administratives

Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004 en indiquant le moment de la création et chacun de leur budget annuel depuis cette date.	
NOM DE LA NOUVELLE STRUCTURE ADMINISTRATIVE	Budget annuel de dépenses 2017-2018
L'Assemblée nationale adopte chacune des lois constituant un nouvel organisme. Les comptes publics publient la liste des organismes budgétaires et autres que budgétaires. Les notes explicatives du Budget des organismes autres que budgétaires présentent notamment les modifications apportées à la liste des organismes sous la responsabilité d'un ministre.	L'information concernant les organismes budgétaires est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses 2016-2017. L'information concernant les organismes autres que budgétaires est disponible au volume Budget des organismes autres que budgétaires du Budget de dépenses 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 50 - Écart salarial Rev. QC et Rev. Can

Écart salarial par type d'emploi entre les employés de Revenu Québec et Revenu Canada.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 51A - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de la santé

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de la santé; 1. infirmiers; 2. médecins omnipraticiens; 3. médecins spécialistes; 4. cadres.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 51B - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de la sécurité publique

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de la sécurité publique; 1. policiers; 2. juristes; 3. procureurs; 4. cadres.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 51C - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'éducation

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de l'éducation; 1. professeurs; 2. chargés de cours; 3. recteurs; 4. doyens; 5. cadres.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 51D - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'administration

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine administratif; 1. gestionnaire et cadre; 2. professionnel.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 51E - Comparaison des écarts salariaux dans le milieu scientifique et technique

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du milieu scientifique et technique; 1. ingénieur; 2. technicien; 3. gestionnaire de projet.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 51F - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'informatique

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de l'informatique; 1. analyste; 2. technicien.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 52 – Nombre d'unité autonome de services

Nombre d'unités autonomes de services propre à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle.

Cette question est répondue par la demande numéro 14 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 53 – Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement

Pour l'année 2016-2017 et 2017-2018 nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophone, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : - Le nombre d'employés ayant obtenu en 2015-2016 et 2016-2017 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.

Cette question est répondue par la demande numéro 16 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 54 – Dépenses annuelles en informatique

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017, fournir les dépenses annuelles en informatique pour chacun des ministères et organismes budgétaires

Cette question est répondue par la demande numéro 79 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 55 - Actifs radiés en informatique

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes.	
Projet	Montant radié
Aucun.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 56 - Crédits prévus dans le budget de dépenses

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans le budget des dépenses

L'information est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses.

Par ailleurs, l'annexe B-3 des Renseignements supplémentaires 2017-2018 présente le budget de dépenses 2017-2018, la dépense probable 2016-2017 ainsi que les dépenses réelles depuis 2003-2004 reclassées selon la structure budgétaire 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 57 - Crédits réellement dépensés du ministère et organismes

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés.

L'information est disponible aux Comptes publics.

Par ailleurs, l'annexe B-3 du volume Renseignements supplémentaires 2017-2018 présente le budget de dépenses 2017-2018, la dépense probable 2016-2017 ainsi que les dépenses réelles depuis 2003-2004 reclassées selon la structure budgétaire 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 58 - Crédits prévus en fonds spéciaux

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus en fonds spéciaux qui sont rattachées à ces ministères.

L'information est disponible au volume Budget des fonds spéciaux du Budget de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 59 - Crédits réellement dépensés - fonds spéciaux

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les fonds spéciaux qui sont rattachées à ces ministères

L'information est disponible aux Comptes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 60 - Crédits prévus aux organismes autres que budgétaires

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus aux organismes autres que budgétaires et qui sont rattachées à ces ministères.

L'information est disponible au volume Budget des organismes autres que budgétaires du Budget de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 61 - Crédits réellement dépensés - organismes autres que budgétaires

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les organismes autres que budgétaires qui sont rattachées à ces ministères.
L'information est disponible aux Comptes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 62 - Crédits prévus aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachées à ces ministères.

L'information est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses aux portefeuilles « Éducation, Enseignement supérieur et Recherche » ainsi que « Santé et Services sociaux » de même qu'à l'annexe B-3 du volume Renseignements supplémentaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 63 - Crédits réellement dépensés - réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachées à ces ministères.

L'information est disponible aux Comptes publics ainsi qu'à l'annexe B-3 du volume Renseignements supplémentaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 64 - Crédits prévus aux comptes à fin déterminée

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus aux comptes à fin déterminée et qui sont rattachées à ces ministères.

Il n'y a pas de crédits prévus pour les comptes à fin déterminée. L'information sur les comptes à fin déterminée est disponible au volume Renseignements supplémentaires du Budget de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 65 - Crédits réellement dépensés - comptes à fin déterminée

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans comptes à fin déterminée et qui sont rattachées à ces ministères.

Il n'y a pas de crédits prévus pour les comptes à fin déterminée. L'information sur les comptes à fin déterminée est disponible aux Comptes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 66 – Crédits prévus dans les « dépenses financées par le régime fiscal »

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachées à ces ministères.

Cette question sera répondue par le Ministère des Finances.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 67 – Crédits réellement dépensés - « dépenses financées par le régime fiscal »

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachées à ces ministères.

Cette question sera répondue par le Ministère des Finances.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 68 – Crédits prévus dans les «ajustements de consolidation »

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans les «ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.

Cette question sera répondue par le Ministère des Finances.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 69 – Crédits réellement dépensés dans les «ajustements de consolidation »

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2016-2017 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.

Cette question sera répondue par le Ministère des Finances.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 70 - Nouvelles publications**

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2016-2017 et coûts associées à chacune d'elles.			
Publication	Imprimé	En ligne	Coûts d'impression (\$)
Analyse d'impact réglementaire – Projet de loi n° 87 : Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics		x	-
Architecture d'entreprise gouvernementale 3.2 (24 volumes)		x	-
Budget de dépenses 2016-2017 (8 volumes)	x	x	46 449,73
Conditions de travail des étudiants et des stagiaires de la fonction publique		x	-
Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique		x	-
Document d'information et exemples de mises en situation (TJSC4) – Exercice de gestion – Cadre, classe 4		x	-
Document d'information et exemples de mises en situation (EGC4) – Test jugement situationnel – Cadre, classe 4		x	-
Document d'information et exemples de mises en situation (TJSC3) – Exercice de gestion – Cadre, classe 3		x	-
Document d'information et exemples de mises en situation (EGC3) – Test jugement situationnel – Cadre, classe 3		x	-
Guide concernant le processus de qualification particulier – Étudiants et Stagiaires		x	-
Guide d'audit de la sécurité de l'information		x	-
Guide d'élaboration d'un cadre de gestion de la sécurité de l'information		x	-
Guide d'élaboration d'une politique de sécurité de l'information		x	-
Guide de bonnes pratiques concernant les contrats en matière de technologies de l'information + Aide-mémoire		x	-
Guide de catégorisation de l'information		x	-
Guide de gestion des accès logiques		x	-
Guide sur la promotion à la suite de la réévaluation d'un emploi		x	-
Habileté perceptuelle (HPER-QA-1609-01) – Exemples de question		x	-
La gestion des risques à l'intégrité pour les organisations publiques		x	-
Lignes directrices sur la diffusion de données ouvertes – Portail Données Québec		x	-
Promouvoir la fonction publique auprès des étudiants et des stagiaires employés dans les ministères et organismes		x	-
Rapport annuel de gestion 2015-2016	x	x	1 340,00
Rapport concernant l'application de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement	x	x	207,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 70 - Nouvelles publications**

Statistiques 2014-2015 sur les contrats des organismes publics 2014-2015	x	x	471,00
Tableaux et renseignements pour la production du Rapport annuel de gestion 2016-2017		x	-
Une fonction publique moderne au service des québécois – Plan d'action en gestion des ressources humaines 2015-2017		x	-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 71 - Logiciel libre

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisé par le Conseil du Trésor concernant l'utilisation du logiciel libre.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure 19 de la Stratégie gouvernementale en TI, afin de permettre aux organismes publics de considérer plus systématiquement le logiciel libre au même titre que tout autre logiciel, deux avis ont été faits relativement au créneau de la gestion documentaire et au créneau de la géomatique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 72 - Études, analyses et recherche CSPQ

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisé pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ

Le Secrétariat du Conseil du trésor n'a produit ou demandé aucune étude concernant le Centre de services partagés du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 73 - Études, analyses et recherche sur l'informatique

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisé pour et par le Conseil du trésor sur l'informatique en 2016-2017.

- o Portrait de la main-d'œuvre en technologies de l'information de la fonction publique du Québec, avril 2016, [Lien Web, https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/effectif_fonction_publique/portrait_main_doeuvre_ti.pdf](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/effectif_fonction_publique/portrait_main_doeuvre_ti.pdf)
- o Rapport concernant l'application de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement, octobre 2016, [Lien Web, https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/rapport_lggri.pdf](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/rapport_lggri.pdf)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 74 – Dirigeants réseau de l'information

Nom de chacun des dirigeants du réseau de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.

Cette question sera répondue par la demande numéro 19 de l'opposition officielle.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 75 - Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles**

Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2015-2016 et 2016-2017.

Mise à jour - Architecture d'entreprise gouvernementale 3.2

- L'architecture d'entreprise gouvernementale comporte 25 documents, dont :
 - o [Cadre de référence des services obligatoires](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/Cadre_reference_services_obligatoires.pdf), juillet 2016,
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/Cadre_reference_services_obligatoires.pdf
 - o [Cadre de référence de l'information gouvernementale](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/Cadre_information_gouvernementale.pdf), juin 2016,
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/Cadre_information_gouvernementale.pdf
 - o [Cadre de référence des services d'infrastructure partagée](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/Cadre_services_infrastructure_partagee.pdf), juin 2016,
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/Cadre_services_infrastructure_partagee.pdf
 - o [Énoncés d'orientation en infonuagique](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/Enonces_orientation_infonuagique.pdf), juin 2016,
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/Enonces_orientation_infonuagique.pdf
 - o [Cadre de référence de l'architecture de sécurité de l'information gouvernementale](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/aeg_cadre_reference_architecture_securite_information.pdf), juin 2016,
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/aeg_cadre_reference_architecture_securite_information.pdf

Mise à jour - Architecture d'entreprise gouvernementale 3. 1

- o Version diffusée en juin 2015, comprend notamment une nouvelle version du [cadre commun d'interopérabilité](https://di.collaboration.gouv.qc/informationnel/grands-dossiers-en-ri/architecture-dentreprise-gouvernementale/archives/3-1/), <https://di.collaboration.gouv.qc/informationnel/grands-dossiers-en-ri/architecture-dentreprise-gouvernementale/archives/3-1/>

Sécurité de l'information gouvernementale

- Guide d'élaboration d'un cadre de gestion de la sécurité de l'information, juillet 2016,
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/securite_information/elaboration_cadre_gestion_securite_information.pdf
- Guide d'élaboration d'une politique de sécurité de l'information, juillet 2016, https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/securite_information/elaboration_politique_securite_information.pdf
- Guide d'audit de la sécurité de l'information, juillet 2016, https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/securite_information/audit_securite_information.pdf
- Guide de gestion des accès logiques, novembre 2016, https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/securite_information/gestion_acces_logiques.pdf
- Guide de catégorisation de l'information, juillet 2016, https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/securite_information/categorisation_information.pdf

Gouvernement ouvert

- Le document « Lignes directrices sur la diffusion de données ouvertes », publié en juillet 2016, vient appuyer la préparation de jeux de données en présentant les normes techniques auxquelles les données doivent correspondre afin d'être déposées sur le portail Données Québec (www.donneesquebec.ca). Les normes retenues sont le produit d'un travail collaboratif entre des organisations diffusant sur ce portail et elles s'inspirent fortement des standards internationaux en matière de données ouvertes. Elles doivent être respectées par l'ensemble des organismes publics conformément à l'entente encadrant l'utilisation de ce portail.
 - o [Lignes directrices sur la diffusion des données ouvertes](https://www.donneesquebec.ca/wp-content/uploads/2016/08/Lignes-directrices-2016-08-26.pdf), <https://www.donneesquebec.ca/wp-content/uploads/2016/08/Lignes-directrices-2016-08-26.pdf>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 75 - Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles

Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2015-2016 et 2016-2017.

- Portail Données Québec, avril 2016, <https://www.donneesquebec.ca/?node=/accueil>

Communauté des dirigeants de l'information et leur entourage :

- Permet l'échange d'expertise et de bonnes pratiques en continu entre les utilisateurs, <https://di.collaboration.gouv.qc/>.

Tableau de bord de l'état de santé des projets en ressources informationnelles, <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/accueil/>

- Diffusion au 15 décembre 2016 de la mise à jour des données du tableau de bord sur l'état de santé des projets en ressources informationnelles
- Diffusion au 4 août 2016 de la mise à jour des données du tableau de bord sur l'état de santé des projets en ressources informationnelles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 76 - Projets autorisés / Art. 15 Loi sur la gouvernance

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2015-2016 et 2016-2017 par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

ORGANISME PUBLIC	TITRE DU DOSSIER
2016-2017 :	
- Centre de services partagés du Québec	- Projet de mise à niveau à la version 12 (MVR12) du progiciel de gestion intégrée d'Oracle à la base des solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources
	- Phase d'analyse préliminaire et du dossier d'affaires afférent du projet de consolidation des centres de traitement informatique du gouvernement du Québec
	- Projet « Amélioration de la couverture radio voix numérique du Réseau national intégré de radiocommunication (RENIR) »
- Ministère de la Justice	- Projet « Refonte et déploiement du système des rôles criminels »
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	- Projet « Désuétude des applications utilisant le langage de programmation <i>Microsoft Visual Basic 6</i> (VB6) »
- Secrétariat du Conseil du trésor	- Projet de système interministériel de gestion des griefs
	- Projet de système intégré d'information de gestion en ressources humaines
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion	- Phase d'analyse préliminaire au dépôt du dossier d'affaires final pour le système de gestion des demandes d'immigration basé sur la déclaration d'intérêt
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec	- Projet de « Transfert du programme de crédit de taxes foncières agricoles afin que son administration soit prise en charge par Revenu Québec »

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 77 - Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance
Liste des organismes ayant soumis en 2015-2016 et en 2016-2017 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
Organismes publics (OP) assujettis à la Loi
Culture et Communications
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Commission de toponymie
Conseil des arts et des lettres du Québec
Conseil du patrimoine culturel du Québec
Conseil supérieur de la langue française
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
Musée d'Art contemporain de Montréal
Musée de la Civilisation
Musée national des beaux-arts du Québec
Office québécois de la langue française
Régie du cinéma
Société de développement des entreprises culturelles
Société de la Place des Arts de Montréal
Société de télédiffusion du Québec
Société du Grand Théâtre de Québec
Relations internationales et Francophonie
Office Québec-Amériques pour la jeunesse
Office Québec-Monde pour la jeunesse
Affaires municipales et Occupation du territoire
Commission municipale du Québec
Régie du logement
Société d'habitation du Québec
Forêts, Faune et Parcs
Fondation de la faune du Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Immigration, Diversité et Inclusion
Santé et Services sociaux
Régie de l'assurance maladie du Québec
Famille
Curateur public
Tourisme
Régie des installations olympiques
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Commission de protection du territoire agricole du Québec
La Financière agricole du Québec
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Sécurité publique
Bureau des enquêtes indépendantes
Comité de déontologie policière
Commissaire à la déontologie policière
Commissaire à la lutte contre la corruption
Commission québécoise des libérations conditionnelles
Coroner
École nationale de police du Québec
École nationale des pompiers du Québec
Régie des alcools, des courses et des jeux
Sûreté du Québec
Conseil exécutif
Centre de la francophonie des Amériques
Commission d'accès à l'information
Conseil du trésor et Administration gouvernementale
Centre de services partagés du Québec
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission de la fonction publique
Société québécoise des infrastructures
Finances
Financement-Québec
Institut de la statistique du Québec
Retraite Québec
Société de financement des infrastructures locales du Québec
Tribunal administratif des marchés financiers

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 77 - Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance
Liste des organismes ayant soumis en 2015-2016 et en 2016-2017 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
Organismes publics (OP) assujettis à la Loi
Économie, Science et Innovation
Centre de recherche industrielle du Québec
Commission de l'éthique en science et en technologie
Conseil du statut de la femme
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies
Fonds de recherche du Québec - Santé
Fonds de recherche du Québec - Société et culture
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Éducation et Enseignement supérieur
Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études
Commission consultative de l'enseignement privé
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
Conseil supérieur de l'éducation
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Institut national des mines
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Société québécoise de récupération et de recyclage
Justice
Comité de la rémunération des juges
Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Commission des services juridiques
Conseil de la justice administrative
Directeur des poursuites criminelles et pénales
Fonds d'aide aux actions collectives
Office de la protection du consommateur
Office des professions du Québec
Société québécoise d'information juridique
Tribunal administratif du Québec
Tribunal des droits de la personne
Énergie et Ressources naturelles
Régie de l'énergie
Société de développement de la Baie-James
Société du Plan Nord
Société nationale de l'amiante
Travail, Emploi et Solidarité sociale
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
Commission des partenaires du marché du travail
Conseil de gestion de l'assurance parentale
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Régie du bâtiment du Québec
Tribunal administratif du travail
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports
Agence métropolitaine de transport
Commission des transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Société des Traversiers du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 78 - Tableau de bord

Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et du réseau de la Santé et de l'Éducation, pour les années allant de 2010-2011 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles portant sur: - Liste des projets non inscrit dans le Tableau de bord; - Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet; - Coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.

Projets non-inscrits dans le tableau de bord :

Le tableau de bord des projets en ressources informationnelles de l'administration publique répertorie tous les projets en ressources informationnelles dont le coût est de 100,0 k\$ et plus et ayant fait l'objet d'une approbation formelle de l'autorité concernée. Ils doivent être en phase de réalisation, d'implantation ou de rodage. Les projets annulés ou terminés depuis la dernière collecte de l'état de santé sont présentés une seule fois puis retirés à la prochaine publication. Le tableau de bord est mis à jour deux fois par année. Les projets des organismes publics et du réseau de la santé et des services sociaux sont présentés.

- Le tableau de bord ne comprend pas :
 - les projets en étape préalable à la réalisation ou en conception (il présente toutefois les projets de grande envergure à l'étude);
 - pour le moment, les projets du réseau de l'éducation et de l'enseignement supérieur;
 - les projets de moins de 100 k\$.
- Liste des projets non-inscrits dans le tableau de bord mais autorisés par le Conseil du trésor (article 14) :

OP	Nom du projet	Coût total du projet en k\$
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Mise à niveau des serveurs Windows 2003	94,5
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Adaptation des systèmes - Migration SQL 2012	93,4
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Refonte technologique d'inscription d'activités	82,3
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Refonte technologique des interfaces utilisant le carnet d'adresse Lotus Notes	54,9

- L'information n'est pas disponible pour les projets de moins de 100,0 k\$ autorisés par les organismes autres que budgétaires.

Coût relatif à la mise en œuvre du tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour :

Pour 2016-2017 :

- Coût total : 63,3 k\$

Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projets en spécifiant la valeur globale du projet :

Les projets ne font pas l'objet d'une subdivision en sous-projets. Chaque projet est traité comme une entité en soi. Cependant, plusieurs projets peuvent faire partie d'un programme de projets.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION
NUMÉRO 79 - Dépenses en RI des MO

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2014-2015, en 2015-2016 et en 2016-2017 en spécifiant : - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement; - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées; - Ventilation par année et par ministère et organismes.		
	BARRI 2015-2016 Dépenses réalisées (k\$) (voir Annexe 1)	PARI 2016-2017 Dépenses budgétées (k\$) ¹ (voir Annexe 2)
Dépenses capitalisables	275 892,30	441 941,50
Dépenses non capitalisables	1 091 173,80	1 197 645,90
Total Dépenses en RI	1 367 066,10	1 639 587,40

Note 1 : Dans le cas de la PARI, la ventilation comptable des dépenses en RI en dépenses capitalisables et dépenses non capitalisables s'applique uniquement sur les dépenses budgétées, puisque les dépenses programmées demeurent une prévision.

NUMÉRO 79 - Dépenses en RI des MO (Annexe 1)

BARRI 2015-2016 (k \$)												
		Dépenses réalisées										
		Total	Ventilation par catégorie de dépense			Ventilation par nature de dépense					Ventilation comptable	
Portefeuille	Organisme ou Ministère		Encadrement	Continuité	Projets	Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de biens	Frais connexes	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables
Affaires municipales et Occupation du territoire	Affaires municipales et Occupation du territoire	14 841,6	950,1	10 174,4	3 717,1	7 335,3	3 578,1	3 474,9	377,3	76,0	3 943,0	10 898,6
	Commission municipale du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie du logement	2 091,6	37,6	1 846,8	207,2	959,9	229,2	635,5	267,0	0,0	185,5	1 906,1
	Société d'habitation du Québec	7 179,3	280,4	5 033,4	1 865,5	45,8	2 478,8	3 011,2	1 623,8	19,7	1 998,2	5 181,1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	11 979,7	1 012,4	7 779,9	3 187,4	2 166,0	3 178,5	4 770,8	1 797,7	66,7	3 191,2	8 788,5
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	959,3	92,4	590,6	276,3	194,8	22,0	508,0	90,8	143,7	350,0	609,3
	La Financière agricole du Québec	8 506,2	732,3	6 248,7	1 525,2	848,3	654,6	5 732,1	1 210,0	61,2	1 985,7	6 520,5
	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	457,8	14,5	404,2	39,1	94,2	180,5	120,0	63,1	0,0	40,8	417,0
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Secrétariat du Conseil du trésor	8 901,3	1 015,6	6 737,7	1 148,0	1 091,1	1 208,3	5 788,6	813,3	0,0	1 189,3	7 712,0
	Centre de services partagés du Québec	379 261,4	8 830,2	344 436,2	25 995,0	0,0	76 260,7	79 545,8	20 943,3	202 511,6	32 262,6	346 998,8
	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	40 541,6	5 672,7	31 522,9	3 346,0	489,3	17 945,8	17 476,0	4 504,5	126,0	0,0	40 541,6
	Commission de la fonction publique	169,0	22,7	146,3	0,0	22,7	94,9	28,3	23,1	0,0	19,3	149,7
	Société québécoise des infrastructures	16 192,2	1 368,2	8 332,8	6 491,2	1 575,4	6 901,0	4 533,9	1 430,8	1 751,1	6 004,7	10 187,5
Conseil exécutif	Conseil exécutif	3 352,2	260,0	3 079,9	12,3	491,9	281,6	1 820,8	712,0	45,9	231,9	3 120,3
	Centre de la francophonie des Amériques	163,1	5,0	158,1	0,0	17,1	86,5	25,0	34,5	0,0	70,1	93,0
	Commission d'accès à l'information	407,0	33,8	373,2	0,0	114,7	8,1	224,9	59,3	0,0	36,6	370,4
Culture et Communications	Culture et Communications	4 742,1	259,2	3 197,0	1 285,9	971,8	1 251,7	1 579,8	934,1	4,7	1 097,9	3 644,2
	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	8 477,0	817,0	4 962,2	2 697,8	235,8	2 076,2	4 655,4	1 499,2	10,4	3 892,1	4 584,9
	Commission de toponymie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil des arts et des lettres du Québec	901,2	50,3	508,6	342,3	166,8	17,0	638,3	79,1	0,0	384,7	516,5
	Conseil du patrimoine culturel du Québec	20,2	0,0	20,2	0,0	0,0	17,6	0,0	2,6	0,0	0,0	20,2
	Conseil supérieur de la langue française	53,8	0,0	53,8	0,0	30,0	15,5	0,0	8,3	0,0	9,0	44,8
	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	1 138,0	105,8	906,2	126,0	357,1	309,9	235,6	231,8	3,6	251,9	886,1
	Musée d'art contemporain de Montréal	1 126,7	24,3	391,5	710,9	45,5	287,7	623,7	169,8	0,0	963,5	163,2
	Musée de la civilisation	2 271,7	178,5	1 033,5	1 059,7	131,7	513,5	656,0	969,4	1,1	1 532,3	739,4
	Musée national des beaux-arts du Québec	847,8	171,1	223,0	453,7	41,0	280,3	273,6	249,8	3,1	525,6	322,2
	Office québécois de la langue française	1 709,3	164,8	1 544,5	0,0	274,2	73,7	1 132,2	229,1	0,1	65,5	1 643,8
	Régie du cinéma	384,4	40,4	344,0	0,0	44,0	22,9	274,4	37,4	5,7	0,0	384,4
	Société de développement des entreprises culturelles	1 349,7	76,4	600,5	672,8	72,9	427,4	754,6	85,1	9,7	672,8	676,9
	Société de la Place des Arts de Montréal	2 429,4	253,7	470,4	1 705,3	0,0	570,0	342,0	1 517,4	0,0	1 623,0	806,4
	Société de télédiffusion du Québec	5 590,2	128,8	5 461,4	0,0	99,3	1 574,3	1 583,8	2 329,6	3,2	2 311,2	3 279,0
Société du Grand Théâtre de Québec	217,2	15,0	202,2	0,0	20,4	17,4	15,0	45,9	118,5	45,9	171,3	
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changeme	18 259,6	3 386,9	6 909,4	7 963,3	1 559,5	7 518,6	7 874,9	1 162,8	143,8	7 963,3	10 296,3
	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	275,1	6,2	268,9	0,0	43,1	5,4	187,6	35,9	3,1	30,7	244,4
	Société québécoise de récupération et de recyclage	1 361,2	115,0	806,3	439,9	100,8	384,7	623,2	242,4	10,1	605,0	756,2
Économie, Innovation et Exportations	Économie, Innovation et Exportations	6 852,2	674,7	6 088,8	88,7	1 280,3	1 487,8	2 311,8	1 699,8	72,5	771,2	6 081,0
	Centre de recherche industrielle du Québec	1 259,3	130,0	1 129,3	0,0	55,0	80,0	763,0	313,0	48,3	173,0	1 086,3
	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Éducation et Enseignement supérieur	29 525,9	2 353,3	25 488,7	1 683,9	2 351,9	8 507,1	12 726,9	5 630,2	309,8	5 186,9	24 339,0
	Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission consultative de l'enseignement privé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission de l'éthique en science et en technologie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NUMÉRO 79 - Dépenses en RI des MO (Annexe 1)BARRI 2015-2016 (k \$)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 79 - Dépenses en RI des MO (Annexe 1)

BARRI 2015-2016 (k \$)												
		Dépenses réalisées										
		Total	Ventilation par catégorie de dépense			Ventilation par nature de dépense					Ventilation comptable	
Portefeuille	Organisme ou Ministère		Encadrement	Continuité	Projets	Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de biens	Frais connexes	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables
Sécurité publique	Comité de déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commissaire à la déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commissaire à la lutte contre la corruption	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Coroner	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	École nationale de police du Québec	1 396,5	72,8	1 323,7	0,0	52,6	296,9	779,5	255,3	12,2	170,6	1 225,9
	École nationale des pompiers du Québec	14,4	0,0	14,4	0,0	0,0	0,0	0,0	14,4	0,0	14,4	0,0
	Régie des alcools, des courses et des jeux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tourisme	Sûreté du Québec	31 600,6	2 939,9	20 630,3	8 030,4	5 065,8	9 023,5	12 326,1	4 434,7	750,5	8 274,3	23 326,3
	Tourisme	5 827,8	705,1	5 122,7	0,0	147,8	2 882,3	1 946,6	839,9	11,2	417,8	5 410,0
	Régie des installations olympiques	2 708,2	140,9	964,2	1 603,1	8,3	584,7	786,8	1 325,2	3,2	1 778,8	929,4
	Société du Centre des congrès de Québec	499,5	30,6	468,9	0,0	2,0	0,0	338,1	7,5	151,9	0,0	499,5
Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	Société du Palais des congrès de Montréal	2 057,9	157,5	1 700,9	199,5	0,0	370,6	771,1	399,7	516,5	702,6	1 355,3
	Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	66 586,1	2 397,4	60 269,9	3 918,8	6 111,2	31 164,7	22 305,7	6 999,2	5,3	24 940,5	41 645,6
	Agence métropolitaine de transport	13 004,4	652,2	9 601,3	2 750,9	0,0	6 098,4	2 146,9	4 729,0	30,1	4 097,5	8 906,9
	Commission des transports du Québec	1 798,8	81,7	1 717,1	0,0	441,2	63,2	1 207,8	86,6	0,0	60,4	1 738,4
	Société de l'assurance automobile du Québec	99 845,0	7 520,4	57 237,5	35 087,1	10 006,9	44 878,9	40 649,4	3 740,6	569,2	25 904,7	73 940,3
Travail, Emploi et Solidarité sociale	Société des traversiers du Québec	1 929,8	157,0	1 648,4	124,4	499,9	432,5	652,5	337,8	7,1	109,1	1 820,7
	Travail, Emploi et Solidarité sociale	90 957,5	5 887,1	72 413,6	12 656,8	48 547,3	9 378,8	28 703,4	1 987,0	2 341,0	17 669,3	73 288,2
	Commission de la capitale nationale du Québec	283,7	81,3	202,4	0,0	75,7	16,6	81,3	93,6	16,5	82,8	200,9
	Commission de la santé et de la sécurité du travail	88 829,6	12 954,9	54 955,8	20 918,9	25,1	34 637,8	30 130,1	5 621,9	18 414,7	21 836,6	66 993,0
	Commission de l'équité salariale	637,3	4,2	627,8	5,3	385,9	36,8	188,9	18,9	6,8	11,4	625,9
	Commission des lésions professionnelles	2 729,3	121,7	2 607,6	0,0	707,8	546,4	1 323,4	151,7	0,0	151,7	2 577,6
	Commission des normes du travail	5 498,8	849,4	4 457,4	192,0	845,3	988,5	2 567,7	1 067,0	30,3	708,9	4 789,9
	Commission des partenaires du marché du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission des relations du travail	1 374,4	67,2	1 014,3	292,9	1 051,2	0,8	139,6	182,8	0,0	663,7	710,7
	Conseil de gestion de l'assurance parentale	98,2	0,0	98,2	0,0	77,7	11,5	0,0	9,0	0,0	9,0	89,2
	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie des rentes du Québec	52 048,7	4 269,3	35 168,8	12 610,6	6 956,5	14 509,4	22 475,6	4 523,0	3 584,2	15 811,0	36 237,7
Total général	Régie du bâtiment du Québec	10 239,7	67,9	7 266,0	2 905,8	8 511,0	711,6	637,1	380,0	0,0	3 664,2	6 575,5
		1 367 066,1	101 172,4	1 050 357,0	215 536,7	156 550,5	383 298,6	457 039,2	122 677,4	247 500,4	275 892,3	1 091 173,8

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

PARI 2016-2017 (k\$)

PARI 2016-2017 (k\$)															
		Dépenses budgétées			Dépenses programmées										
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Total des dépenses					Acquisition et					Total des dépenses	
					Encadrement	Continuité	Projets	Provision	Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	location de bien	Frais connexes		Provision
Affaires municipales et Occupation du territoire	Affaires municipales et Occupation du territoire	4 670,5	13 629,9	18 300,4	760,0	11 911,8	3 445,6	2 180,0	7 164,5	3 355,1	4 752,2	829,6	16,0	2 180,0	18 297,4
	Commission municipale du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie du logement	330,0	1 938,6	2 268,6	37,9	2 188,5	42,2	0,0	1 115,1	199,3	600,1	354,1	0,0	0,0	2 268,6
	Société d'habitation du Québec	3 927,9	6 686,0	10 613,9	639,7	6 046,3	1 744,0	2 183,9	36,2	2 705,8	3 561,7	2 099,7	26,6	2 183,9	10 613,9
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	9 372,7	10 325,3	19 698,0	969,8	9 355,5	7 041,5	2 331,2	2044,5	6923,2	3820,8	4513,3	65	2331,2	19 698,0
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	341,3	836,4	1 177,7	99,9	658,6	288,3	130,9	205,8	53,5	608,7	78,8	100,0	130,9	1 177,7
	La Financière agricole du Québec	2 854,1	7 515,7	10 369,8	1 041,0	6 742,5	2 586,3	0,0	914,8	2028,6	6340	989,9	96,5	0	10 369,8
	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	40,0	494,6	534,6	17,5	415,9	101,2	0,0	94,8	224,5	174,7	40,6	0,0	0,0	534,6
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Secrétariat du Conseil du trésor	3 412,5	8 110,2	11 522,7	889,2	8 641,9	1 390,4	601,2	779,0	1 881,6	5 942,2	2 318,7	0,0	601,2	11 522,7
	Centre de services partagés du Québec	63 558,9	352 411,1	415 970,0	13 872,7	337 656,9	19 359,3	45 081,1	0,0	71 181,4	78 195,5	13 685,2	207 826,8	45 081,1	415 970,0
	Commission de la capitale nationale du Québec	65,0	211,8	276,8	75,5	201,3	0,0	0,0	77,6	32,2	75,5	76,1	15,4	0,0	276,8
	Commission de la fonction publique	65,0	182,0	247,0	33,3	148,7	0,0	65,0	24,7	80,0	45,9	31,4	0,0	65,0	247,0
	Société québécoise des infrastructures	10 460,9	9 760,1	20 221,0	1 602,1	8 909,9	2 268,9	7 440,1	1 569,8	3 804,2	3 819,9	1 409,6	2 177,4	7 440,1	20 221,0
Conseil exécutif	Conseil exécutif	500,0	3 215,3	3 715,3	346,6	3 368,7	0,0	0,0	478,8	382,7	1 878,0	925,8	50,0	0,0	3 715,3
	Centre de la francophonie des Amériques	87,0	115,5	202,5	5,0	197,5	0,0	0,0	20,0	116,0	25,0	41,5	0,0	0,0	202,5
	Commission d'accès à l'information	12,0	393,2	405,2	40,9	364,3	0,0	0,0	115,8	8,8	244,6	36,0	0,0	0,0	405,2
	Culture et Communications	3 515,9	3 054,2	6 570,1	273,0	3 097,9	2 359,2	1 100,0	1 302,7	1 576,5	1 841,4	998,4	11,1	1 100,0	6 830,1
Culture et Communications	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	8 638,5	4 750,2	13 388,7	827,0	8 875,6	3 686,1	0,0	296,2	3 584,2	7 811,4	1 684,9	12,0	0,0	13 388,7
	Commission de toponymie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil des arts et des lettres du Québec	580,2	506,8	1 087,0	50,0	591,5	445,5	0,0	229,5	33,8	691,0	132,7	0,0	0,0	1 087,0
	Conseil du patrimoine culturel du Québec	0,0	9,8	9,8	0,0	9,8	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	4,8	0,0	0,0	9,8
	Conseil supérieur de la langue française	9,0	66,0	75,0	0,0	75,0	0,0	0,0	33,0	30,0	0,0	12,0	0,0	0,0	75,0
	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	1 013,2	1 018,7	2 031,9	102,7	1 021,0	608,2	300,0	469,7	744,8	215,0	297,1	5,3	300,0	2 031,9
	Musée d'art contemporain de Montréal	875,0	353,7	1 228,7	32,0	307,6	814,1	75,0	49,0	300,0	657,4	147,3	0,0	75,0	1 228,7
	Musée de la civilisation	1 214,1	1 121,6	2 335,7	175,5	1 506,1	127,0	527,1	153,0	82,1	730,9	842,6	0,0	527,1	2 335,7
	Musée national des beaux-arts du Québec	428,5	427,4	855,9	453,4	223,0	129,5	50,0	41,0	242,9	223,0	299,0	0,0	50,0	855,9
	Office québécois de la langue française	190,0	1 961,3	2 151,3	187,0	1 804,3	0,0	160,0	308,0	57,0	1 259,3	366,0	1,0	160,0	2 151,3
	Régie du cinéma	79,7	376,8	456,5	41,6	414,9	0,0	0,0	23,7	19,9	302,9	87,0	23,0	0,0	456,5
	Société de développement des entreprises culturelles	2 421,0	0,0	2 421,0	63,1	414,9	1 943,0	0,0	90,0	1 291,0	779,8	243,2	17,0	0,0	2 421,0
	Société de la Place des Arts de Montréal	1 075,0	829,8	1 904,8	311,5	410,0	1 183,3	0,0	0,0	424,0	425,3	1 055,5	0,0	0,0	1 904,8
	Société de télédiffusion du Québec	2 404,5	3 821,3	6 225,8	172,0	6 053,8	0,0	0,0	0,0	1 956,5	1 825,9	2 437,6	5,8	0,0	6 225,8
	Société du Grand Théâtre de Québec	50,0	157,0	207,0	15,0	192,0	0,0	0,0	22,0	120,0	15,0	50,0	0,0	0,0	207,0
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	9 600,1	9 790,2	19 390,3	2 107,3	7 088,2	7 825,3	2 369,5	1 179,0	4 403,6	7 497,8	3 595,7	344,7	2 369,5	19 390,3
	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	30,0	269,0	299,0	6,4	292,6	0,0	0,0	46,1	10,0	198,9	41,0	3,0	0,0	299,0
	Société québécoise de récupération et de recyclage	588,8	628,7	1 217,5	15,0	786,5	252,0	164,0	114,0	286,3	379,5	261,8	11,9	164,0	1 217,5
Économie, Science et Innovation	Économie, Science et Innovation	2 462,7	6 687,4	9 150,1	670,2	6 716,5	1 709,8	53,6	1 957,5	2 171,2	2 635,1	2 268,7	64,0	53,6	9 150,1
	Centre de recherche industrielle du Québec	175,0	1 299,0	1 474,0	150,0	1 324,0	0,0	0,0	99,0	75,0	904,0	345,0	51,0	0,0	1 474,0
	Conseil du statut de la femme	19,5	175,3	194,8	0,0	194,8	0,0	0,0	0,0	68,8	82,0	9,0	35,0	0,0	194,8
	Commission de l'éthique en science et en technologie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	247,3	431,4	678,7	48,1	630,6	0,0	0,0	27,5	92,7	224,5	329,5	4,5	0,0	678,7
	Fonds de recherche du Québec - Santé	202,9	370,7	573,6	57,6	516,0	0,0	0,0	31,2	94,0	252,7	190,7	5,0	0,0	573,6
	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	120,3	382,2	502,5	50,4	452,1	0,0	0,0	29,0	93,2	273,3	102,3	4,7	0,0	502,5
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Éducation et Enseignement supérieur	Éducation et Enseignement supérieur	6 576,4	25 717,8	32 294,2	2 607,1	26 577,4	3 109,7	0,0	1 493,1	10 408,9	13 117,1	6 823,0	452,1	0,0	32 294,2
	Commission consultative de l'enseignement privé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil supérieur de l'éducation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Institut national des mines	5,0	33,7	38,7	0,0	38,7	0,0	0,0	0,0	33,7	0,0	5,0	0,0	0,0	38,7
	Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	202,8	1 205,0	1 407,8	195,5	892,3	110,0	210,0	82,9	243,0	547,3	321,6	3,0	210,0	1 407,8
Énergie et Ressources naturelles	Énergie et Ressources naturelles	11 557,3	53 580,8	65 138,1	8 002,0	50 443,9	5 433,0	1 259,2	2 764,3	26 906,0	22 665,5	9 330,0	2 213,1	1 259,2	65 138,1
	Régie de l'énergie	248,6	584,3	832,9	80,8	503,5	22,5	226,1	54,5	93,5	436,1	16,7	6,0	226,1	832,9
	Société de développement de la Baie-James	140,0	21,8	161,8	0,0	161,8	0,0	0,0	0,0	0,0	85,0	76,8	0,0	0,0	161,8
	Société nationale de l'amiante	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

PARI 2016-2017 (k\$)

		Dépenses budgétées			Dépenses programmées											
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Total des dépenses	Encadrement	Continuité	Projets	Provision	Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Provision	Total des dépenses	
	Société du Plan Nord	1,8	334,3	336,1	42,2	293,9	0,0	0,0	164,4	129,5	42,2	0,0	0,0	0,0	336,1	
Famille	Famille	5 715,0	10 077,2	15 792,2	753,7	12 946,6	2 091,9	0,0	4 189,3	8 556,4	2 862,5	75,8	108,2	0,0	15 792,2	
	Curateur public	7 000,0	5 470,5	12 470,5	708,9	8 758,3	2 998,8	4,5	952,5	5 533,8	3 664,1	2 305,8	9,8	4,5	12 470,5	
Finances	Finances	890,0	8 287,1	9 177,1	805,2	7 913,4	156,1	302,4	1 102,0	1 805,6	4 924,1	1 038,0	5,0	302,4	9 177,1	
	Bureau de décision et de révision	0,0	234,1	234,1	29,0	205,1	0,0	0,0	22,3	43,4	99,3	69,1	0,0	0,0	234,1	
	Financement-Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Institut de la statistique du Québec	434,5	3 980,8	4 415,3	355,0	3 456,9	603,4	0,0	330,0	200,0	2 350,1	1 435,2	100,0	0,0	4 415,3	
	Retraite Québec	22 935,8	88 880,5	111 816,3	8 163,0	73 983,2	18 719,0	10 951,1	7 915,3	37 312,1	40 774,9	11 188,6	3 674,3	10 951,1	111 816,3	
	Société de financement des infrastructures locales du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Forêts, Faune et Parcs	Forêts, Faune et Parcs	5 557,4	17 016,9	22 574,3	574,2	18 430,0	1 169,8	2 400,3	9 154,9	2 021,9	5 029,5	3 506,3	461,4	2 400,3	22 574,3	
	Fondation de la faune du Québec	67,9	182,3	250,2	0,0	250,2	0,0	0,0	0,0	18,9	150,0	67,9	13,4	0,0	250,2	
	Société des établissements de plein air du Québec	2 159,3	2 735,7	4 895,0	609,9	2 075,8	2 209,3	0,0	0,0	571,6	3 088,4	1 201,0	34,0	0,0	4 895,0	
Immigration, Diversité et Inclusion	Immigration, Diversité et Inclusion	7 345,2	7 967,9	15 313,1	213,3	7 621,6	3 668,2	3 810,0	2 884,8	4 346,6	2 826,4	1 445,3	0,0	3 810,0	15 313,1	
Justice	Justice	19 660,8	43 351,7	63 012,5	7 036,7	41 573,2	17 396,7	1 311,2	7 483,0	18 761,4	22 650,6	16 613,7	497,9	1 311,2	67 317,8	
	Comité de la rémunération des juges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	12,0	1 113,2	1 125,2	139,3	985,9	0,0	0,0	105,0	100,0	692,2	218,0	10,0	0,0	1 125,2	
	Commission des services juridiques	740,0	679,6	1 419,6	156,2	1 263,4	0,0	0,0	0,0	10,0	603,2	740,0	66,4	0,0	1 419,6	
	Conseil de la justice administrative	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Directeur des poursuites criminelles et pénales	1 650,0	6 295,6	7 945,6	689,9	5 705,7	1 425,0	125,0	5 415,1	111,0	1 388,4	896,0	10,1	125,0	7 945,6	
	Fonds d'aide aux actions collectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Office de la protection du consommateur	67,5	1 203,0	1 270,5	95,4	1 175,1	0,0	0,0	501,8	58,9	525,9	176,2	7,7	0,0	1 270,5	
	Office des professions du Québec	80,0	450,0	530,0	12,5	517,5	0,0	0,0	70,0	60,0	260,0	140,0	0,0	0,0	530,0	
	Société québécoise d'information juridique	285,5	4 006,8	4 292,3	740,1	3 427,5	124,7	0,0	5,0	241,8	3 205,9	784,2	55,4	0,0	4 292,3	
	Tribunal administratif du Québec	972,7	1 903,8	2 876,5	516,2	1 983,9	376,4	0,0	280,1	472,8	1 516,4	594,8	12,4	0,0	2 876,5	
	Tribunal des droits de la personne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Relations internationales et Francophonie	Relations internationales et Francophonie	800,0	3 075,5	3 875,5	385,4	3 447,1	43,0	0,0	233,0	770,0	1 859,7	984,0	28,8	0,0	3 875,5
Office Québec-Amériques pour la jeunesse		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Office Québec-Monde pour la jeunesse		60,0	261,0	321,0	0,0	157,0	0,0	164,0	30,0	127,0	0,0	0,0	0,0	164,0	321,0	
Santé et Services sociaux	Santé et Services sociaux	4 000,0	9 717,5	13 717,5	7 017,1	2 700,4	2 898,7	1 101,3	1 591,3	4 991,3	5 040,0	325,0	668,6	1 101,3	13 717,5	
	Régie de l'assurance maladie du Québec	31 205,4	63 633,3	94 838,7	7 820,8	59 533,0	13 713,1	13 771,8	5 689,1	15 295,0	37 543,5	8 179,8	14 359,5	13 771,8	94 838,7	
Sécurité publique	Sécurité publique	9 539,9	15 991,5	25 531,4	635,0	20 721,5	1 997,8	2 177,1	5 672,7	2 334,0	6 379,6	8 829,9	138,1	2 177,1	25 531,4	
	Bureau des enquêtes indépendantes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Bureau du coroner	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Comité de déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Commissaire à la déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Commissaire à la lutte contre la corruption	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	École nationale de police du Québec	215,0	2 173,7	2 388,7	80,5	1 648,2	0,0	660,0	59,6	407,3	929,7	316,0	16,1	660,0	2 388,7	
	École nationale des pompiers du Québec	80,0	0,0	80,0	0,0	80,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	80,0	0,0	0,0	80,0	
	Régie des alcools, des courses et des jeux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Sûreté du Québec	8 411,3	45 848,3	54 259,6	4 304,6	46 135,6	2 158,0	1 661,4	9 062,5	25 573,6	13 209,5	4 752,6	0,0	1 661,4	54 259,6	
Tourisme	Tourisme	440,0	4 202,3	4 642,3	255,0	4 387,3	0,0	0,0	307,0	2 038,5	1 519,7	768,8	8,3	0,0	4 642,3	
	Régie des installations olympiques	880,4	1 530,4	2 410,8	151,4	1 740,3	519,1	0,0	5,9	1 103,4	906,9	388,5	6,1	0,0	2 410,8	
	Société du Centre des congrès de Québec	224,3	808,5	1 032,8	32,8	1 000,0	0,0	0,0	5,0	0,0	364,7	234,3	428,8	0,0	1 032,8	
	Société du Palais des congrès de Montréal	903,8	1 470,4	2 374,2	161,8	2 142,5	69,9	0,0	0,0	260,4	820,1	739,1	554,6	0,0	2 374,2	
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	33 376,9	41 465,8	74 842,7	2 418,2	65 586,1	2 124,3	4 714,1	5 189,6	25 967,6	22 525,3	16 446,1	0,0	4 714,1	74 842,7	
	Agence métropolitaine de transport	4 644,8	14 084,4	18 729,2	884,1	12 443,3	4 216,0	1 185,8	0,0	10 013,7	2 745,1	4 737,8	46,8	1 185,8	18 729,2	
	Commission des transports du Québec	200,0	1 732,7	1 932,7	81,7	1 751,0	0,0	100,0	470,8	71,2	1 166,7	124,0	0,0	100,0	1 932,7	
	Société de l'assurance automobile du Québec	49 149,1	76 517,8	125 666,9	9 223,9	58 685,4	33 977,1	23 780,5	10 083,8	39 406,7	39 041,8	10 247,3	3 106,8	23 780,5	125 666,9	
	Société des traversiers du Québec	1 034,0	1 650,4	2 684,4	198,1	1 582,1	839,2	65,0	307,8	852,4	613,7	765,4	80,1	65,0	2 684,4	
	Travail, Emploi et Solidarité sociale	21 450,0	88 266,8	109 716,8	6 769,5	91 614,9	7 895,4	3 437,0	56 817,0	11 182,1	33 706,3	3 235,1	1 339,3	3 437,0	109 716,8	
	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	36 872,1	72 565,3	109 437,4	13 522,9	64 521,7	12 421,4	18 971,4	1 041,4	30 371,1	30 884,0	7 304,8	20 864,7	18 971,4	109 437,4	
	Commission des partenaires du marché du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 79 - Dépenses en RI des MO (Annexe 2)														
PARI 2016-2017 (k\$)														
		Dépenses budgétées			Dépenses programmées									
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Total des dépenses	Encadrement	Continuité	Projets	Provision	Services internes	Services externes	Rémunération du	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Total des dépenses
Travail, Emploi et Solidarité sociale	Conseil de gestion de l'assurance parentale	0,0	172,3	172,3	0,0	172,3	0,0	0,0	137,0	35,3	0,0	0,0	0,0	172,3
	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie du bâtiment du Québec	6 820,0	7 922,3	14 742,3	123,0	7 979,3	3 070,0	3 570,0	8 750,0	1 190,4	1 196,9	35,0	0,0	14 742,3
	Tribunal administratif du travail	1 690,0	4 927,1	6 617,1	143,4	5 145,8	1 327,9	0,0	1 861,5	2 014,3	2 011,3	730,0	0,0	6 617,1
Total général		441 941,5	1 197 645,9	1 639 587,4	112 975,2	1 164 166,6	206 236,1	160 771,8	173 427,8	402 785,5	475 280,5	171 524,6	260 359,5	1 644 149,7

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 80 – Jeunes

Initiatives mises en place pour accroître la présence des jeunes dans le secteur public pour les ministères et organismes. Somme dépensée pour chacune des initiatives pour 2011-2012 à 2016-2017.

Portail carrières

En 2016-2017, une mise à jour de l'information destinée aux étudiants et aux stagiaires a été réalisée sur le portail Carrières.

Étudiants et stagiaires

La Stratégie de gestion des ressources humaines 2012-2017 comprend entre autres une stratégie visant plus particulièrement à favoriser l'embauche d'étudiants et de stagiaires. Au cours de l'année financière 2016-2017, plusieurs actions ont été réalisées:

- Modifications de certaines modalités d'application du processus de qualification particulier pour les étudiants et les stagiaires. Ce processus, adopté en 2015, permet aux ministères et organismes de fidéliser un étudiant ou un stagiaire en lui offrant, sous certaines conditions, la possibilité d'obtenir un emploi occasionnel ou régulier;
- Amélioration de l'outil « Offres de stage » qui regroupe en un seul endroit les offres de stage des ministères ou organismes destinées aux établissements d'enseignement;
- Transmission aux établissements d'enseignement d'un nouvel outil promotionnel destiné aux étudiants et étudiantes qui résume les possibilités de carrières et de stages dans la fonction publique et qui contient l'information essentielle concernant les modalités d'inscription.
- Développement de la version Web *du Répertoire des personnes-ressources* en matière de stage. Cet outil met à la disposition des établissements d'enseignement, les coordonnées des personnes-ressources en matière de stage de la fonction publique, qui sont intéressées à recevoir des renseignements concernant les programmes de stage;

Ces activités ont été réalisées à même les ressources internes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 81 - Concours de recrutement

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus en 2011-2012 à 2016-2017 avec, pour chacun de ces concours : - Le nombre de postes offerts; - Le nombre de postulants; - La date; - La nature réservée ou non; - Le taux de réussite; - La répartition par région administrative; - La date de publication des résultats

Aucun concours.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 82 – Minorités visibles postulant à des concours

Pour chacun des concours précédant, mentionner : - Le nombre de postulant issu de communautés culturelles; - Le nombre de personnes handicapées; - Le nombre d'anglophone; - Le nombre d'autochtones; - Le nombre de jeune de 35 ans et moins.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 83 – Mesures de contrôle de dépenses

Pour les années comprises entre 2014-2015 jusqu'à 2016-2017, veuillez indiquer précisément et ce par ministère, organisme et entités quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.

Le document Rigueur et responsabilité dans la gestion des dépenses de même que les documents Stratégie de gestion des dépenses présentés au Budget de dépenses 2016-2017 font état des principales mesures de contrôle des dépenses identifiées.

Ces mesures ont permis de résorber l'écart entre les coûts de reconduction et l'objectif de dépenses de programmes de chacun de ces exercices. Cet écart à résorber est indiqué dans les volumes précités.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 84 - Bilan - stratégie de gestion des dépenses

Bilan des mesures déterminées par les ministères et organismes de la stratégie de gestion des dépenses du budget de 2016-2017 et prévisions 2017-2018 : a) Réduction du coût des communications gouvernementales; b) Approvisionnement en commun dans le réseau de la santé et des services sociaux; c) Poursuite des travaux visant l'adoption des meilleures pratiques pour améliorer la pertinence des soins de santé et les services sociaux ainsi que l'efficacité des services de santé physique; d) Poursuite de la révision de la structure organisationnelle de la Sûreté du Québec; e) Optimisation des besoins pour les centres de détention; f) Rationalisation de diverses dépenses au portefeuille Transports, Mobilité durable et Électrification des transports; g) Regroupement des services gouvernementaux en région; h) Gains d'efficacité à la suite de la fusion des organismes responsables de l'encadrement du travail; i) Suspension des bonis au personnel de direction et d'encadrement des ministères et organismes gouvernementaux; j) Diminution de la contribution gouvernementale versée à la Financière agricole du Québec consécutive à la conjoncture favorable qui a cours sur les marchés des produits agricoles; k) Mise en place d'une nouvelle structure de financement pour les services de garde; l) Rapatriement de certaines activités des bureaux d'immigration du Québec à Montréal; m) Réduction du recours aux services professionnels externes.

L'ensemble des mesures précitées ont été réalisées en tout ou en partie, ou sont actuellement en cours de réalisation. Au global, ces mesures ont permis de résorber l'écart présenté aux documents budgétaires déposés à l'Assemblée nationale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 85 - Dépenses FINESSS

L'impact de l'exclusion des dépenses qui étaient auparavant imputées au Fonds de financement des établissements de santé et des services sociaux (FINESSS) aux efforts requis pour combler l'écart à résorber prévu dans le discours économique du Québec de l'automne 2016.

L'abolition du FINESSS n'a eu aucun impact sur l'effort à réaliser. Les dépenses planifiées par le FINESSS sont maintenant financées à même les dépenses de programmes, dont le niveau a été relevé d'un montant équivalent.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 86 - Liste détaillée des projets au PQI

Concernant le Plan Québécois des Infrastructures (PQI), liste détaillée, ventilée par secteur d'activité, par région administrative et par niveau de priorités des projets, de tous les projets d'infrastructures en précisant pour chacun : a) l'état d'avancement du projet; b) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet, par phase s'il y a lieu; c) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts; d) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour; e) état d'avancement de l'élaboration de l' avant-projet et de la préparation des plans et devis, s'il y a lieu; f) bilan des sommes déjà investies pour chaque année financière et prévisions pour 2017-2018 et chacune des années financières suivantes.

Le Secrétariat du Conseil du trésor n'a aucun projet d'infrastructure publique de 50 millions de dollars et plus d'inscrit au PQI. Pour les autres projets, voir Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle numéro 24

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 87 - Projets inscrits au PQI

Indiquer le coût estimé, le coût réel et l'écart de coûts, pour tous les projets qui ont été inscrits au PQI depuis sa création et qui ont été réalisés.

L'évolution des besoins pour un projet se précise tout au long de son analyse. Cet examen fait en sorte qu'on ne peut comparer des coûts estimés de façon préliminaire aux coûts réels finaux sans avoir le détail des explications pertinentes.

Par ailleurs, en adoptant, en février 2014, la « Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructures publique » (projets de 50,0 M\$ et plus, sauf pour les infrastructures routières dont le montant a été établi à 100,0 M\$), le gouvernement s'est doté d'un processus rigoureux d'autorisation et de suivi de ses projets. Plusieurs étapes d'analyse sont requises et permettent d'assurer une planification selon les meilleures pratiques, limitant les dépassements de coûts.

Ainsi, tous les dossiers majeurs doivent franchir les étapes d'analyse et de planification des projets tel que prévu à la « Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructures publique ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 88 - Projets sous-évalués inscrits au PQI

Liste et valeur des projets sous-évalués inscrits au dernier PQI.

Tous les projets majeurs sont assujettis à la « Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructures publique », par laquelle le gouvernement s'est doté d'un processus rigoureux d'analyse qui lui permet d'autoriser un prix bien documenté au dossier d'affaires.

Les autres projets sont sous la responsabilité des ministères et organismes qui doivent s'assurer que ceux-ci suivent les bonnes pratiques de gestion.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 89 - Projets ajoutés au PQI au cours des 3 dernières années

La liste de tous les projets qui ont été ajoutés au cours des trois dernières années au PQI.

Veuillez-vous référer au document « Les infrastructures publiques du Québec » déposé à l'Assemblée nationale le 17 mars 2016, à la section «Plan québécois des infrastructures 2016-2026 ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 90 - Projets remis en question par le CT

Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets.

Aucun projet majeur n'est remis en question par le gouvernement dans le cadre du PQI 2016-2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 91 – Projets remis en question par le Conseil du trésor

Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets

Cette question est identique à la demande numéro 90 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 92 - Projets financés par un ministère et par un fonds

Liste des projets financés en partie par un ministère et en partie par un fonds.

La contribution gouvernementale aux investissements présentés au PQI 2016-2026 est effectuée pour la plus grande part à partir des crédits budgétaires alloués aux ministères et organismes, exception faite notamment de la contribution effectuée par le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) dans les projets routiers et de transport collectif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 93 - Projets retirés du PQI dans les 3 dernières années

Liste des projets retirés du PQI dans les 3 dernières années et état de situation pour chacun d'eux.

Aucun projet n'a été retiré du PQI 2016-2026.

Par contre, pour les projets terminés, Veuillez-vous référer au document « Les infrastructures publiques du Québec » déposé à l'Assemblée nationale le 17 mars 2016, à la section « Plan québécois des infrastructures 2016-2026 ».

